



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens -

## Juin 2024

### Rapport final

#### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 29 juillet 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

**Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.**

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juin 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le deuxième cycle de la deuxième année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus), qui ont été menés entre le 4 juin 2024 et le 27 juin 2024.

This publication is also available in English under the title « Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - June 2024 ».

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue auprès du Bureau du Conseil privé. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca), ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, local 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP12-4F-PDF

### **Identifiant international des publications en série (ISSN) :**

ISSN 2816-9379

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :**

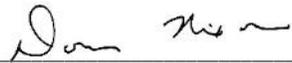
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date: 29 juillet 2024

Donna Nixon, Associée

The Strategic Counsel

# Table des matières

<b>Sommaire .....</b>	<b>4</b>
Introduction .....	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations.....	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, personnes âgées résidant au Québec, locataires résidant à Vancouver, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg).....	9
Logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, Autochtones résidant à Winnipeg).....	14
Soins de santé (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique).....	17
Assurance médicaments (Saskatchewan).....	18
Immigration (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec).....	19
Gains en capital (personnes âgées de 65 ans et plus, locataires résidant à Vancouver).....	21
Sentiment du public (femmes arabes résidant à Toronto) .....	21
Effets du changement climatique (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique).....	22
Énergies et technologies propres (Saskatchewan).....	23
Fabrication de véhicules électriques (région du Golden Horseshoe en Ontario) .....	23
Transport en commun (région du Golden Horseshoe, en Ontario).....	24
Sécurité en ligne (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux résidant au Canada atlantique) .....	25
Mise à l'essai de concepts relatifs aux aliments supplémentés (nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg).....	27
Défis pour les collectivités (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, région de l'Estrie au Québec, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton) .....	28
<b>Résultats détaillés.....</b>	<b>31</b>
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	34
Consommation de nouvelles (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux du Canada atlantique, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, personnes âgées résidant au Québec, femmes arabes résidant à Toronto).....	36
Recherche et innovation (région du Golden Horseshoe en Ontario).....	37
Priorités et performance du gouvernement du Canada (région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique,	



personnes âgées résidant au Québec, locataires résidant à Vancouver, femmes arabes résidant à Toronto, région du nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones de Winnipeg) .....	38
Coût de la vie (Saskatchewan) .....	41
Agriculture (Saskatchewan) .....	42
Réconciliation (Autochtones résidant à Winnipeg).....	43
Canadiens originaires d'Asie du Sud-Est (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est).....	44
Canadiens d'origine arabe (femmes arabes résidant à Toronto) .....	45
Personnes âgées (personnes âgées résidant au Québec) .....	46
Logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, Autochtones résidant à Winnipeg).....	48
Initiatives en matière de logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario).....	49
Logement autochtone (Autochtones résidant à Winnipeg).....	53
Soins de santé (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique) .....	55
Régime d'assurance médicaments (Saskatchewan).....	56
Immigration (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec).....	58
Reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton) .....	60
Travailleurs sans statut (région de l'Estrie au Québec, ville de Québec).....	61
Gains en capital (personnes âgées de 65 ans et plus, locataires résidant à Vancouver) .....	62
Sentiment du public (femmes arabes résidant à Toronto).....	63
Effets du changement climatique (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique).....	64
Énergies et technologies propres (Saskatchewan) .....	66
Fabrication de véhicules électriques (région du Golden Horseshoe en Ontario) .....	67
Transport en commun (région du Golden Horseshoe, en Ontario) .....	68
Sécurité en ligne (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux résidant au Canada atlantique) .....	69
Mise à l'essai de concepts créés pour les aliments supplémentés (nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg).....	75
Défis pour les collectivités (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, région de l'Estrie au Québec, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton).....	80
<b>Annexes .....</b>	<b>82</b>
Annexe A - Questionnaires de recrutement .....	83



Questionnaire de recrutement en français.....	84
Questionnaire de recrutement en anglais.....	93
Annexe B – Guides de discussion.....	105
Guide du modérateur en français.....	106
Guide du modérateur en anglais.....	142
Annexe C– Concepts publicitaires.....	163

# Sommaire

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.



Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 4 juin 2024 et le 27 juin 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche pour le présent cycle se sont essentiellement centrés sur les initiatives en matière de logement et sur l'immigration, et ont compris des discussions portant sur la reconnaissance des titres de compétences des travailleurs sans statut. Certains groupes ont également tenu des discussions portant sur les soins de santé, l'assurance médicaments, les gains en capital, le changement climatique, les véhicules électriques (VE) ainsi que les énergies et technologies propres.

Au nombre des autres sujets abordés dans le cadre du présent cycle figurait ce que les participants avaient récemment vu, entendu ou lu au sujet du gouvernement du Canada, et certaines discussions ont porté sur les habitudes de consommation des participants en matière de nouvelles d'actualité. Les participants ont également fait part de leurs points de vue concernant le gouvernement du Canada et sa gestion de domaines prioritaires que sont le coût de la vie, l'agriculture, la réconciliation, ainsi que les problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens originaires d'Asie du Sud-Est, les Canadiens d'origine arabe et les personnes âgées. Certains groupes ont également fait part de leurs opinions concernant les difficultés auxquelles font face leurs collectivités locales, la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, la sécurité en ligne, ainsi que des concepts publicitaires élaborés par le gouvernement du Canada en matière d'aliments supplémentés.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

## Méthodologie

### **Aperçu des groupes**

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Les discussions de certains groupes se sont centrées sur certaines cohortes de la population en particulier et notamment sur des femmes âgées de 18 à 34 ans s'identifiant comme utilisatrices intensives de médias sociaux, des membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est, des femmes arabes âgées de 35 à 54 ans, des personnes âgées de 65 ans et plus, des locataires, et des Autochtones.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été tenus au sein de la population générale résidant dans la région du Golden Horseshoe en Ontario, en Saskatchewan, dans la région de l'Estrie au Québec, dans le secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.), dans la ville de Québec et dans le nord de l'Ontario.
- Les six autres groupes de discussion étaient composés de sous-groupes clés, à savoir :
  - De jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans résidant au Canada atlantique;
  - De membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton;
  - De femmes arabes âgées de 35 à 54 ans résidant à Toronto;
  - De personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec;
  - De locataires résidant à Vancouver;
  - d'Autochtones résidant à Winnipeg.
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 86 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

### Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région du Golden Horseshoe	1	ANGLAIS	Mardi 4 juin	18h à 20h	Population générale	8
Saskatchewan	2	ANGLAIS	Mercredi 5 juin	20h à 22h	Population générale	8
Canada atlantique	3	ANGLAIS	Jeudi 6 juin	17h à 19h	Jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 35 ans	8
Calgary et Edmonton	4	ANGLAIS	Mardi 11 juin	20h à 22h	Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est	8
Estrie	5	FRANÇAIS	Mercredi 12 juin	18h à 20h	Population générale	7
Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique	6	ANGLAIS	Jeudi 13 juin	21h à 23h	Population générale	5



Québec	7	<b>FRANÇAIS</b>	Mercredi 19 juin	18h à 20h	Personnes âgées de 65 ans et plus	7
Vancouver	8	<b>ANGLAIS</b>	Jeudi 20 juin	21h à 23h	Locataires	7
Toronto	9	<b>ANGLAIS</b>	Mardi 24 juin	18h à 20h	Femmes arabes âgées de 35 à 54 ans	8
Nord de l'Ontario	10	<b>ANGLAIS</b>	Mardi 25 juin	18h à 20h	Population générale	6
Ville de Québec	11	<b>FRANÇAIS</b>	Mercredi 26 juin	18h à 20h	Population générale	8
Winnipeg	12	<b>ANGLAIS</b>	Jeudi 27 juin	19h à 21h	Autochtones	6
<b>Nombre total de participants</b>						<b>86</b>

## Principales constatations

### **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une série d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, notamment la décision de la Banque du Canada d'abaisser son taux directeur à 4,75 %, la présentation d'un rapport du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR) qui avait révélé qu'un grand nombre de membres du Parlement avaient sciemment aidé des acteurs étatiques étrangers, et l'annonce par le gouvernement fédéral d'un programme national d'assurance médicaments. Les participants ont également mentionné la récente proposition du gouvernement du Canada d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital, les mesures prises dans le but de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, et l'annonce de l'Agence du revenu du Canada (ARC) selon laquelle celle-ci allait passer à la phase suivante du recouvrement des dettes, à savoir la collecte des trop-perçus individuels relatifs aux programmes de prestations liés à la pandémie de COVID-19.



**Consommation de nouvelles (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux du Canada atlantique, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, personnes âgées résidant au Québec, femmes arabes résidant à Toronto)**

Les participants de quatre groupes ont entamé une discussion complémentaire portant sur leurs habitudes de consommation de nouvelles d'actualité. Invités à énumérer les principales sources auxquelles ils avaient recours pour s'informer, bon nombre de participants ont mentionné des chaînes télévisées, dont CBC, CTV, Global News, BBC et CNN, des stations de radio comme CBC Radio, Radio-Canada et des chaînes locales, ainsi que des organes d'information traditionnels comme le Globe and Mail, La Presse, le New York Times, le Washington Post et le Guardian. Plusieurs d'entre eux ont également mentionné les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Instagram, TikTok et LinkedIn, ainsi que d'autres plateformes numériques, dont Google News. À la question de savoir si certaines sources de nouvelles étaient, selon eux, plus fiables que d'autres, si un certain nombre de participants estimaient que la plupart des chaînes télévisées, des stations de radio et des organes d'information traditionnels étaient tout à fait dignes de confiance, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que les nouvelles publiées sur les réseaux sociaux (et en particulier sur des plateformes comme Facebook, Instagram et TikTok) étaient à considérer avec un certain scepticisme.

On a demandé aux participants des groupes composés de femmes arabes résidant à Toronto et de membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton s'il leur arrivait de chercher à obtenir des nouvelles dans des langues autres que l'anglais. Un certain nombre de femmes arabes ont déclaré avoir obtenu des nouvelles de la chaîne Al Jazeera, souvent en arabe, tandis que les membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est ont indiqué avoir recherché des sources d'information en langue étrangère provenant de pays comme Singapour, l'Indonésie et les Philippines.

Concernant les sources d'information et de nouvelles d'actualité qu'ils seraient susceptibles de consulter pour obtenir des renseignements et des nouvelles relatifs au gouvernement du Canada, la plupart des participants des groupes composés de personnes âgées résidant au Québec et de femmes arabes résidant à Toronto ont indiqué qu'ils consulteraient probablement les sites Web officiels du gouvernement fédéral, ainsi que ceux d'agences bien précises, dont l'ARC et Service Canada.

**Recherche et innovation (région du Golden Horseshoe en Ontario)**

Les participants résidant dans la région du Golden Horseshoe en Ontario ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires portant sur la recherche et l'innovation. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, quelques-uns d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler d'un investissement conjoint de 5 milliards de dollars (avec le gouvernement de l'Ontario) pour la construction d'une nouvelle usine de fabrication de véhicules électriques (VE) à Alliston, en Ontario, qui avait été annoncé par la compagnie Honda Motor comme faisant partie des 15 milliards de dollars qu'elle investit dans la fabrication de VE au Canada.

La majorité des participants ont positivement réagi à l'information qui leur avait été fournie sur un certain nombre de domaines liés à la recherche et à l'innovation dans lesquels le gouvernement



fédéral s'était récemment engagé à investir, estimant qu'il s'agissait là de secteurs d'activité importants auxquels le gouvernement du Canada devait apporter son soutien. Plusieurs d'entre eux ne croyaient cependant pas que le montant de 800 millions de dollars suffise à financer l'ensemble de ces domaines prioritaires. Certains d'entre eux étaient d'avis que les investissements destinés à des domaines comme la lutte contre le changement climatique, la promotion de possibilités d'apprentissage et de formation destinées aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi qu'au soutien à l'intégration des Autochtones et à la recherche autochtone, seraient particulièrement essentiels à la réalisation à long terme des objectifs du Canada en matière de recherche.

**Priorités et performance du gouvernement du Canada (région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, personnes âgées résidant au Québec, locataires résidant à Vancouver, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants de onze groupes ont entamé des discussions portant sur les problèmes auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement relative à ces priorités. Les participants ont été invités à recenser les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration.

Ces derniers ont exprimé une série de points de vue tant positifs que négatifs concernant un certain nombre de questions. Au nombre de celles-ci, les soins de santé, le système d'immigration ainsi que les mesures qu'avait pris le gouvernement du Canada pour protéger l'environnement et atténuer les effets du changement climatique. Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement fédéral s'était montré efficace, à savoir l'octroi d'aides et de prestations aux Canadiens, la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme, ses services numériques et ses sites Web, ainsi que l'aide humanitaire qu'il avait apportée à des populations dans d'autres parties du monde. Les participants ont en outre énuméré une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre de ceux-ci, l'inflation et le coût de la vie, le logement, l'éducation (maternelle à 12e année et enseignement postsecondaire), la réconciliation ainsi que la sécurité publique.

Invités à définir les principales priorités sur lesquelles devait, selon eux, se focaliser le gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont réaffirmé la nécessité d'accorder une plus grande importance à la réduction du coût de la vie, des produits d'épicerie et du logement. Un certain nombre d'entre eux estimaient également qu'il fallait en faire plus en matière d'immigration, en prenant notamment des mesures visant à s'assurer que les collectivités disposent de ressources et d'infrastructures suffisantes pour faire face à une population croissante. Plusieurs participants ont également mentionné les soins de santé, en soulignant la nécessité de remédier à la pénurie de médecins et d'infirmières et aux longs délais d'attente avant de pouvoir accéder à des soins d'urgence et à des soins primaires. Parmi les autres priorités mentionnées figuraient la lutte contre le changement climatique et la protection de



l'environnement, les initiatives visant à rendre l'éducation postsecondaire plus abordable, l'accroissement des mesures de soutien destinées aux personnes âgées, la construction et la remise en état d'infrastructures essentielles (dont des autoroutes et des ponts), ainsi que la nécessité d'investir davantage en matière de sécurité nationale et dans les Forces armées canadiennes (FAC).

### **Coût de la vie (Saskatchewan)**

Les participants résidant à Toronto se sont vu poser quelques questions complémentaires portant sur le coût de la vie. Après avoir été invités à énumérer les défis liés au coût de la vie qu'ils considéraient comme étant les plus importants et auxquels le gouvernement du Canada devait, selon eux, accorder la priorité, bon nombre de participants étaient d'avis qu'une plus grande attention devait être accordée à rendre plus abordables les nécessités de la vie que sont les denrées alimentaires et le logement. Aucun des participants n'estimait que le gouvernement fédéral fût sur la bonne voie concernant sa réponse au problème du coût de la vie, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement du Canada pour faire face au coût de la vie, les participants ont rappelé des initiatives comme l'octroi d'un supplément unique de 500 dollars à l'Allocation canadienne pour le logement aux locataires à faible revenu, ainsi que le remboursement unique des frais d'épicerie versé à même le paiement trimestriel du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) aux Canadiens admissibles, prévus en juillet 2023. Quelques-uns d'entre eux ont également rappelé l'annonce de la création de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH), qu'ils considéraient comme étant une mesure visant à rendre plus abordable la vie des personnes vivant avec un handicap.

À la question de savoir dans quelle mesure il était, à leurs yeux, important que le gouvernement fédéral s'attache à rendre les télécommunications plus abordables (coûts de la téléphonie mobile et service Internet à domicile), bon nombre d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un domaine de première importance. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que les Canadiens payaient actuellement des tarifs figurant parmi les plus élevés au monde pour les services de téléphonie mobile et Internet et estimaient que des efforts devaient être consentis pour rendre ces services plus abordables dans l'intérêt des Canadiens.

### **Agriculture (Saskatchewan)**

Les participants du groupe basé en Saskatchewan ont également tenu une brève discussion portant sur l'agriculture et les mesures qu'avait prises le gouvernement du Canada pour soutenir ce secteur. À la question de savoir dans quelle mesure le secteur agricole devait constituer une priorité du gouvernement fédéral, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il s'agissait d'un domaine prioritaire sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral. De l'avis général, il fallait davantage s'attacher à recruter et à inciter de jeunes Canadiens à choisir des carrières en agriculture, certains participants estimant que le secteur connaissait actuellement une pénurie de main-d'œuvre dans de nombreuses régions du pays. Un certain nombre d'entre eux considéraient l'agriculture comme un élément essentiel de l'économie de la Saskatchewan et estimaient que des aides



supplémentaires du gouvernement fédéral dans ce secteur auraient des retombées positives dans l'ensemble de la province.

En discutant de la mesure dans laquelle le changement climatique impactait, selon eux, le secteur agricole ainsi que la capacité des agriculteurs à produire des denrées alimentaires, plusieurs participants étaient d'avis que son impact était considérable, plus particulièrement en ce qui concerne les effets de phénomènes météorologiques extrêmes (feux de forêt, inondations, sécheresses, etc.). À la question de savoir en quoi le changement climatique pourrait éventuellement avoir une incidence sur le coût de la vie, plusieurs participants prévoyaient qu'à mesure que les denrées alimentaires deviendraient de plus en plus difficiles à produire, le coût des produits d'épicerie augmenterait au détriment des consommateurs.

### **Réconciliation (Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants d'un groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont fait part de leurs points de vue concernant la sécurité au sein de leurs collectivités respectives. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer ce qu'ils considéraient comme étant les principaux problèmes auxquels sont confrontées les communautés autochtones et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait redoubler d'efforts pour que toutes les collectivités autochtones aient accès à de l'eau potable, à des aliments abordables et nutritifs ainsi qu'à des services essentiels, notamment dans les domaines des soins de santé et de l'éducation. On estimait également que davantage de ressources devaient être consacrées à des enquêtes relatives aux femmes et filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) et qu'il fallait veiller à ce que soient pleinement respectés les traités existants conclus entre le gouvernement fédéral et différentes nations autochtones.

À la question de savoir si, pour gouvernement fédéral, la réconciliation constituait, à leur avis, une priorité, bien qu'un certain nombre de participants aient répondu par l'affirmative, la plupart d'entre eux n'avaient pas le sentiment que la priorité accordée à cette question a donné lieu à des améliorations tangibles quant à la qualité de vie des populations et des communautés autochtones. De l'avis général, s'il était important que le gouvernement du Canada mette en exergue les enjeux et les histoires autochtones, cela devait s'accompagner de mesures claires et quantifiables destinées à améliorer la vie des Autochtones.

En énumérant d'autres domaines que devrait, selon eux, prioriser le gouvernement fédéral afin d'améliorer les mesures de soutien à la réconciliation avec les peuples autochtones, un grand nombre de participants estimaient que davantage devait être fait pour apporter un soutien en matière de santé mentale à ces communautés, et en particulier aux personnes souffrant de traumatismes intergénérationnels découlant du programme historique des pensionnats pour Autochtones. Lorsqu'on leur a demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux répondre aux besoins des Autochtones vivant en région urbaine, plusieurs participants étaient d'avis qu'un dialogue plus fréquent était nécessaire entre fonctionnaires fédéraux et dirigeants autochtones (y compris les Aînés).



À la question de savoir comment ils s’y prendraient pour quantifier les progrès réalisés par le gouvernement fédéral en matière de réconciliation, les participants ont proposé toute une série de paramètres. Un certain nombre d’entre eux estimaient qu’il fallait veiller à ce que les Autochtones aient le même accès aux possibilités en matière d’éducation et d’emploi que le reste des Canadiens, estimant que cela constituerait un pas important vers la réconciliation. D’aucuns ont également suggéré de suivre et de régulièrement rendre compte de statistiques clés (dont le taux d’accession des autochtones à la propriété) afin de s’assurer que des progrès tangibles sont réalisés en ce sens.

### **Canadiens originaires d’Asie du Sud-Est (membres de la diaspora d’Asie du Sud-Est)**

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora d’Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton ont fait part des enjeux qu’ils considéraient comme étant les plus importants auxquels sont confrontés les Canadiens originaires d’Asie du Sud-Est. Lorsqu’on leur a demandé de citer ce qu’ils considéraient comme étant les principaux problèmes auxquels leur diaspora était confrontée et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité, les participants ont exprimé des préoccupations diverses et variées. Au nombre de celles-ci figuraient les difficultés rencontrées par les immigrants originaires d’Asie du Sud-Est pour faire reconnaître leurs qualifications professionnelles et diplômes d’études, les difficultés à apprendre l’anglais et à soutenir des conversations dans cette langue, et le fait de ne pas se sentir acceptés par les autres membres de leur communauté.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait prioriser ses relations avec des pays d’Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Singapore et les Philippines), bon nombre de participants ont répondu par l’affirmative. Un certain nombre d’entre eux étaient également d’avis que, compte tenu de la proportion de résidents canadiens immigrés d’Asie du Sud-Est qu’ils percevaient comme croissante, il était de plus en plus important que le gouvernement fédéral entretienne des relations étroites dans la région.

En se focalisant sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer le dialogue avec les membres de la diaspora d’Asie du Sud-Est, les participants ont mentionné l’adoption de mesures destinées à favoriser une plus grande inclusion de pays et de personnes d’Asie du Sud-Est pendant le Mois du patrimoine asiatique, et la nécessité d’accorder une importance accrue à la sensibilisation des Canadiens à l’histoire et aux cultures uniques de la région.

### **Canadiens d’origine arabe (femmes arabes résidant à Toronto)**

Les participantes d’un groupe composé de femmes arabes résidant à Toronto ont fait part de leurs points de vue sur les problèmes auxquels font face les Canadiens d’origine arabe ainsi que sur les relations internationales du gouvernement du Canada avec des pays à population majoritairement arabe.

Invitées à énumérer les principaux problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens d’origine arabe et auxquels, à leur avis, une plus grande priorité devrait être accordée, bon nombre de participantes ont fait part de préoccupations concernant ce qu’elles percevaient comme étant une montée de



l'islamophobie ces derniers temps. Plusieurs d'entre elles estimaient que dans la foulée des attentats du 7 octobre 2023 perpétrés par l'organisation terroriste Hamas contre Israël, le sentiment anti-arabe avait pris de l'ampleur au Canada et que ce problème s'était aggravé dans les mois qui ont suivi. Plusieurs participantes étaient également d'avis que le Canada devait en faire plus pour protéger et promouvoir les droits et la sécurité des membres de la diaspora arabe du Canada.

En discutant de la gestion des relations internationales du Canada avec des pays à majorité arabe, la plupart d'entre elles estimaient que ce dernier faisait fausse route à cet égard. De nombreuses participantes étaient d'avis que les pays arabes se voyaient réserver un traitement différent de la part du gouvernement fédéral comparativement à des pays situés dans d'autres régions du globe et que les immigrants originaires de ces pays faisaient souvent l'objet d'une méfiance et d'une discrimination accrues.

Décrivant les mesures que pourrait prendre le gouvernement pour améliorer ses relations avec les Canadiens d'origine arabe, plusieurs participantes ont évoqué la nécessité d'accroître les efforts de sensibilisation auprès des communautés et des organisations arabes au Canada. On estimait que cela permettrait davantage aux membres de la diaspora arabe de faire connaître leurs points de vue et de fournir une rétroaction quant aux moyens d'améliorer la qualité de vie des Canadiens d'origine arabe à long terme.

### **Personnes âgées (personnes âgées résidant au Québec)**

Les participants du groupe composé des personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec ont entamé une discussion portant sur les problèmes auxquels sont actuellement confrontées les personnes âgées au Canada. Lorsqu'on leur a demandé de définir les problèmes les plus urgents à cet égard, les participants ont fourni une série de réponses variées. Un certain nombre d'entre eux ont mentionné les limitations physiques grandissantes auxquelles les personnes âgées sont confrontées en vieillissant, estimant qu'il leur était par conséquent plus difficile d'effectuer des tâches physiques et qu'elles étaient en outre désavantagées sur le marché du travail par rapport aux travailleurs moins âgés. Lorsqu'on leur a demandé si le coût de la vie perçu comme étant élevé à l'heure actuelle constituait un défi pour les personnes âgées, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre de participants ont dit croire qu'en raison du coût élevé de la vie, une proportion croissante de personnes âgées jugeait nécessaire de travailler, ne serait-ce qu'à temps partiel, pour compléter leur épargne de retraite.

Presque tous les participants ont déclaré avoir dû, dans une certaine mesure, réévaluer leurs projets de retraite en raison du coût actuellement élevé de la vie. Plusieurs ont indiqué avoir jugé nécessaire de continuer à travailler pour pouvoir s'offrir le style de vie auquel ils aspiraient, y compris la possibilité de partir en vacances et de s'adonner à leurs passe-temps et loisirs de prédilection. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir été contraints de modifier leur style de vie en raison du coût élevé de cette dernière, notamment en déménageant pour s'installer dans une autre localité, ce qui avait, selon eux, davantage compliqué leurs projets de retraite.



À la question de savoir dans quelle mesure des programmes gouvernementaux comme la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) contribuaient, selon eux, à rendre leur vie plus abordable, tous les participants estimaient que ces mesures de soutien avaient contribué à améliorer leur bien-être financier. Bon nombre d'entre eux se disaient d'avis que ces programmes avaient contribué à augmenter leur sécurité financière en plus de les avoir aidés à faire face au coût de la vie. Après s'être vu présenter de l'information au sujet de ces prestations, bon nombre de participants se sont dit surpris d'apprendre que ces montants étaient révisés trimestriellement et tous estimaient que cela permettrait aux personnes âgées de plus facilement s'adapter à des taux d'inflation plus élevés. Quelques-uns d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'en dépit de révisions plus fréquentes des prestations de la SV et du SRG, les montants versés aux personnes âgées ne seraient probablement pas suffisants pour contrebalancer la progression des coûts, dont ceux des produits d'épicerie et des projets de rénovation domiciliaire.

Quant à savoir si, dans le cadre de ses initiatives visant à nouer un dialogue avec les personnes âgées, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, la quasi-totalité des participants estimait qu'il faisait fausse route. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que la communication et les consultations entre le gouvernement fédéral et la communauté des personnes âgées avaient été lacunaires et qu'il fallait redoubler d'efforts pour établir des dialogues fructueux en ce sens. Les participants ont formulé un certain nombre de suggestions sur les moyens d'améliorer ces relations. Au nombre de celles-ci figuraient la mise en place de représentants de personnes âgées locaux avec lesquels des consultations officielles pourraient être organisées, la publication de bulletins d'information portant sur les mesures et initiatives liées aux personnes âgées ainsi que la diffusion d'un numéro de téléphone que pourraient composer ces dernières pour obtenir des renseignements et faire part de leurs points de vue au gouvernement fédéral.

### **Logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants de huit groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ceux résidant dans la région du Golden Horseshoe en Ontario ainsi que dans le nord de l'Ontario et à Vancouver ont fait part de leurs points de vue concernant une série d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement fédéral. Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant à Winnipeg ont quant à eux discuté des mesures pouvant être prises pour rendre le logement plus abordable et plus accessible dans l'intérêt des populations et des communautés autochtones.

Au début de leurs discussions, les participants des groupes composés de locataires de Vancouver et de personnes vivant dans le nord de l'Ontario ont été invités à décrire la situation actuelle du logement au sein de leurs collectivités. La quasi-totalité d'entre eux considérait que le logement était devenu de plus en plus inabordable (tant à l'achat qu'à la location) et que l'offre de logements était insuffisante pour répondre à la demande dans leur région. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment qu'il était devenu très difficile pour les candidats à l'achat d'une première propriété d'accéder au marché de l'habitation et estimaient que cela entraînerait des répercussions négatives sur les perspectives



financières de plus jeunes générations si aucune mesure n'était prise pour remédier à ce problème. La quasi-totalité d'entre eux était d'avis que la situation du logement s'était détériorée au sein de leurs collectivités au cours des dernières années.

En centrant leur discussion sur les problématiques auxquelles sont plus particulièrement confrontés les locataires, tous les participants du groupe composé de locataires vivant à Vancouver ont qualifié le coût du logement locatif au sein de leur collectivité comme étant devenu tout à fait inabordable. Plusieurs d'entre eux estimaient que la demande croissante des dernières années, combinée à des problématiques liées à une spéculation immobilière et aux comportements motivés par la recherche du profit de certains propriétaires avait entraîné une augmentation significative des loyers payés par les locataires vancouverois. En discutant des mesures pouvant éventuellement être prises pour venir en aide aux locataires, les participants étaient d'avis qu'il fallait augmenter les taxes et les restrictions imposées à ceux qui achètent des biens immobiliers résidentiels à titre d'investissement. Quelques-uns d'entre eux estimaient que davantage devait être fait pour stabiliser les coûts de location. On estimait que le fait d'adopter cette approche permettrait de rendre l'option locative plus viable à long terme et s'avérerait particulièrement avantageux pour les personnes n'ayant pas l'intention d'acheter une propriété dans un avenir prévisible.

#### **Initiatives en matière de logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résident à Vancouver, nord de l'Ontario)**

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions portant sur un éventail de mesures qu'avait récemment annoncé le gouvernement du Canada dans le cadre du budget 2024. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour augmenter l'offre de logements et rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, les participants se sont souvenus d'un certain nombre d'initiatives. Au nombre de celles-ci figuraient des ententes conclues avec les municipalités et financées par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements dans le but de contribuer à la réalisation de nouveaux projets de logement abordable, des mesures visant à inciter les institutions prêteuses à tenir compte de l'historique des paiements de loyers effectués à temps dans leurs évaluations de crédit, et à prolonger de deux autres années l'interdiction d'achat de propriétés résidentielles au Canada par des investisseurs de l'étranger.

Après s'être vu informer que le Canada avait récemment mis en œuvre une stratégie en trois volets visant à remédier à la crise du logement, les participants des groupes composés de locataires résident à Vancouver et dans la région du Golden Horseshoe, en Ontario, se sont vu présenter trois séries d'initiatives annoncées et ont été invités à faire part de leurs points de vue sur chacune d'elles.

La première série d'initiatives, mettant en avant certaines des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements, a suscité des réactions pour la plupart positives de la part des participants. Plusieurs d'entre eux se demandaient toutefois si ces mesures contribueraient suffisamment à augmenter l'offre de logements et à rendre les logements plus abordables au profit des Canadiens. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le nombre total estimatif de 750 000 nouveaux logements, dont la construction est prévue au cours de



la prochaine décennie en vertu d'accords conclus dans le cadre du Fonds d'accélération pour le logement, était insuffisant, surtout compte tenu des taux d'immigration qu'ils jugeaient élevés au Canada à l'heure actuelle. Si les participants étaient d'avis que la mesure visant à investir 15 milliards de dollars dans le Programme de prêts pour la construction d'appartements favoriserait la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs, un certain nombre d'entre eux se demandaient quels règlements seraient instaurés pour veiller à ce que ces logements demeurent abordables dans l'intérêt de Canadiens à faible et moyen revenu. Les participants ont exprimé des avis partagés concernant l'intention du gouvernement fédéral d'accroître ses investissements dans des technologies nouvelles, à savoir des usines de fabrication de logements préfabriqués et des catalogues de conception de logements préapprouvés. Si on estimait que cette mesure pourrait contribuer à accélérer le rythme auquel les maisons sont construites, pour plusieurs participants, la qualité, la sûreté et la durabilité générales des maisons préfabriquées constituaient en outre une source de préoccupation.

La deuxième série d'initiatives présentée aux participants et décrivant un certain nombre de mesures proposées par le gouvernement du Canada pour faciliter l'achat ou la location d'une habitation a suscité des réactions généralement positives. Bon nombre de participants ont tout particulièrement mentionné les initiatives visant à prolonger de deux autres années l'interdiction d'achat et d'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement comme étant des mesures qui seraient, à leur avis, particulièrement efficaces. Les participants ont également salué l'initiative visant à autoriser un amortissement des prêts hypothécaires sur une période de 30 ans, au bénéfice de candidats à l'achat d'une première propriété nouvellement construite. S'ils étaient généralement en faveur de mesure visant à sévir contre les locations illégales de courte durée (p. ex. Airbnb), certains participants se demandaient comment faire appliquer cette mesure et quelle réglementation serait mise en place.

Si la plupart des participants estimaient que la troisième série d'initiatives, mettant en avant certaines des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux personnes ayant le plus de difficultés à faire face au coût du logement, constituait un pas dans la bonne direction, bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'elles ne pourraient avoir qu'un impact mineur pour ce qui est de l'aide apportée aux Canadiens peinant à faire face au coût du logement. Si plusieurs d'entre eux ont favorablement accueilli l'initiative visant à augmenter le financement destiné à soutenir les organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance, un certain nombre de participants espéraient obtenir des renseignements plus détaillés concernant les organisations qui seraient soutenues et le montant de l'aide financière apportée. On était également d'avis que, compte tenu de l'ampleur et de la portée de la crise du logement, un investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable ne suffirait pas à résoudre ce problème de façon satisfaisante.

### **Logement autochtone (Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant à Winnipeg ont fait part de leurs points de vue sur la situation du logement au sein des populations et des communautés autochtones, à la fois à Winnipeg et au Canada de manière plus générale. Invités à définir ce qu'ils considéraient comme



étant les plus grandes difficultés liées au logement auxquelles la communauté autochtone de Winnipeg était confrontée, plusieurs participants ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant le coût élevé que représente l'achat d'une maison à l'heure actuelle ainsi que les difficultés qu'ils avaient eues à épargner le montant nécessaire à la mise de fonds. Un certain nombre d'entre eux ont également décrit ce qu'ils considéraient comme un manque d'options locatives sûres et abordables à Winnipeg, estimant que bon nombre des logements locatifs offerts dans leur gamme de prix étaient souvent en mauvais état ou nécessitaient des travaux d'entretien et de réfection.

Les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel une série de mesures comprises dans la stratégie du gouvernement du Canada visant à remédier à la situation du logement leur a été présentée et il leur a été demandé de désigner les mesures qui seraient, à leur avis, les plus susceptibles d'avoir un impact sur les populations autochtones.

Dans l'ensemble, l'initiative prévoyant d'augmenter le financement destiné aux organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance est celle que les participants ont le plus fortement appuyée. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le taux d'itinérance avait considérablement augmenté au sein de leur collectivité ces dernières années et ont dit croire qu'un nombre disproportionné d'Autochtones était actuellement confronté à des problèmes liés à l'insécurité du logement, comparativement à d'autres groupes démographiques du Canada. Les mesures visant à interdire l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissements et à prolonger de deux autres années cette interdiction ont également reçu un soutien considérable. On estimait que ces mesures contribueraient à accroître l'offre de logements abordables et à décourager certains comportements, dont la spéculation immobilière en vertu de laquelle le logement est considéré comme un produit d'investissement plutôt que comme lieu de vie. Quelques-uns d'entre eux ont parlé en termes positifs des initiatives visant à investir un (1) milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable pour venir en aide aux fournisseurs de logements à but non lucratif, coopératifs et publics et quatre (4) milliards (sur sept ans) pour développer, en collaboration avec des partenaires autochtones, des solutions adaptées en matière de logement au bénéfice des communautés autochtones urbaines, rurales et nordiques.

Lorsqu'on leur a demandé quelle incidence cette stratégie pourrait avoir sur les Autochtones résidant à Winnipeg, plusieurs participants ont dit espérer que ces mesures contribuent à réduire l'itinérance et à offrir davantage d'options de logement à ceux d'entre eux qui habitent cette ville. On espérait qu'en rendant le logement plus abordable, ces mesures donneraient lieu à une augmentation globale de la qualité de vie des Autochtones résidant à Winnipeg. À la question de savoir si, après avoir pris connaissance de l'information qui leur avait été fournie au sujet de ces mesures, ils considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie avec sa stratégie en matière de logement, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative.

### **Soins de santé (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)**

Les participants résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont tenu une discussion portant sur les soins de santé. Tous considéraient que ces derniers constituaient une priorité majeure sur laquelle devait se concentrer le gouvernement du Canada, et plusieurs d'entre eux ont



indiqué avoir été confrontés à des problèmes dans ce domaine, notamment à de longs temps d'attente dans des salles d'urgence et cliniques sans rendez-vous, à des difficultés à obtenir des rendez-vous avec des spécialistes, ainsi qu'à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de travailleurs de la santé, et notamment de médecins et d'infirmières. Quelques-uns d'entre eux ont déclaré qu'un nombre croissant de médecins et autres travailleurs de la santé avaient quitté leur collectivité au cours des dernières années, et que des services, notamment des cliniques sans rendez-vous, avaient carrément fermé leurs portes. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer la qualité des soins de santé dans leur région, si la plupart des participants estimaient que les services de soins de santé et les travailleurs de la santé dans leur région étaient généralement de haut calibre, bon nombre d'entre eux ont à nouveau fait part de préoccupations concernant la capacité d'accès à ces services et des difficultés auxquelles de nombreux citoyens étaient, selon eux, confrontés pour obtenir un médecin de famille.

Aucun participant n'était d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en matière de soins de santé et tous estimaient qu'une plus grande importance devait désormais être accordée à améliorer la prestation de soins de santé au Canada. En discutant des mesures qui pourraient être prises, bon nombre de participants étaient d'avis que davantage devait être fait pour recruter et former un plus grand nombre de personnes (provenant du Canada et de l'étranger) afin qu'elles puissent travailler dans le secteur de la santé. On estimait que des efforts devaient également être déployés pour réduire les frais de scolarité des futurs travailleurs de la santé et pour augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes canadiens de médecine et de sciences infirmières. On était également d'avis que des mesures devaient être prises pour augmenter les salaires des médecins et les infirmières, ainsi que pour fournir des services de santé mentale de meilleure qualité aux professionnels de la santé afin de les aider à gérer le stress inhérent à leur emploi.

### **Assurance médicaments (Saskatchewan)**

Les participants résidant en Saskatchewan ont tenu une discussion portant sur l'assurance médicaments ainsi que sur les mesures visant à instaurer un régime d'assurance médicaments national qu'avait récemment pris le gouvernement du Canada. À la question de savoir s'ils considéraient le coût des médicaments sur ordonnance comme constituant un enjeu majeur pour les Canadiens, si la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité secondaire par rapport aux autres problèmes que constituent notamment les pénuries de travailleurs de la santé et les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient en gros la couverture offerte pour les médicaments d'ordonnance au Canada, plusieurs participants avaient le sentiment que, pour la plupart des Canadiens, les médicaments d'ordonnance étaient relativement abordables. Plusieurs d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'à défaut de bénéficier d'une couverture pour les médicaments d'ordonnance par le biais de leur assurance ou d'avantages sociaux, il pourrait devenir très difficile d'assumer le coût de ces médicaments, ce qui pourrait mettre en danger la vie de personnes atteintes d'une maladie chronique. À la question de savoir s'ils seraient en faveur d'un programme d'assurance



médicaments universel en vertu duquel tous les Canadiens bénéficieraient d'une couverture pour leurs médicaments d'ordonnance, tous les participants ont répondu par l'affirmative.

Après s'être vu fournir de l'information au sujet de la première phase du programme d'assurance médicaments national récemment annoncée par le gouvernement fédéral, tous les participants y ont positivement réagi, plusieurs d'entre eux se disant particulièrement favorables à l'inclusion de médicaments contre le diabète dans la phase initiale de ce programme. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir des amis ou membres de leur famille atteints de diabète et étaient d'avis que ce programme aurait une incidence positive immédiate sur leur qualité de vie.

À la question de savoir s'ils étaient en faveur d'un programme d'assurance médicaments entièrement public ou d'une approche visant à « combler les lacunes » selon laquelle l'assurance publique couvrirait des domaines non pris en charge par une assurance ou des prestations privées, la plupart des participants se sont prononcés en faveur de cette dernière approche. On estimait que pour la plupart des Canadiens, cette solution serait préférable, car elle leur permettrait de continuer à bénéficier de leur programme de prestations existant, tout en réduisant probablement les coûts liés au programme d'assurance médicaments, dans l'intérêt des contribuables.

**Immigration (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec).**

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur l'immigration au Canada. À la question de savoir comment ils qualifieraient le système d'immigration canadien actuel, bon nombre de participants avaient le sentiment qu'il était actuellement mis à rude épreuve. Plusieurs d'entre eux estimaient que le pays avait accueilli plus de personnes qu'il pouvait raisonnablement accueillir ces dernières années et que cela avait eu un impact négatif sur le coût de la vie et sur l'offre de logements dans de nombreuses collectivités canadiennes.

En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les avantages d'accueillir de nouveaux immigrants au Canada, les participants ont énuméré toute une série de répercussions positives. Plusieurs d'entre eux ont mentionné l'apport des immigrants dans la résorption des pénuries de main-d'œuvre, estimant que ce dernier était particulièrement important compte tenu du nombre croissant de Canadiens qui, selon eux, prendraient leur retraite dans les années à venir. D'autres estimaient qu'en faisant connaître leurs points de vue, leurs pratiques et leurs traditions uniques, les immigrants contribuaient de manière significative à l'enrichissement culturel du pays.

À la question de savoir quelles mesures devrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer le système d'immigration, les participants ont fourni une série de suggestions. Au nombre de celles-ci figuraient la construction d'un plus grand nombre de logements abordables, la rationalisation du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, l'octroi de subventions pour l'éducation et la formation professionnelle des nouveaux immigrants cherchant à travailler dans des secteurs connaissant des pénuries de main-d'œuvre, ainsi que l'offre d'une formation linguistique et



de soutiens sociaux aux immigrants dans le but de les aider à s'acclimater à leurs nouvelles communautés. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau, la plupart des participants estimaient que le taux d'immigration actuel devait être maintenu, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux estimait qu'il devait soit être augmenté ou diminué.

### **Reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton)**

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est se sont vu poser quelques questions complémentaires au sujet du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. À la question de savoir dans quelle mesure ils considéraient important, le cas échéant, que le gouvernement fédéral remédie aux problèmes relatifs à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, tous les participants s'accordaient à dire que cela constituait une priorité essentielle.

La quasi-totalité d'entre eux a déclaré s'être soit personnellement soumis au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers ou avoir un ami ou un membre de leur famille qui s'y était soumis. Si quelques-uns d'entre eux ont dit savoir que le gouvernement du Canada avait accéléré ce processus pour les nouveaux arrivants issus de certains pays, de l'avis général, le processus consistant à faire reconnaître ses titres de compétences professionnels ou ses diplômes d'études continuait de poser un problème de taille à bon nombre d'immigrants.

En discutant des moyens supplémentaires que devrait prendre le gouvernement fédéral pour remédier à ce problème, les participants ont suggéré un ensemble de mesures. Au nombre de celles-ci : aider les immigrants à faire reconnaître leurs titres de compétences avant d'arriver au Canada; accorder des subventions et octroyer du financement afin que les nouveaux arrivants puissent obtenir les attestations nécessaires à l'obtention d'un emploi dans leur domaine de compétence; jumeler les nouveaux immigrants avec des mentors pouvant les aider à s'y retrouver tout au long de ce processus.

### **Travailleurs sans statut (région de l'Estrie au Québec, ville de Québec)**

Les participants de deux groupes ont entamé de brèves discussions au sujet des travailleurs sans statut au Canada. À la question de savoir s'ils connaissaient les termes « personnes sans statut » ou « personnes sans-papiers », la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux disant croire qu'ils désignaient principalement les personnes vivant au Canada sans documents légaux ou les personnes entrées au Canada par des voies non officielles.

Invités à fournir une estimation approximative du nombre de travailleurs sans statut vivant actuellement au Canada, les participants ont fourni des réponses allant de 10 000 à plus de 3 millions, la plupart d'entre eux estimant toutefois que ce nombre se situait entre 100 000 et 300 000. À la question de savoir s'ils considéraient que les travailleurs sans statut résidant au Canada devaient se voir offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté, les participants ont exprimé des avis divers. Un grand nombre d'entre eux considéraient qu'étant donné que ces travailleurs se trouvaient déjà au Canada et qu'ils contribuaient déjà à la vie de leur communauté, il était important



qu'ils puissent bénéficier des mêmes avantages et protections que tous les autres Canadiens. Parmi le très faible nombre de participants se disant d'un autre avis, on considérait que puisque les travailleurs sans statut n'avaient pas suivi les procédures d'immigration appropriées, il était injuste de leur offrir une voie d'accès à la citoyenneté, surtout compte tenu des délais d'attente perçus comme étant longs auxquels doivent se soumettre ceux qui cherchent à immigrer au Canada par des voies officielles.

### **Gains en capital (personnes âgées de 65 ans et plus, locataires résidant à Vancouver)**

Les participants de deux groupes ont tenu des discussions portant sur les modifications relatives à l'imposition des gains en capital proposées par le gouvernement du Canada. Après s'être vu fournir de l'information sur les mesures visant à modifier le mode d'imposition des gains en capital, la plupart des participants du groupe composé de personnes âgées résidant au Québec ont exprimé des avis favorables, estimant que cette mesure constituerait un moyen efficace de générer des recettes pouvant servir à financer des programmes sociaux et contribuer à réduire la dette publique. Bon nombre des participants du groupe composé de locataires résidant à Vancouver ont exprimé des avis plus neutres ou se sont montrés incertains, plusieurs d'entre eux prévoyant que cette mesure ne les affecterait que très peu personnellement. Un petit nombre d'entre eux ont dit craindre que ces mesures gouvernementales puissent à l'avenir avoir un effet négatif sur les investissements et sur l'activité économique au Canada.

En discutant des personnes qui seraient, selon eux, les plus affectées par les modifications proposées, plusieurs participants résidant au Québec étaient d'avis qu'il s'agirait principalement de personnes de la classe moyenne ou approchant de la retraite. Parmi ces participants, on estimait que ces populations consacraient généralement une grande partie de leur épargne à des investissements à long terme générant d'importants gains en capital et qu'elles pourraient par conséquent être assujetties à des impôts plus élevés lors de la vente éventuelle de ces placements. Les participants résidant à Vancouver s'attendaient à ce que ces modifications profitent principalement aux Canadiens les plus fortunés, estimant que la plupart des ménages ne réalisaient pas de gains en capital annuels supérieurs à 250 000 dollars.

À la question de savoir s'ils pensaient que ces modifications constituaient un moyen efficace de générer des recettes à investir dans des programmes liés au logement, aux soins dentaires, à l'assurance médicaments, entre autres, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient cependant que toute recette supplémentaire perçue à la suite de ces modifications devrait être affectée en priorité au logement, qu'ils jugeaient actuellement de la plus haute priorité.

### **Sentiment du public (femmes arabes résidant à Toronto)**

Les participantes du groupe composé de résidentes de Toronto membres de la diaspora arabe au Canada ont fait part de leurs points de vue sur la vie au Canada et sur la situation actuelle en matière de diversité, d'équité et d'inclusion. À la question de savoir ce qui les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, un certain nombre d'entre elles ont mentionné le fait de se sentir en sécurité au sein



de leur collectivité ainsi que la liberté qu'elles ressentaient de pouvoir poursuivre leurs propres objectifs et passions. Les participantes considéraient pour la plupart le Canada comme étant un pays pacifique dans lequel elles pouvaient s'attendre à subir beaucoup moins de discriminations que dans d'autres régions du monde. En discutant de ce qui les préoccupait concernant leur avenir au Canada, bon nombre d'entre elles ont mentionné le coût élevé de la vie, le nombre de logements abordables qu'elles percevaient comme étant insuffisant ainsi que le transport en commun qui devenait, à leur avis, de moins en moins sécuritaire. Certaines d'entre elles se sont dit préoccupées par ce qu'elles considéraient comme étant une augmentation des taux de criminalité et de toxicomanie au sein de leurs communautés.

En décrivant la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, bon nombre de participantes ont fait part d'opinions positives. Si plusieurs d'entre elles estimaient que, comparativement à la plupart des autres pays, la performance du Canada dans ces domaines avait été supérieure, on estimait qu'il y avait encore matière à amélioration. Un certain nombre d'entre elles avaient le sentiment que le niveau de soutien en faveur d'initiatives axées sur la diversité variait d'un bout à l'autre du pays, estimant que ces valeurs étaient davantage protégées et promues dans les grands centres urbains qu'au sein de communautés plus rurales.

### **Effets du changement climatique (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)**

Les participants résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont tenu une discussion portant sur le changement climatique et les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour remédier à ses effets. À la question de savoir à quel point ils étaient préoccupés par les potentiels effets du changement climatique, tous les participants étaient d'avis que ce dernier constituait une préoccupation majeure. Bon nombre d'entre eux ont évoqué ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation considérable de feux de forêt partout au Canada au cours des dernières années, estimant qu'il s'agissait d'un effet du changement climatique que l'on ressentait déjà. D'autres participants avaient le sentiment que les régimes météorologiques étaient devenus beaucoup plus imprévisibles ces derniers temps et étaient d'avis que des phénomènes de chaleur et de sécheresse extrêmes avaient commencé à entraver la production alimentaire des agriculteurs.

Tous s'attendaient à ce que leur collectivité soit plus susceptible d'être exposée aux effets du changement climatique dans les décennies à venir. Plusieurs participants ont relaté que des feux de forêt avaient failli endommager leurs communautés ces dernières années, et que ce n'était qu'une question de temps avant qu'ils ne soient contraints d'évacuer les lieux. Après s'être vu fournir de l'information concernant les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour lutter contre les feux de forêt et aider les collectivités à intervenir lors d'incidents de ce type, les réactions des participants ont été pour la plupart positives. Plusieurs d'entre eux ont qualifié de particulièrement prometteuse l'initiative visant à former 1 000 nouveaux pompiers forestiers.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement en faisait assez pour venir en aide aux collectivités affectées par des feux de forêt, un certain nombre de participants ont répondu par la négative. À la question de savoir ce que pourrait encore faire le gouvernement fédéral à cet égard, les participants ont suggéré des mesures visant notamment à octroyer des fonds pour créer des emplois

de pompiers rémunérés là où il n'existe actuellement que des services de pompiers volontaires, le recrutement d'un plus grand nombre de pompiers provenant d'autres provinces ou pays, ainsi que l'affectation d'investissements plus importants à la reconstruction de collectivités dévastées par des feux de forêt et autres phénomènes météorologiques extrêmes.

### **Énergies et technologies propres (Saskatchewan)**

Les participants résidant en Saskatchewan ont fait part de leurs points de vue concernant les énergies et technologies propres ainsi que les investissements que le gouvernement fédéral avait récemment effectués dans ces domaines. Après s'être vu informer que, dans le cadre des efforts qu'il déployait pour réduire les émissions, le gouvernement du Canada investissait dans des énergies et les technologies propres, on a demandé aux participants ce qui leur venait spontanément à l'esprit en pensant à des énergies et technologies de ce type. Plusieurs d'entre eux ont mentionné des formes d'énergie renouvelable, dont l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'hydroélectricité, tandis que d'autres ont cité les technologies vertes desquelles font partie les véhicules électriques (VE) et les scooters électriques. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait, selon eux, investir dans ces domaines, tous les participants ont répondu par l'affirmative.

En discutant des potentiels avantages qu'il y avait à ce que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans des énergies et des technologies propres, plusieurs participants estimaient que cela contribuerait grandement à réduire les émissions et à atténuer les effets du changement climatique. Lorsqu'on leur a demandé si une utilisation accrue d'électricité et de technologies propres augmenterait ou réduirait, selon eux, les risques de pannes de courant ou si ces risques demeureraient à peu près les mêmes, la plupart des participants étaient d'avis qu'elle n'aurait qu'un impact minime. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant qu'une intégration graduelle de sources d'énergies propres dans le réseau électrique aurait probablement pour effet d'en renforcer la capacité globale, ce qui, ultimement, contribuerait à réduire le risque de pannes de courant.

En centrant leur discussion sur l'impact que pourrait avoir le développement du secteur de l'électricité propre sur les résidents de la Saskatchewan (incluant les travailleurs de la province), si quelques participants se disaient préoccupés par les pertes d'emplois qui pourraient en résulter dans le secteur du pétrole et du gaz, un plus grand nombre d'entre eux étaient d'avis que, dans l'ensemble, son impact serait positif. Selon ces participants, le fait d'investir dans la production d'énergie propre contribuerait à la création d'un grand nombre d'emplois bien rémunérés dans le secteur, ce qui serait généralement bénéfique pour l'économie de la province et pour le bien-être financier de ses résidents.

### **Fabrication de véhicules électriques (région du Golden Horseshoe en Ontario)**

Les participants d'un groupe composé de résidents de la région du Golden Horseshoe en Ontario ont pris part à une brève discussion portant sur la fabrication de véhicules électriques (VE). À la question de savoir si, pour ce qui est de venir en aide à l'industrie automobile, le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie, les participants ayant exprimé une opinion incertaine ou neutre

étaient plus nombreux que ceux qui estimaient qu'il faisait fausse route. Aucun participant n'était d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie dans ce dossier.

Après s'être vu fournir de l'information sur un récent investissement de 15 milliards de dollars effectué par Honda Canada conjointement avec les gouvernements du Canada et de l'Ontario dans le but d'accroître la fabrication de VE et de batteries de VE dans la province, la plupart des participants s'y sont dit favorables, estimant que de tels investissements contribueraient à la création de nombreux emplois bien rémunérés dans leur région, stimuleraient l'industrie de la fabrication dans la province et que la production accrue de technologies propres et notamment de VE serait bénéfique pour l'environnement. Quelques-uns d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par les impacts environnementaux potentiellement préjudiciables d'une augmentation de la production de VE, en mentionnant tout particulièrement les matières premières devant être extraites pour la fabrication de batteries de VE, ainsi que le problème que poserait, selon eux, le recyclage de ces batteries à la fin de leur durée de vie utile.

### **Transport en commun (région du Golden Horseshoe, en Ontario)**

Les participants résidant dans la région du Golden Horseshoe, en Ontario, ont tenu une discussion portant sur le rôle joué par le gouvernement fédéral dans la fourniture de réseaux de transport en commun aux Canadiens. Dans un premier temps, on a demandé aux participants si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, avoir pour priorité d'investir dans le transport en commun. Si la plupart d'entre eux estimaient que ce dernier constituait une priorité importante, plusieurs participants ont dit croire qu'il s'agissait avant tout d'une responsabilité relevant des provinces et des municipalités et n'étaient pas d'avis que le gouvernement fédéral doive directement s'impliquer dans ce secteur. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait accorder des fonds aux gouvernements provinciaux et municipaux en appui à des projets de transport en commun, mais n'étaient pas d'avis qu'il doive directement prendre part à la création, au développement ou à l'aménagement de ces réseaux.

Lorsqu'on leur a demandé de préciser les objectifs les plus importants que le gouvernement du Canada devrait se fixer en matière de transport en commun, bon nombre de participants estimaient qu'il devait avant tout veiller à ce que les réseaux de transport en commun canadiens soient respectueux de l'environnement et contribuent à la lutte contre le changement climatique. En discutant de mesures précises que pourrait prendre le gouvernement fédéral à cet égard, les participants ont suggéré de déployer des efforts pour électrifier les véhicules de transport en commun, aider les agences de transport en commun à effectuer la transition vers des sources d'énergie propres, et réduire les émissions de l'ensemble des réseaux de transport en commun à travers le Canada.

Tous les participants ont positivement réagi à l'information qui leur a été fournie au sujet du Fonds pour le transport en commun à zéro émission (FTCZE) et de l'engagement du gouvernement du Canada à investir 2,75 milliards de dollars sur cinq ans afin d'aider les exploitants d'autobus de transport en commun à planifier l'électrification de leur parc d'autobus en finançant l'achat d'autobus à zéro émission, l'aménagement de nouvelles bornes de recharge et la mise à niveau d'installations.



Bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cet investissement aide les municipalités à gérer les coûts élevés associés à une réduction ou à une élimination des émissions émanant de leurs réseaux de transport en commun et à ce qu'il contribue à accroître la durabilité des véhicules et des infrastructures de transport en commun dans de nombreuses collectivités canadiennes.

### **Sécurité en ligne (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux résidant au Canada atlantique)**

Les participantes d'un groupe composé de jeunes femmes du Canada atlantique s'étant identifiées comme utilisatrices intensives des médias sociaux ont pris part à une discussion portant sur la sécurité en ligne et les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour contrer la désinformation et la désinformation dans les espaces virtuels. Invitées à énumérer les répercussions positives d'Internet sur la société aujourd'hui, les participantes ont fourni une série de réponses diverses et variées. Au nombre de celles-ci figuraient la possibilité de se mettre en communication avec des proches et amis partout dans le monde, de découvrir des communautés et des passions, de prendre part à des discussions portant sur des questions internationales, d'accéder à de l'information et à des divertissements par le biais de services de diffusion en continu, ainsi que la capacité offerte à un plus grand nombre de particuliers de travailler à distance.

Les participantes ont également mentionné un certain nombre de répercussions négatives sur la société qui étaient, selon elles, imputables à Internet. Au nombre de celles-ci figuraient ce que les participantes percevaient comme étant une réduction de la fréquence d'interactions sociales en personne, des effets néfastes sur le développement social des enfants, une recrudescence de sentiments dépressifs et d'anxiété due à la prévalence de contenus négatifs en ligne, ainsi que des comportements préjudiciables en ligne (p. ex., cyberintimidation et harcèlement).

Toutes les participantes estimaient que les contenus préjudiciables en ligne posaient actuellement un problème. À la question de savoir ce qui constituait un « contenu préjudiciable », la plupart d'entre elles jugeaient ce terme quelque peu subjectif et que sa signification dépendait de la personne qui y était exposée. En guise d'exemples de contenus préjudiciables, les participantes ont mentionné les vidéos à contenu violent, les activités trompeuses comme la cyberimposture, et les fraudes numériques visant à soutirer de l'argent ou des renseignements personnels. Plusieurs d'entre elles se sont également dit préoccupées par les contenus élaborés dans le but de susciter des émotions extrêmes ou négatives, ou d'inciter les utilisateurs (et plus particulièrement les jeunes) à adopter des comportements ou à relever des défis hasardeux.

À la question de savoir si, à leur connaissance, des mesures de protection étaient actuellement en place pour assurer la sécurité numérique des Canadiens, bon nombre de participantes étaient d'avis que des entreprises comme Google et Meta disposaient de filtres et de contrôles parentaux pour empêcher les enfants d'accéder à des contenus inappropriés. Bon nombre d'entre elles ont toutefois indiqué ne pas avoir très bon espoir que les mesures mises en place contribuent à réduire l'exposition des Canadiens à des contenus préjudiciables. Lorsqu'on leur a demandé si les plateformes numériques



devaient être tenues responsables de la publication de tels contenus, toutes les participantes ont répondu par l'affirmative. On estimait qu'en tant qu'entreprises à but lucratif, les plateformes numériques devraient être tenues d'assumer une part de responsabilité concernant cet aspect de leurs services, surtout en ce qui a trait à l'impact de ces contenus sur le profil social et psychologique des enfants et à l'exposition de ces derniers à des contenus destinés à leur exploitation.

Aucune participante n'avait connaissance de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement du Canada concernant les plateformes numériques et les contenus préjudiciables. Lorsqu'on leur a expressément demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la *Loi sur les préjudices en ligne* aucune participante n'avait souvenir de quoi que ce soit. Après s'être vu fournir de l'information sur cette législation proposée, les participants ont eu des réactions diverses et variées, un plus grand nombre d'entre elles exprimant des avis plus neutres que ceux l'ayant favorablement accueillie. Parmi le plus petit nombre de participantes ayant exprimé des avis plus positifs, on estimait que les mesures prises par le gouvernement du Canada étaient les bonnes et qu'à condition d'être correctement mises en œuvre, elles contribueraient grandement à contrer la cyberintimidation. Bon nombre de participantes ayant exprimé des avis plus neutres se demandaient s'il serait possible de surveiller une telle quantité de contenus.

Après s'être vu présenter de l'information supplémentaire sur des éléments de la *Loi sur les préjudices en ligne*, un grand nombre de participantes se sont dit très favorable à ces mesures, et bon nombre d'entre elles estimaient qu'elles auraient déjà dû être instaurées depuis plusieurs années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions concernant ces aspects de la législation, quelques-unes d'entre elles se demandaient si les contenus dénoncés seraient simplement supprimés ou s'ils exposeraient leurs auteurs à d'autres mesures et notamment à des amendes et à des sanctions. Plusieurs d'entre elles se demandaient à quoi s'exposeraient les utilisateurs omettant de supprimer des contenus préjudiciables, et comment les plateformes numériques s'y prendraient pour empêcher des utilisateurs de téléverser à nouveau des contenus ayant précédemment été supprimés. Quant à savoir si elles s'attendaient à ce que cette législation contribue de manière efficace à assurer la sécurité numérique des Canadiens, la plupart étaient d'avis que ce serait le cas et plusieurs d'entre elles estimaient qu'elle s'avérerait particulièrement utile pour protéger la sécurité numérique des enfants.

En discutant des cinq catégories de contenus préjudiciables que les organes de médias sociaux seraient tenus de limiter sur leurs plateformes, il a été demandé aux participantes si ces contenus étaient bien ceux sur lesquels devait se concentrer le gouvernement du Canada. Si toutes estimaient que ces aspects étaient importants, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que dans le cadre de cette législation, les termes « violence » et « haine » devraient être plus clairement définis. Certaines d'entre elles étaient d'avis que cette approche était trop générale et qu'une explication plus précise de ce que « réduire l'exposition » impliquait était nécessaire. Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait d'autres types de contenus préjudiciables qui devaient, selon elles, être pris en compte, un certain nombre de participantes estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à réduire la prévalence d'escroqueries et de fraudes en ligne.



En faisant part de leurs commentaires concernant les mesures visant tout particulièrement à protéger les enfants d'une exposition à des contenus préjudiciables en ligne qui avaient été proposées, la plupart d'entre elles étaient d'avis que cette approche était appropriée et qu'en adoptant ces mesures, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie. En discutant de mesures supplémentaires qui pourraient être prises, bon nombre de participantes estimaient qu'une sensibilisation accrue à ces problèmes devait être intégrée au programme d'enseignement, de la maternelle à la douzième année. Certaines d'entre elles ont en outre fait valoir que, compte tenu du fait que les parents étaient les principaux responsables de la sécurité de leurs enfants, une sensibilisation accrue des parents serait également bénéfique.

Les participantes se sont vu informer que cette législation mènerait également à la création d'une Commission de la sécurité numérique chargée de faire appliquer ces règlements et de tenir les plateformes responsables du retrait des contenus préjudiciables publiés par leurs utilisateurs. La plupart d'entre elles étaient d'avis que la création de cette Commission ne contribuerait en rien à réduire le nombre de contenus préjudiciables en ligne et qu'il serait impossible pour un organisme de réglementation de surveiller tout le réseau Internet. Plusieurs participantes se sont également dit préoccupées par l'influence injuste que pourraient avoir les préjugés individuels de personnes travaillant pour la Commission quant aux types de contenus qu'elles jugeraient préjudiciables en vertu de cette législation.

Après s'être vu fournir une définition du terme « discours haineux » dans le contexte de cette législation, bon nombre de participantes étaient d'avis qu'elle manquait de clarté. Plusieurs participantes ont exprimé des préoccupations quant à l'ambiguïté potentielle de cette définition, en rappelant la nature subjective de ce qui était considéré comme un « discours haineux ». À la question de savoir si le gouvernement devrait inclure le discours haineux dans cette législation, toutes les participantes ont répondu par l'affirmative. Quelques-unes d'entre elles estimaient toutefois que, si personne ne devait être la cible de propos haineux, il était important que les Canadiens puissent continuer à s'exprimer librement en ligne et que, pour que cette législation soit efficace, des définitions plus claires de ce qui constitue un discours haineux devaient être établies.

### **Mise à l'essai de concepts relatifs aux aliments supplémentés (nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants de trois groupes ont fait part de leurs points de vue concernant des concepts élaborés par le gouvernement du Canada pour mettre en évidence de l'information relative aux aliments supplémentés.

Les participants se sont vu présenter deux concepts l'un après l'autre, puis côte à côte, et expliquer que ces messages s'adressaient principalement aux adultes de plus de 51 ans, aux étudiants ainsi qu'aux personnes physiquement actives. Ces concepts ont suscité des réactions mitigées de la part des participants. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir été davantage attirés par le second message qu'ils percevaient comme étant moins ciblé sur des groupes précis et s'adressant davantage au grand public. Toutefois, peu d'entre eux considéraient ces deux concepts très accrocheurs, certains



estimant que le concept de la boisson énergisante s'apparentait davantage à une publicité qu'à un message à caractère informatif du gouvernement du Canada.

À la question de savoir ce qui leur plaisait à propos de ces concepts, bon nombre d'entre eux ont loué le fait qu'ils comportaient un lien vers de plus amples renseignements, estimant qu'il était important d'inclure ce lien pour ceux qui souhaitaient en savoir davantage. Plusieurs d'entre eux ont positivement réagi au contenu traitant des minéraux et des ingrédients supplémentaires, estimant qu'il s'agissait de nouveaux renseignements susceptibles d'intéresser un grand nombre de Canadiens. En discutant des améliorations pouvant être apportées à ces concepts, plusieurs participants étaient d'avis que ces messages pourraient davantage se démarquer et capter l'attention du public, tandis que d'autres considéraient que ces renseignements devraient également être diffusés sur d'autres plateformes (p. ex., à la télévision, à la radio et dans des espaces physiques) afin d'atteindre un plus grand nombre de personnes.

À la question expresse de savoir s'ils remarqueraient ces messages, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui estimaient que ces concepts gagneraient à être plus attrayants visuellement, on suggérait de modifier la présentation des renseignements, notamment en segmentant les textes longs avec des puces et en utilisant un langage plus concis afin de rendre les messages plus succincts et plus faciles à assimiler. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que ces concepts gagneraient à être accompagnés d'images plus attrayantes et dynamiques. Lorsqu'on leur a demandé si la vue de ces messages les inciterait à faire quoi que soit, plusieurs participants ont indiqué qu'il était probable qu'ils cliquent sur le lien pour obtenir de plus amples renseignements. De l'avis général, les messages véhiculés par ces concepts étaient clairs, un certain nombre de participants se disant surpris des effets néfastes liés à la consommation d'aliments supplémentés.

Les participants se sont ensuite vu présenter une série de messages médiatiques supplémentaires qui pourraient éventuellement accompagner les images qui leur avaient été montrées précédemment. Bon nombre d'entre eux ont réaffirmé l'importance de ces messages, plusieurs d'entre eux louant le fait que certains d'entre eux étaient destinés à différents groupes. Ces participants estimaient que compte tenu de l'hétérogénéité de la population canadienne, un ensemble de modes et d'approches de communication variés serait nécessaire pour que ces renseignements puissent trouver écho. Certains d'entre eux ont suggéré de condenser l'information contenue dans ces énoncés afin que les utilisateurs de médias sociaux habitués à consommer de petites quantités de contenu à la fois puissent plus facilement les assimiler.

### **Défis pour les collectivités (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, région de l'Estrie au Québec, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton)**

Les participants de trois groupes, composés de personnes résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, dans la région de l'Estrie, au Québec, ainsi qu'à Calgary et à Edmonton, ont tenu des discussions portant sur leurs collectivités locales. Invités à énumérer les principaux enjeux auxquels ces dernières étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une



plus grande priorité, les participants de tous les groupes ont mentionné des préoccupations relatives au logement, aux soins de santé et au coût de la vie.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant le gouvernement fédéral et les infrastructures dans leur région, peu de participants se souvenaient de quoi que ce soit à ce sujet. Si un certain nombre d'entre eux ont dit avoir connaissance de projets récents visant à améliorer des infrastructures locales (routes, ponts et écoles), la plupart des participants n'étaient pas certains de savoir si ces mesures avaient été financées par le gouvernement. En discutant des types de projets d'infrastructure qui seraient les plus essentiels dans leur région, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage devait être fait pour y étendre les services de transport en commun. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que davantage devait être fait pour augmenter le nombre de voies piétonnières et cyclables au sein de leurs collectivités, pour créer davantage d'espaces publics, dont des parcs, des jardins communautaires et des terrains de sport et pour fournir des ressources supplémentaires en matière de soins de santé aux résidents et notamment aux hôpitaux, aux cliniques sans rendez-vous et aux établissements de soins de longue durée.

En recensant les secteurs d'activité et les industries qu'ils considéraient comme étant les plus essentiels à leurs collectivités, les participants ont fourni un ensemble de réponses diverses et variées. Ceux qui résidaient à Calgary et à Edmonton estimaient que les industries et secteurs les plus essentiels dans leurs régions étaient ceux du pétrole et du gaz, de la construction, et de la production de machinerie ainsi que des soins de santé, tandis que les participants de la région de l'Estrie ont mentionné l'industrie minière, l'agriculture, la production d'énergies, l'éducation et le tourisme comme autant de moteurs économiques essentiels au sein de leur collectivité. Les participants du groupe composé de résidents du Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont mentionné l'exploitation forestière, la foresterie, le tourisme, l'agriculture et l'hôtellerie comme autant de secteurs et industries essentiels dans leur région.

Les participants de tous les groupes étaient d'avis que les pénuries de main-d'œuvre constituaient un problème dans leurs collectivités. Invités à énumérer les secteurs et industries qui avaient, selon eux, été les plus affectés par ces pénuries, les participants ont mentionné l'agriculture, la garde d'enfants, la restauration et l'hôtellerie, ainsi que la construction. En discutant des facteurs ayant, à leur avis, concouru aux pénuries de main-d'œuvre constatées au sein de leurs collectivités respectives, bon nombre d'entre eux estimaient que, dans de nombreux cas, les employeurs n'offraient pas un salaire de subsistance à leurs employés et que, par conséquent, les emplois proposés n'avaient aucun attrait pour d'éventuels travailleurs. Un certain nombre d'entre eux avaient en outre le sentiment que les emplois offerts étaient soit, pour la plupart, à temps partiel ou saisonniers et qu'aucun des emplois à temps plein que recherchaient la plupart des gens n'était offert.



THE  
**STRATEGIC  
COUNSEL**

---

## **COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

---

## Résultats détaillés



## Chronologie des annonces en juin 2024

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de juin 2024.

- Du 1<sup>er</sup> au 7 juin
  - Le 3 juin. Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend consacrer jusqu'à 59 millions de dollars à l'initiative Réseau de réseaux — Services intégrés pour les jeunes (RR-SIJ) afin de relier entre eux un ensemble de réseaux provinciaux, territoriaux et autochtones dans le but de créer un système de santé « apprenant », selon lequel les données probantes et l'expérience concrète des jeunes sont utilisées pour orienter les processus, les politiques et les pratiques et, à terme, améliorer les services.
  - [Groupe de discussion avec la population générale de la région du Golden Horseshoe, en Ontario.](#)
  - Le 5 juin. Le gouvernement du Canada annonce une stratégie actualisée de lutte contre le changement climatique par l'intermédiaire de la Stratégie pour un gouvernement vert (SGV), dans le but de réduire de 40 % les émissions des biens immobiliers et du parc de véhicules conventionnel du gouvernement fédéral d'ici 2025 et d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Saskatchewan \(5 juin\).](#)
  - Le 6 juin. Le gouvernement du Canada lance un nouveau programme de 1,5 milliard de dollars en collaboration avec la Fédération de l'habitation coopérative du Canada dans le but de développer une nouvelle génération de logements coopératifs et de contribuer à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens.
  - Le 6 juin. Le gouvernement du Canada présente le projet de loi C-72, la *Loi visant un système de soins de santé connecté au Canada* visant à permettre aux Canadiennes et aux Canadiens d'accéder en toute sécurité à leurs propres données sur la santé, ce qui facilitera la prise de décision des patients et améliorera les soins qu'ils reçoivent des fournisseurs de soins de santé au Canada.
  - [Groupe de discussion avec de jeunes résidentes du Canada atlantique âgées de 18 à 34 ans ayant déclaré être des utilisatrices intensives de médias sociaux.](#)
- Du 8 au 14 juin
  - Le 8 juin. Le gouvernement du Canada lance *Changer les systèmes pour transformer des vies : la stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2024-2028*, une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme visant à établir un cadre axé sur la communauté et une approche plus holistique pour lutter contre le racisme et la discrimination systémiques au Canada.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton.](#)

- Le 12 juin. Le gouvernement du Canada annonce que quatre des 50 nouveaux et premiers véhicules blindés de soutien au combat (VBSC) construits par des travailleurs canadiens et destinés aux forces armées ukrainiennes seront bientôt acheminés vers l'Europe.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région de l'Estrie, au Québec \(12 juin\).](#)
- Le 13 juin. Le gouvernement du Canada annonce qu'il imposera de nouvelles sanctions à l'Iran en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran* en coordination avec les partenaires internationaux du Canada au Sommet du Groupe des Sept (G7). Les sanctions visent de nombreux individus et entités impliqués dans des opérations de désinformation et de propagande, y compris ceux identifiés par le Mécanisme de réaction rapide du Canada.
- Le 13 juin. Le gouvernement du Canada annonce son intention d'élargir l'admissibilité à une retraite anticipée pour ses effectifs de première ligne de la sûreté et de la sécurité, dans le cadre de son engagement à soutenir les fonctionnaires chargés de protéger la sûreté et la sécurité des Canadiennes et des Canadiens.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique \(13 juin\).](#)
- Du 15 au 21 juin
  - Le 17 juin. Le gouvernement du Canada annonce le lancement d'une consultation sur une nouvelle politique en matière de spectre, première étape visant à permettre aux fournisseurs de services de commencer à utiliser le spectre mobile commercial pour étendre les services sans fil par le biais de satellites.
  - [Groupe de discussion avec de jeunes femmes arabes âgées de 35 à 54 ans résidant à Toronto \(18 juin\).](#)
  - [Groupe de discussion avec des personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec \(19 juin\).](#)
  - Le 20 juin. Le gouvernement du Canada annonce que le projet de loi C-50, *la Loi canadienne sur les emplois durables*, promulguant une législation visant à favoriser la création d'emplois durables et à venir en aide aux collectivités ainsi qu'aux secteurs d'activités et aux industries de toutes les régions du Canada, a reçu la sanction royale.
  - Le 20 juin. Le gouvernement du Canada annonce que le projet de loi C-69, *la Loi n°1 d'exécution du budget de 2024* prévoyant une modification de la législation du *Code canadien du travail* afin d'y inclure des dispositions visant à mieux protéger les travailleurs à la demande et le droit à la déconnexion, a reçu la sanction royale.
  - Le 20 juin. Le gouvernement du Canada annonce que le projet de loi C-59, *la Loi d'exécution de l'Énoncé économique de l'automne 2023* mettant en œuvre les mesures clés présentées dans *l'Énoncé économique de l'automne de 2023* visant à rendre la vie des Canadiens plus abordable, construire plus de logements et faire en sorte que la croissance de l'économie canadienne profite à tous les Canadiens, a reçu la sanction royale.
  - [Groupes de discussion avec des locataires de Vancouver \(20 juin\).](#)
  - Le 21 juin. Le gouvernement du Canada annonce l'adoption des quatre premiers crédits d'impôt à l'investissement (CII) dans l'économie propre, soit le CII dans les technologies

propres, le CII dans le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, le CII dans la fabrication de technologies propres et le CII dans l'hydrogène propre.

- Du 22 au 30 juin
  - Le 24 juin. Le Joint Chiefs of Global Tax Enforcement (J5) publie un avis destiné aux institutions financières intitulé *Crypto Assets Risk Indicators*, mettant en évidence la façon dont la dissimulation d'actifs de cryptomonnaie, les emplacements géographiques, les contreparties à risque élevé, les destinataires d'opérations qui sont inconnus ou masqués, et certains comportements en ligne peuvent indiquer une activité criminelle.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du nord de l'Ontario \(25 juin\)](#).
  - Le 26 juin. Le gouvernement du Canada lance une consultation publique sur l'infrastructure de calcul pour l'intelligence artificielle (IA) visant à éclairer l'élaboration et la mise en œuvre des mesures liées à l'investissement de 2 milliards de dollars prévu dans le budget 2024 et visant à stimuler la capacité souveraine de traitement de données pour l'IA du Canada.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la ville de Québec \(26 juin\)](#).
  - Le 27 juin. Le gouvernement du Canada impose une deuxième série de sanctions à des colons extrémistes qui commettent des actes de violence à l'encontre de civils en Cisjordanie. Cette série de sanctions vise sept personnes et cinq entités pour leur rôle consistant à faciliter, à soutenir ou à contribuer financièrement à des actes de violence commis par des colons extrémistes israéliens à l'encontre de civils palestiniens et de leurs biens.
  - [Groupe de discussion avec des Autochtones résidant à Winnipeg \(27 juin\)](#).
  - Le 28 juin. Le gouvernement du Canada lance une consultation sur le droit à la réparation en vue de mieux répondre aux besoins des consommateurs.

## Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Diverses annonces et initiatives ont été rappelées, à savoir :

- La décision prise par la Banque du Canada, le 5 juin 2024, d'abaisser son taux directeur à 4,75 %;
- Le dépôt d'un rapport du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR) qui avait constaté que de nombreux parlementaires avaient sciemment aidé des acteurs étatiques étrangers peu de temps après leur élection;



- L'annonce, faite par le gouvernement fédéral, d'un programme d'assurance médicament national, dont la phase initiale couvrirait le coût des médicaments contre le diabète, notamment de l'insuline, ainsi que le coût des médicaments contraceptifs.
- Une proposition du gouvernement du Canada d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital (également appelé impôt sur les gains en capital) sur la portion des gains en capital réalisés annuellement et dépassant 250 000 dollars pour les particuliers;
- Les mesures prises par le gouvernement du Canada visant à rendre le logement plus abordable au bénéfice des Canadiens, incluant les initiatives visant à fournir une aide financière aux municipalités par le biais du Fonds pour accélérer la construction de logements dans le but de favoriser la construction plus rapide de logements plus abordables.
- L'annonce de l'Agence du Revenu du Canada (ARC) selon laquelle cette dernière passait à la prochaine étape du recouvrement de la dette, soit le recouvrement des montants individuels versés en trop pour tous les programmes de prestation liés à la COVID-19, dont la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC). Il a été annoncé qu'à compter de juillet 2024, des mises en garde juridiques seraient adressées aux particuliers n'ayant pas répondu ou collaboré avec l'ARC à ce sujet et dont il a été déterminé qu'ils avaient la capacité financière de payer, et que des mesures juridiques pourraient être prises pour recouvrer les sommes dues.
- L'annonce selon laquelle le projet de loi C-59, la *Loi portant exécution de certaines dispositions de l'Énoncé économique de l'automne*, étendant l'exonération de taxe sur les produits et services (TPS) et de taxe de vente harmonisée (TVH) aux services professionnels rendus par les psychothérapeutes et les conseillers thérapeutiques dans les provinces et territoires où ces professions sont réglementées, avait reçu la sanction royale.
- L'annonce faite par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) selon laquelle, à compter de 2024, le gouvernement du Canada fixerait un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pendant une période de deux ans;

On a demandé aux participants résidant dans la région de l'Estrie, au Québec, s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et des soins dentaires. Un grand nombre d'entre eux répondit par l'affirmative, plusieurs d'entre eux se souvenant de l'annonce de la création du Régime canadien de soins dentaires (RCSA). Si tous les participants ont favorablement accueilli ces mesures, un certain nombre d'entre eux se sont toutefois dit incertains quant à savoir si cette initiative prévoyait une couverture universelle des frais dentaires ou si les Canadiens seraient tenus d'en payer eux-mêmes une partie. Quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment que seuls les ménages dont le revenu annuel se situait en deçà d'un certain seuil ainsi que certains groupes, notamment ceux des personnes âgées et des enfants, étaient actuellement admissibles à ce régime.

**Consommation de nouvelles (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux du Canada atlantique, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, personnes âgées résidant au Québec, femmes arabes résidant à Toronto)**

Les participants de quatre groupes ont pris part à une discussion complémentaire sur leurs habitudes de consommation en matière de nouvelles d'actualité et sur les sources auxquelles ils ont généralement recours pour les obtenir. Au début de leur discussion, il a été demandé aux participantes du groupe composé de jeunes femmes résidant au Canada atlantique et s'identifiant comme utilisatrices intensives de médias sociaux, combien de temps elles passaient chaque jour à lire, regarder ou écouter des nouvelles. Si leur consommation quotidienne de nouvelles variait entre 30 minutes et 2 à 3 heures, certaines participantes ont indiqué avoir consommé moins de nouvelles au cours des derniers mois, quelques-unes d'entre elles invoquant spécifiquement comme raison la suppression des nouvelles sur les plateformes Meta de Facebook et d'Instagram.

On a demandé aux participants de tous les groupes d'énumérer les principales sources auxquelles ils avaient recours pour obtenir des nouvelles. Bon nombre d'entre eux ont mentionné des chaînes télévisées, dont CBC, CTV, Global News, BBC et CNN, des stations de radio comme CBC Radio, Radio-Canada ainsi que des chaînes locales et des organes d'information traditionnels comme le Globe and Mail, La Presse, le New York Times, le Washington Post et le Guardian. Plusieurs d'entre eux ont également mentionné des plateformes numériques comme Facebook, Instagram, TikTok et LinkedIn, ainsi que d'autres plateformes numériques comme Google News. À la question de savoir si certaines sources de nouvelles d'actualité étaient à leur avis plus fiables que d'autres, si un certain nombre de participants estimaient que la plupart des chaînes télévisées, des stations de radio et des organes d'information traditionnels étaient assez dignes de confiance, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que les nouvelles publiées sur les réseaux sociaux (et en particulier sur des plateformes comme Facebook, Instagram et TikTok) étaient à considérer avec un certain degré de scepticisme et devaient être vérifiées à l'aide d'autres sources officielles.

On a demandé aux participants des groupes composés de femmes arabes résidant à Toronto et de membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton s'il leur arrivait de rechercher des nouvelles dans des langues autres que l'anglais. Un certain nombre de femmes arabes ont déclaré avoir obtenu des nouvelles de la chaîne Al Jazeera, souvent en arabe, tandis que les membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est ont indiqué avoir recherché de l'information en langue étrangère provenant de pays comme Singapour, l'Indonésie et les Philippines.

On a demandé aux participants du groupe composé de personnes âgées (de 65 ans et plus) résidant au Québec s'il leur arrivait d'utiliser des sources d'information locale provenant de leurs collectivités ou de leurs régions respectives. Seul un petit nombre ont répondu par l'affirmative, quelques-uns d'entre eux indiquant être abonnés à un journal hebdomadaire, écouter des chaînes de radio locales ou suivre les mises à jour de leur administration municipale publiées sur des plateformes comme Facebook. À la question de savoir si la couverture de questions d'actualité locale était excessive, insuffisante ou suffisante au sein de leurs collectivités respectives, la plupart des participants estimaient insuffisante l'attention qui leur était accordée à l'heure actuelle. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que même les organes d'information implantés localement couvraient beaucoup plus de



sujets d'ordre national et international que dans le passé et estimaient qu'au cours des dernières années, l'accent avait de moins en moins été mis sur l'actualité locale.

Concernant les sources d'information et de nouvelles qu'ils seraient susceptibles de consulter pour obtenir des renseignements et des nouvelles provenant du gouvernement du Canada, la plupart des participants des groupes composés de personnes âgées résidant au Québec et de femmes arabes résidant à Toronto ont indiqué qu'ils consulteraient probablement les sites Web officiels du gouvernement fédéral, ainsi que ceux d'agences bien précises comme l'ARC et Service Canada. Quelques-uns d'entre eux ont également indiqué avoir fréquemment recouru à des moteurs de recherche comme Google pour obtenir de l'information concernant certains programmes ou aides gouvernementaux et vérifier toute information qu'ils trouvaient en consultant des sites Web directement exploités par le gouvernement du Canada.

### **Recherche et innovation (région du Golden Horseshoe en Ontario)**

Les participants résidant dans la région du Golden Horseshoe en Ontario ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires portant sur la recherche et l'innovation. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, quelques-uns d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler d'un investissement conjoint de 5 milliards de dollars (avec le gouvernement de l'Ontario) pour la construction d'une nouvelle usine de fabrication de véhicules électriques (VE) à Alliston, en Ontario, qui avait été annoncé par la société Honda Motors comme faisant partie des 15 milliards de dollars qu'elle investit dans la fabrication de VE au Canada. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Le gouvernement du Canada a annoncé l'octroi de plus de 800 millions de dollars en appui à 24 organismes. Les fonds leur ont été alloués à l'issue d'un nouveau processus concurrentiel transparent et fondé sur le mérite, qui avait été étayé par les conseils d'un comité d'experts indépendant.*

*Ces 24 organismes couvrent l'ensemble du paysage scientifique et de la recherche canadien et apportent une riche contribution dans un éventail de domaines cruciaux, à savoir :*

- *La recherche et l'élaboration de solutions en matière de soins de santé;*
- *La promotion d'innovations dans le domaine du vieillissement et de la santé du cerveau;*
- *Le soutien à l'inclusion des Autochtones et à leurs activités de recherche;*
- *La lutte contre le changement climatique;*
- *Le soutien à la science et à la recherche dans l'Arctique;*
- *Le développement de technologies émergentes comme l'informatique quantique et l'intelligence artificielle;*
- *La promotion de l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques aux jeunes;*
- *L'offre de possibilités d'apprentissage et de formation aux étudiants de niveau postsecondaire.*



Dans l'ensemble, les participants se sont montrés très favorables à ces initiatives, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agissait de domaines importants exigeant le soutien du gouvernement du Canada. Toutefois, plusieurs d'entre eux ne prévoyaient pas que le montant de 800 millions de dollars suffise à financer l'ensemble de ces domaines prioritaires. Un certain nombre de participants se demandaient comment ces fonds seraient répartis entre les 24 organisations, et si certaines d'entre elles en recevraient plus que d'autres. À la question de savoir si, en se concentrant sur ces domaines prioritaires, le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, bien que la plupart des participants aient répondu par l'affirmative, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le succès de ces initiatives dépendrait en définitive de la manière dont les résultats de cette recherche seraient exploités. D'aucuns étaient d'avis que les investissements destinés aux domaines que sont notamment la lutte contre le changement climatique, la promotion de possibilités d'apprentissage et de formation destinées aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi que le soutien à l'intégration des Autochtones et à la recherche autochtone seraient particulièrement essentiels à la réalisation à long terme des objectifs du Canada en matière de recherche.

## Priorités et performance du gouvernement du Canada (région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, personnes âgées résidant au Québec, locataires résidant à Vancouver, femmes arabes résidant à Toronto, région du nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones de Winnipeg)

Les participants de onze groupes ont entamé des discussions portant sur les problèmes auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement relative à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont exprimé une série de points de vue à la fois positifs et négatifs sur un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Les soins de santé — plusieurs participants ont parlé en termes positifs de l'abordabilité relative des soins de santé au Canada ainsi que de l'introduction récente d'initiatives comme le

Régime canadien de soins dentaires (RCSD) et d'un régime national d'assurance médicaments. Quelques-uns d'entre eux estimaient en outre que la performance de Santé Canada, pour ce qui est de fournir des ressources et de l'information en matière de santé, avait été satisfaisante ces derniers temps, surtout dans des situations d'urgence et notamment durant la pandémie de COVID-19. Toutefois, nombre d'entre eux ont également cité une série de problématiques perçues comme ayant actuellement une incidence négative sur les soins de santé au Canada. Au nombre de celles-ci figuraient ce qu'ils percevaient comme étant de longs temps d'attente avant de pouvoir recevoir des soins primaires et d'urgence, les pénuries de médecins et d'infirmières dans plusieurs régions du pays ainsi que les difficultés à trouver un médecin de famille au sein dans leur collectivité. Un certain nombre de participants estimaient que des investissements plus importants devaient être consentis en matière de santé mentale et ont dit croire qu'un nombre croissant de Canadiens étaient confrontés à des problèmes de cette nature.

- L'immigration — si la plupart des participants étaient généralement favorables à l'immigration et estimaient que la contribution économique et sociale qu'apportaient les immigrants au Canada était précieuse, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour faire en sorte que le taux d'immigration actuel puisse être géré de manière satisfaisante. Plusieurs d'entre eux se disaient d'avis que le Canada accueillait actuellement trop de nouveaux immigrants et que cela avait pour effet d'accroître les difficultés d'accès à des logements abordables en plus de mettre à rude épreuve le marché de l'emploi et des services essentiels comme les soins de santé et l'éducation. Parmi ces participants, certains estimaient que des mesures devaient être prises pour limiter le taux d'immigration et veiller à répondre aux besoins de personnes vivant déjà au Canada avant d'accueillir un plus grand nombre d'immigrants. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que davantage devait être fait pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de permettre aux nouveaux arrivants de travailler dans leurs domaines de compétence dès leur arrivée.
- Le changement climatique — un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral avait attaché une grande importance à l'adoption de mesures visant à atténuer les effets potentiels du changement climatique. On estimait que de nombreuses mesures avaient dû être prises au cours des dernières années pour mieux protéger et conserver les ressources naturelles du Canada, assurer la protection de sources alimentaires comme les stocks halieutiques et protéger les écosystèmes et environnements naturels du pays. Certains participants étaient toutefois d'avis que le gouvernement fédéral n'avait pas agi avec suffisamment de célérité sur ce plan, surtout si on tenait compte de la menace existentielle que faisait, selon eux, peser le changement climatique sur les générations à venir.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Mesures de soutien destinées aux Canadiens — plusieurs participants considéraient que la performance du gouvernement fédéral avait été efficace en ceci qu'il avait fourni un large éventail d'aides financières et de prestations aux Canadiens. Au nombre des programmes et

initiatives mentionnés par les participants figuraient l'assurance-emploi (AE), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) ainsi que les mesures de soutien pour personnes âgées, dont la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Régime de pensions du Canada (RPC);

- La diversité et le multiculturalisme — plusieurs participants estimaient que le gouvernement du Canada avait fait preuve d'efficacité en matière de protection et de promotion de la diversité et du multiculturalisme dans toutes les régions du pays. On estimait que le gouvernement fédéral s'était résolument attaché à défendre les droits de groupes particuliers et notamment des femmes, des Canadiens à faible revenu, des personnes racialisées et des membres de la communauté 2ELGBTQI+;
- Services en ligne — un certain nombre de participants ont émis des commentaires positifs au sujet des services en ligne fournis par le gouvernement fédéral, certains d'entre eux mentionnant tout particulièrement les améliorations apportées au site Web de l'ARC au cours des dernières années;
- Aide humanitaire — on était d'avis que le gouvernement du Canada avait apporté un soutien considérable à des personnes éprouvées dans d'autres parties du monde. Un certain nombre de participants ont mentionné l'aide qu'il avait apportée aux personnes cherchant à fuir des conflits comme ceux qui font rage en Ukraine et au Moyen-Orient, ainsi que ce qu'ils considéreraient comme ses efforts constants pour défendre et faire respecter les droits de la personne sur la scène internationale.

Les participants ont en outre énuméré une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Coût de la vie — plusieurs participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour résoudre les problèmes actuels liés au coût élevé de la vie. On considérait que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à rendre la vie des Canadiens plus abordable et que des mesures devaient être prises pour aider à réduire le coût des produits de première nécessité, et notamment des produits d'épicerie et de l'essence. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait réduire ses dépenses, estimant que les lourds déficits accumulés au cours des dernières années avaient en partie été responsables de la hausse de l'inflation;
- L'abordabilité du logement — bon nombre de participants ont désigné le logement comme étant l'un des principaux sujets de préoccupation. De l'avis général, le logement était devenu de moins en moins abordable, tant pour les propriétaires que pour les locataires, et il fallait en faire plus pour s'assurer que tous les Canadiens ont accès à des logements sûrs et abordables. Certains participants estimaient qu'une offre insuffisante de logements avait concouru à l'augmentation du taux d'itinérance et des troubles de dépendance, un certain nombre d'entre eux estimant que ces problèmes étaient devenus de plus en plus manifestes au sein de leurs collectivités respectives au cours des dernières années. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par les répercussions d'une pénurie de logements abordables sur les générations futures, estimant qu'à défaut de prendre des mesures pour remédier à ce problème, l'achat d'une maison deviendrait excessivement coûteux pour la plupart des jeunes Canadiens;



- L'éducation — on estimait que le gouvernement fédéral devait investir davantage dans l'éducation aux niveaux primaire et secondaire. Un certain nombre de participants ont dit croire que les écoles primaires et secondaires étaient devenues surpeuplées dans de nombreuses régions du pays et qu'il n'y avait pas assez d'enseignants pour répondre aux besoins d'une population croissante au Canada. On était d'avis que des mesures devaient être prises pour construire de nouvelles écoles et inciter des particuliers à envisager une carrière dans l'enseignement, notamment en rendant l'enseignement postsecondaire plus abordable dans l'intérêt de futurs enseignants;
- La réconciliation — un certain nombre de participants, y compris un grand nombre de ceux du groupe composé d'Autochtones résidant à Winnipeg, estimaient qu'une plus grande importance devait être accordée à la réconciliation et à l'amélioration de la qualité de vie au sein des communautés autochtones. Plus précisément, un certain nombre d'entre eux estimaient que des mesures plus urgentes devaient être prises pour veiller à ce que toutes les collectivités autochtones aient accès à des services de première nécessité, notamment à de l'eau potable, des logements abordables, des aliments nutritifs ainsi qu'à des services fédéraux, et ce, dans la même mesure que tous les autres Canadiens;
- Sécurité publique — quelques participants étaient d'avis qu'une plus grande importance devait être accordée à la sécurité publique, un certain nombre d'entre eux affirmant s'être sentis moins en sécurité au sein de leurs collectivités dernièrement. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures supplémentaires pour réformer le système de mise en liberté sous caution, notamment en rendant les conditions de mise en liberté plus strictes et en augmentant les sanctions imposées à ceux qui récidivent alors qu'ils bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

Invités à définir les principales priorités sur lesquelles devait, selon eux, se focaliser le gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont réaffirmé la nécessité d'accorder une plus grande importance à la réduction du coût de la vie, des produits d'épicerie et du logement. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que davantage devait être fait en matière d'immigration, en adoptant notamment des mesures visant à s'assurer que les collectivités disposent de ressources et d'infrastructures suffisantes pour faire face à une population croissante. Plusieurs participants ont également mentionné les soins de santé, en insistant sur la nécessité de remédier à la pénurie de médecins et d'infirmières et aux longs délais d'attente avant de pouvoir accéder à des soins d'urgence et primaires. Parmi les autres priorités mentionnées figuraient la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement, les initiatives visant à rendre l'éducation postsecondaire plus abordable, l'accroissement des mesures de soutien destinées aux personnes âgées, la construction et la remise en état d'infrastructures essentielles, dont des autoroutes et des ponts, ainsi que la nécessité d'investir davantage en matière de sécurité nationale et dans les Forces armées canadiennes (FAC).

### **Coût de la vie (Saskatchewan)**

Les participants résidant à Toronto se sont vu poser quelques questions complémentaires portant sur le coût de la vie. Après avoir été invités à énumérer ce qu'ils considéraient comme étant les principales



difficultés liées au coût de la vie auxquelles le gouvernement du Canada devait accorder une plus grande priorité, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait davantage s'attacher à rendre plus abordables les nécessités de la vie que sont les denrées alimentaires et le logement. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que, dans l'intérêt des Canadiens, le gouvernement fédéral devait en faire plus pour augmenter les salaires. Ces participants estimaient que l'inflation s'était considérablement accrue par rapport à la croissance des salaires au cours des dernières années et que cela avait eu pour effet de réduire le pouvoir d'achat d'un grand nombre de ménages canadiens. Aucun des participants n'estimait que le gouvernement fédéral fût sur la bonne voie concernant sa réponse à la hausse du coût de la vie, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement du Canada pour faire face au coût de la vie, les participants ont rappelé des initiatives comme l'octroi, aux locataires à faible revenu, d'un supplément unique de 500 dollars à l'Allocation canadienne pour le logement, ainsi que le remboursement unique des frais d'épicerie, prévu en juillet 2023, versé à même le paiement trimestriel du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) aux Canadiens admissibles. Quelques-uns d'entre eux ont également rappelé l'annonce de la création de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH), qu'ils considéraient comme étant une mesure visant à rendre plus abordable la vie des personnes vivant avec un handicap. Quant à savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral visant expressément à rendre le logement plus abordable, plusieurs participants ont mentionné la création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP).

À la question de savoir dans quelle mesure il était, à leurs yeux, important que le gouvernement fédéral s'attache à rendre les télécommunications plus abordables (coûts de la téléphonie mobile et du service Internet à domicile), bon nombre d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité essentielle. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que les Canadiens payaient actuellement des tarifs figurant parmi les plus élevés au monde pour les services de téléphonie mobile et Internet et estimaient que des efforts devaient être consentis pour rendre ces services plus abordables au profit des Canadiens. Quelques-uns d'entre eux considéraient que le gouvernement du Canada avait déjà réalisé des progrès à cet égard et avaient le sentiment que les prix des services de téléphonie mobile et Internet avaient diminué au cours des dernières années.

### **Agriculture (Saskatchewan)**

Les participants du groupe de résidents de la Saskatchewan ont également tenu une brève discussion portant sur l'agriculture et les mesures qu'avait prises le gouvernement du Canada pour venir en aide à ce secteur. À la question de savoir dans quelle mesure le secteur de l'agriculture devait constituer une priorité du gouvernement fédéral, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il s'agissait d'un domaine prioritaire sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral. De l'avis général, il fallait davantage s'attacher à recruter et à inciter de jeunes Canadiens à choisir des carrières en agriculture, certains participants estimant que le secteur connaissait actuellement une pénurie de main-d'œuvre dans de nombreuses régions du pays. Un certain nombre d'entre eux considéraient l'agriculture



comme un élément essentiel de l'économie de la Saskatchewan et estimaient que des aides supplémentaires du gouvernement fédéral dans ce secteur auraient des retombées positives dans l'ensemble de la province. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral pour venir en aide au secteur de l'agriculture, si un petit nombre de participants ont dit croire qu'il prioriser une rationalisation du processus d'immigration dans l'intérêt des travailleurs agricoles étrangers temporaires, aucun d'entre eux ne pouvait se souvenir d'autres initiatives en ce sens.

En discutant de la mesure dans laquelle le changement climatique impactait, selon eux, le secteur agricole ainsi que la capacité des agriculteurs à produire des denrées alimentaires, plusieurs participants étaient d'avis que son impact était considérable, plus particulièrement en ce qui concerne les effets de phénomènes météorologiques extrêmes, dont les feux de forêt, les inondations et les sécheresses. Un plus petit nombre d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que si le changement climatique pouvait avoir certains impacts, il n'avait entraîné aucune baisse notable de la production agricole dans leur région. À la question de savoir en quoi le changement climatique pourrait éventuellement avoir une incidence sur le coût de la vie, plusieurs participants prévoyaient qu'à mesure que les denrées alimentaires deviendraient de plus en plus difficiles à produire, le coût des produits d'épicerie augmenterait au détriment des consommateurs. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient souvenir de quelconques efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique, plusieurs ont mentionné la mise en place d'un système fédéral de tarification du carbone, ainsi que des encouragements qu'il avait adressés aux Canadiens pour qu'ils réduisent les émissions de leurs ménages et que, dans la mesure du possible, ils aient recours à des technologies plus écoénergétiques.

### **Réconciliation (Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants d'un groupe composé de participants autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont fait part de leurs points de vue concernant la sécurité au sein de leurs collectivités respectives. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer ce qu'ils considéraient comme étant les principaux problèmes auxquels sont confrontées les communautés autochtones et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait redoubler d'efforts pour que toutes les communautés autochtones aient accès à de l'eau potable, à des aliments abordables et nutritifs ainsi qu'à des services essentiels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. On estimait également que davantage de ressources devaient être consacrées à des enquêtes relatives aux femmes et filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) et qu'il fallait veiller à ce que soient pleinement respectés les traités existants conclus entre le gouvernement fédéral et différentes nations autochtones. Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des problèmes auxquels les Autochtones résidant à Winnipeg étaient plus particulièrement confrontés et qui nécessitaient, selon eux, une attention particulière, un certain nombre de participants ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant les taux croissants d'itinérance et de toxicomanie au sein de la communauté autochtone.

À la question de savoir si, pour le gouvernement fédéral, la réconciliation constituait, à leur avis, une priorité, bien qu'un certain nombre de participants aient répondu par l'affirmative, la plupart d'entre



eux n'avaient pas le sentiment que la priorité accordée à cette question ait donné lieu à des améliorations tangibles de la qualité au sein des communautés autochtones. De l'avis général, s'il était important que le gouvernement du Canada mette en exergue les enjeux et les histoires autochtones, cela devait s'accompagner de mesures claires et quantifiables destinées à améliorer la vie des Autochtones. Plusieurs participants ont une fois de plus mentionné le problème de l'eau potable comme exemple, en faisant remarquer que si cette question avait fait l'objet d'une attention considérable de la part du gouvernement fédéral au cours des dernières années, bon nombre de communautés autochtones (et plus particulièrement celles situées dans le Nord canadien) étaient toujours dépourvues de sources fiables d'eau potable.

En énumérant d'autres domaines que devrait, selon eux, prioriser le gouvernement fédéral dans le but d'améliorer les mesures de soutien à la réconciliation avec les peuples autochtones, un grand nombre de participants estimaient que davantage devait être fait pour apporter un soutien à ces communautés en matière de santé mentale, et en particulier aux personnes souffrant de traumatismes intergénérationnels découlant du programme historique des pensionnats pour Autochtones. Lorsqu'on leur a demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux répondre aux besoins des Autochtones vivant en région urbaine, plusieurs participants étaient d'avis qu'un dialogue plus fréquent était nécessaire entre fonctionnaires fédéraux et dirigeants autochtones (y compris avec les Aînés). On estimait que ces échanges pourraient servir à cerner et à établir des objectifs clés à atteindre et des domaines prioritaires à traiter dans le but d'améliorer la qualité de vie des populations autochtones et de leurs communautés.

À la question de savoir comment on s'y prendrait pour quantifier les progrès réalisés par le gouvernement fédéral en matière de réconciliation, les participants ont proposé un ensemble de paramètres. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il fallait veiller à ce que les Autochtones aient le même accès aux possibilités en matière d'éducation et d'emploi que le reste des Canadiens, affirmant que cela constituerait un pas important vers la réconciliation. D'autres ont également suggéré d'assurer un suivi régulier des statistiques clés (dont le taux d'accession à la propriété des Autochtones) et d'en rendre compte régulièrement afin de s'assurer que des progrès tangibles sont réalisés en ce sens. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont souligné qu'il était important que le gouvernement fédéral fournisse de la documentation claire et transparente concernant toutes les mesures qu'il prend en matière de réconciliation, quelques-uns d'entre eux estimant que les progrès réalisés à cette fin seraient probablement graduels et ne deviendraient perceptibles que dans le long terme.

### **Canadiens originaires d'Asie du Sud-Est (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est)**

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton ont fait part de ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens originaires d'Asie du Sud-Est. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les problèmes qu'ils considéraient comme les plus importants auxquels leur diaspora était confrontée et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité, les participants ont exprimé des préoccupations diverses et variées. Au nombre de celles-ci figuraient les difficultés que



rencontrent les immigrants originaires d'Asie du Sud-Est pour faire reconnaître leurs qualifications professionnelles et diplômes d'études, les difficultés à apprendre l'anglais et à soutenir des conversations dans cette langue, et le fait de ne pas se sentir acceptés par les autres membres de leur communauté.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait prioriser ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Singapour et Philippines), bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que, compte tenu de ce qu'ils considéraient comme étant la proportion croissante de résidents canadiens immigrés d'Asie du Sud-Est, il était de plus en plus important que le gouvernement fédéral entretienne de solides relations dans la région. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral en ce sens, aucun participant ne se souvenait avoir entendu parler de quoi que ce soit à ce sujet.

Quant à savoir si, dans ses efforts pour soutenir le secteur des énergies propres, le gouvernement du Canada était, à leur avis, sur la bonne voie ou la mauvaise voie, la plupart des participants se sont montrés incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'ils n'en savaient pas assez sur les efforts que déployait le gouvernement dans ce domaine pour pouvoir en faire une évaluation objective. En se focalisant sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer le dialogue avec les membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est, les participants ont mentionné l'adoption de mesures destinées à favoriser une plus grande inclusion de pays et de personnes d'Asie du Sud-Est à l'occasion du Mois du patrimoine asiatique, et la nécessité d'accorder une place plus importante à la sensibilisation des Canadiens aux histoires et aux cultures uniques de la région.

### **Canadiens d'origine arabe (femmes arabes résidant à Toronto)**

Les participantes d'un groupe composé de femmes arabes résidant à Toronto ont fait part de leurs points de vue sur les problèmes auxquels font face les Canadiens d'origine arabe ainsi que sur les relations internationales du gouvernement du Canada avec des pays à population majoritairement arabe.

Invitées à cerner les principales problématiques auxquelles sont confrontés les Canadiens d'origine arabe et auxquelles le gouvernement fédéral devrait, à leur avis, accorder une plus grande priorité, les participantes ont mentionné une série de questions à prioriser. Outre ces problématiques, auxquelles on estimait que la plupart des Canadiens faisaient face (coût élevé de la vie, pénurie de logements abordables, difficultés à obtenir des soins de santé), bon nombre de participantes ont fait part de préoccupations concernant ce qu'elles percevaient comme étant une récente montée de l'islamophobie. Plusieurs d'entre elles estimaient que dans la foulée des attentats du 7 octobre 2023 perpétrés par l'organisation terroriste Hamas contre Israël, le sentiment anti-arabe avait pris de l'ampleur au Canada et que ce problème s'était aggravé dans les mois qui ont suivi. Un certain nombre de participantes considéraient que le gouvernement devait en faire davantage pour défendre les droits et assurer la sécurité des citoyens palestiniens qui, selon elles, se trouvaient dans une situation de plus en plus dangereuse en raison des hostilités constantes entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza. À la question de savoir si elles avaient connaissance de mesures qu'avait pris le gouvernement fédéral



pour répondre à ces préoccupations, certaines ont mentionné les efforts qu'il avait déployés pour offrir un asile aux personnes fuyant des conflits dans des pays à population majoritairement arabe (tels que la Syrie, l'Afghanistan et les territoires palestiniens), mais peu d'entre elles se souvenaient d'autres initiatives à cet effet. La plupart des participantes étaient d'avis que sur ce plan, le Canada faisait fausse route et que davantage devait être fait pour protéger et promouvoir les droits et la sécurité des membres de la diaspora arabe du Canada.

En discutant de la gestion des relations internationales du Canada avec des pays à population majoritairement arabe, la plupart d'entre elles estimaient que ce dernier faisait fausse route à cet égard. Bon nombre de participantes étaient d'avis que les pays arabes se voyaient réserver un traitement différent de la part du gouvernement fédéral comparativement à des pays situés dans d'autres régions du globe et que les immigrants originaires de ces pays faisaient souvent l'objet d'une méfiance et d'une discrimination accrues. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant les relations du gouvernement canadien avec des pays, peu d'entre elles ont répondu par l'affirmative. Décrivant les mesures que pourrait prendre le gouvernement pour améliorer ses relations avec les Canadiens d'origine arabe, plusieurs participantes ont évoqué la nécessité d'accroître les services d'approche auprès des communautés et des organisations arabes du Canada. On estimait que cela permettrait aux membres de la diaspora arabe de faire davantage connaître leurs points de vue et de fournir une rétroaction quant aux moyens d'améliorer la qualité de vie des Canadiens d'origine arabe à long terme.

### **Personnes âgées (personnes âgées résidant au Québec)**

Les participants du groupe composé des personnes âgées de 65 ans et plus résidant au Québec ont entamé une discussion portant sur les enjeux auxquels sont actuellement confrontées les personnes âgées au Canada. Lorsqu'on leur a demandé de recenser leurs problèmes les plus urgents, les participants ont fourni une série de réponses variées. Un certain nombre d'entre eux ont mentionné les limitations physiques grandissantes auxquelles sont confrontées les personnes âgées en vieillissant, estimant qu'il leur était par conséquent plus difficile d'effectuer des tâches physiques et qu'elles étaient en outre désavantagées sur le marché du travail par rapport à des travailleurs moins âgés. Quelques-uns d'entre eux estimaient en outre que les personnes âgées étaient souvent injustement perçues comme étant moins aptes à apprendre de nouveaux processus et à maîtriser de nouvelles technologies, ce qui avait eu pour effet de réduire les possibilités d'emploi qui leur étaient offertes par rapport à d'autres générations. Lorsqu'on leur a demandé si le coût de la vie perçu comme étant élevé à l'heure actuelle constituait un défi pour les personnes âgées, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre de participants ont dit croire qu'en raison du coût élevé de la vie, une proportion croissante de personnes âgées jugeait nécessaire de travailler, ne serait-ce qu'à temps partiel, pour compléter leur épargne de retraite.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures récemment prises par le gouvernement du Canada pour remédier à la hausse du coût de la vie au profit des personnes âgées, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Les participants pouvant se souvenir de quelconques mesures ont mentionné les subventions qu'avait, disaient-ils croire, octroyées le gouvernement fédéral



pour le transport (dont notamment les vélos BIXI) à Sherbrooke, ainsi que les prestations et soutiens financiers destinés aux personnes âgées (bien qu'aucune initiative précise n'ait pu, de mémoire, être mentionnée nommément). Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que, pour résoudre les problèmes liés au coût de la vie, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Ces participants étaient d'avis que, bien que le coût de la vie soit encore élevé, le gouvernement fédéral avait conscience du problème et qu'il avait dernièrement pris de nombreuses mesures pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. Parmi les participants s'étant montrés incertains ou estimant que le gouvernement du Canada faisait fausse route à cet égard, on était d'avis que les mesures mises en œuvre pour remédier à ce problème avaient jusqu'à présent été insuffisantes et qu'il faudrait désormais en faire beaucoup plus pour que les ménages canadiens soient davantage en mesure de faire face au coût de la vie.

Presque tous les participants ont déclaré avoir été contraints, dans une certaine mesure, de réévaluer leurs projets de retraite en raison du coût actuellement élevé de la vie. Plusieurs ont indiqué avoir jugé nécessaire de continuer à travailler pour pouvoir s'offrir le mode de vie auquel ils aspiraient, y compris la possibilité de partir en vacances et de s'adonner à leurs passe-temps et loisirs de prédilection. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir été contraints de modifier leur mode de vie en raison du coût élevé de la vie, notamment en déménageant dans une autre localité, ce qui avait, selon eux, davantage compliqué leurs projets de retraite.

À la question de savoir dans quelle mesure les programmes gouvernementaux, notamment la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) contribuaient, selon eux, à rendre leur vie plus abordable, tous les participants estimaient que ces mesures de soutien avaient contribué à améliorer leur bien-être financier. Bon nombre d'entre eux se disaient d'avis que ces programmes avaient contribué à augmenter leur sécurité financière et les avaient aidés à faire face au coût de la vie. À la question de savoir s'ils étaient au courant de travaux récemment entrepris par le gouvernement du Canada dans le cadre de ces programmes, aucun participant n'a déclaré avoir entendu parler de quoi que ce soit à ce sujet. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Les prestations de la SV et du SRG sont ajustées chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation afin de garantir qu'elles soient en phase avec le coût de la vie. Les montants des paiements de la SV et du SRG sont révisés en janvier, avril, juillet et octobre.*

Si tous les participants ont déclaré être au courant que les prestations de la SV et du SRG étaient chaque année indexées au coût de la vie, bon nombre d'entre eux ont été surpris d'apprendre que ces montants étaient révisés quatre fois par année. Tous estimaient qu'il s'agissait d'une mesure que se devait de prendre le gouvernement du Canada et que cette dernière permettrait aux personnes âgées de s'adapter plus facilement à des taux d'inflation plus élevés. Quelques-uns d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'en dépit de révisions plus fréquentes des prestations de la SV et du SRG, les montants versés aux personnes âgées ne suffiraient probablement pas à contrebalancer la progression des coûts, dont ceux des produits d'épicerie et des projets de rénovation domiciliaire. Les participants se sont ensuite vu informer de récentes modifications apportées à ce programme, à savoir :

*Qu'à compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans ou plus bénéficieront d'une augmentation automatique de 10 % du montant de leur pension de sécurité vieillesse.*

Si tous les participants ont parlé en termes positifs de l'augmentation des montants versés au titre de la prestation de la Sécurité de la vieillesse, bon nombre d'entre eux se demandaient pourquoi l'augmentation avait été fixée à 10 pour cent et pourquoi cette mesure ne s'appliquait qu'aux personnes âgées de 75 ans et plus. Certains d'entre eux estimaient que l'augmentation devait s'appliquer à toutes les personnes âgées et qu'elle devait être supérieure à dix pour cent, notamment compte tenu de la hausse du coût de la vie.

Quant à savoir si, dans le cadre de ses initiatives visant à nouer un dialogue avec les personnes âgées, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, la quasi-totalité des participants estimait qu'il faisait fausse route. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que la communication et les consultations entre le gouvernement fédéral et la communauté des personnes âgées avaient été lacunaires et qu'il fallait redoubler d'efforts pour établir des dialogues plus fructueux. Les participants ont formulé un certain nombre de suggestions sur les moyens d'améliorer ces relations. Au nombre de ceux-ci, la mise en place de représentants de personnes âgées locaux avec lesquels des consultations officielles pourraient être organisées, la publication de bulletins d'information portant sur des mesures et initiatives liées aux personnes âgées ainsi que la diffusion d'un numéro de téléphone à composer pour obtenir des renseignements et faire part de leurs points de vue au gouvernement fédéral.

## Logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, Autochtones résidant à Winnipeg)

Les participants de quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ceux résidant dans la région du Golden Horseshoe en Ontario, ainsi que dans le nord de l'Ontario et à Vancouver ont fait part de leurs points de vue concernant une série d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement fédéral, tandis que les participants du groupe composé d'Autochtones résidant à Winnipeg ont discuté des mesures pouvant être prises pour rendre le logement plus abordable et plus accessible dans l'intérêt des populations et des communautés autochtones.

Au début de leurs discussions, les participants des groupes composés de locataires de Vancouver et de personnes vivant dans le nord de l'Ontario ont été invités à décrire la situation actuelle du logement au sein de leurs collectivités. La quasi-totalité d'entre eux considérait que ce dernier était devenu de plus en plus inabordable (tant à l'achat qu'à la location) et que l'offre de logements était insuffisante pour répondre à la demande dans leur région. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment qu'il était devenu très difficile pour les candidats à l'achat d'une première propriété d'accéder au marché de l'habitation et estimaient qu'à défaut de remédier à ce problème, les perspectives financières de plus jeunes



générations seraient négativement impactées. La quasi-totalité d'entre eux était d'avis que la situation du logement s'était détériorée au sein de leurs collectivités au cours des dernières années. Lors de la discussion sur les mesures qui pourraient être prises pour améliorer la situation, plusieurs participants étaient d'avis qu'il fallait prioriser la construction de projets domiciliaires à plus forte densité, estimant qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'augmenter l'offre de logements dans un laps de temps relativement court.

En centrant leur discussion sur les problématiques auxquelles sont plus particulièrement confrontés les locataires, tous les participants du groupe composé de locataires vivant à Vancouver ont qualifié le coût du logement locatif au sein de leur collectivité comme étant devenu tout à fait inabordable. Plusieurs d'entre eux estimaient que la demande croissante de ces dernières années, combinée à des problématiques liées à une spéculation immobilière et aux comportements motivés par la recherche du profit de certains propriétaires avait entraîné une augmentation significative des loyers payés par les locataires vancouverois. Un certain nombre d'entre eux avait également l'impression que la construction de nouveaux logements était devenue plus difficile pour les promoteurs en raison des droits d'aménagement qu'ils jugeaient élevés à Vancouver, ce qui ne faisait qu'exacerber encore plus les difficultés liées à une offre insuffisante de logements dans la région. En discutant des mesures pouvant éventuellement être prises pour venir en aide aux locataires, les participants étaient d'avis qu'il fallait augmenter les taxes et les restrictions imposées à ceux qui achètent des biens immobiliers résidentiels à titre d'investissement. Quelques-uns d'entre eux estimaient que davantage devait être fait pour stabiliser les coûts de location. On estimait que le fait d'adopter cette approche permettrait de rendre l'option locative plus viable à long terme et serait particulièrement avantageux pour les personnes n'ayant pas l'intention d'acheter une propriété dans un avenir prévisible.

### **Initiatives en matière de logement (région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario)**

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions portant sur un éventail de mesures qu'avait récemment annoncé le gouvernement du Canada dans le cadre du budget 2024. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour augmenter l'offre de logements et rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, les participants se sont souvenus d'un certain nombre d'initiatives. Au nombre de celles-ci figuraient des ententes conclues avec les municipalités et financées par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements dans le but de contribuer à la réalisation de nouveaux projets de logements abordables, des mesures visant à inciter les institutions prêteuses à tenir compte de l'historique des paiements de loyers effectués à temps dans leurs évaluations de crédit, et à prolonger de deux autres années l'interdiction d'achat de propriétés résidentielles au Canada par des investisseurs de l'étranger.

Après s'être vu informer que le Canada avait récemment mis en œuvre une stratégie en trois volets visant à remédier à la crise du logement, les participants des groupes composés de locataires résidant à Vancouver et dans la région du Golden Horseshoe, en Ontario, se sont vu présenter trois séries d'initiatives annoncées et ont été invités à faire part de leurs points de vue sur chacune d'elles. La première série d'initiatives présentée aux participants, mettant en exergue certaines des mesures



proposées par le gouvernement du Canada pour aider à la construction d'un plus grand nombre de logements, comprenait ce qui suit :

- *Signer 179 ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements jusqu'à présent afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie;*
- *Consacrer des biens fonciers fédéraux, tels que ceux consacrés par Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles de bureaux du gouvernement fédéral, à la construction d'un plus grand nombre de logements, plus rapidement;*
- *Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets;*
- *Modifier la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et les catalogues de conception de logements préapprouvés;*
- *Des initiatives visant à rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et à aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.*

Si la plupart des participants ont exprimé des commentaires positifs au sujet de ces initiatives, plusieurs d'entre eux doutaient qu'elles contribuent suffisamment à augmenter l'offre de logements et à rendre les logements plus abordables dans l'intérêt des Canadiens. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le nombre total estimatif de 750 000 nouveaux logements, dont la construction est prévue au cours de la prochaine décennie en vertu d'accords conclus dans le cadre du Fonds d'accélération pour le logement, était insuffisant, surtout au vu des taux d'immigration qu'ils jugeaient élevés au Canada à l'heure actuelle. Si les participants étaient d'avis que la mesure visant à investir 15 milliards de dollars dans le Programme de prêts pour la construction d'appartements favoriserait la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs, un certain nombre d'entre eux se demandaient quels règlements seraient instaurés pour veiller à ce que ces logements demeurent abordables dans l'intérêt de Canadiens à faible et moyen revenu. Les participants ont exprimé des avis partagés concernant l'intention du gouvernement fédéral d'accroître ses investissements dans des technologies nouvelles, à savoir des usines de fabrication de logements préfabriqués et des catalogues de conception de logements préapprouvés. Si on estimait que cette mesure pouvait contribuer à accélérer le rythme auquel les maisons sont construites, pour plusieurs participants, la qualité, la sûreté et la durabilité générales des maisons préfabriquées constituaient également une source de préoccupation.

La deuxième série d'initiatives présentée aux participants, décrivant un certain nombre de mesures proposées par le gouvernement du Canada pour faciliter l'achat ou la location d'une habitation, comprenait ce qui suit :

- *Sévir contre les locations illégales de courte durée (p. ex., Airbnb);*



- *Demander aux entreprises de technologie financière, aux agences d'évaluation du crédit et aux prêteurs d'élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer à leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt;*
- *Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale;*
- *Accorder une période d'amortissement de 30 ans aux acheteurs d'une première habitation nouvellement construite.*
- *Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des investisseurs étrangers.*
- *Restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de très grands investisseurs. Le gouvernement tiendra des consultations au cours des prochains mois sur les moyens d'y parvenir.*

Tous les participants ont favorablement réagi à ces initiatives, bon nombre d'entre eux décrivant expressément les mesures visant à prolonger de deux autres années l'interdiction d'achat et d'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement comme étant des initiatives qui s'avéreraient particulièrement efficaces. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que l'interdiction s'appliquant aux investisseurs étrangers devrait être mise en place de façon permanente. Les participants ont également parlé en termes positifs de l'initiative visant à autoriser un amortissement des prêts hypothécaires sur une période de 30 ans au bénéfice de candidats à l'achat d'une première propriété nouvellement construite. S'ils étaient généralement en faveur de la mesure visant à sévir contre les locations illégales de courte durée (p. ex. Airbnb), certains participants se demandaient comment faire appliquer cette mesure et quelle réglementation serait mise en place.

La troisième série d'initiatives, décrivant certaines mesures proposées par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux personnes peinant à faire face au coût du logement, comprenait ce qui suit :

- *L'investissement d'un milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable afin de venir en aide aux fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et de répondre aux besoins des personnes les plus affectées par la crise du logement;*
- *La création d'un Fonds canadien de protection des loyers pour aider les fournisseurs de logements abordables à acheter des logements et à préserver leur abordabilité à long terme pour éviter qu'ils ne soient reconvertis en condominiums de luxe;*
- *L'augmentation des fonds destinés à venir en aide à des organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance.*

S'ils étaient d'avis que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction, bon nombre de participants estimaient toutefois qu'elles ne contribueraient que dans une faible mesure à aider les particuliers qui peinent à faire face au coût du logement. Si plusieurs participants ont favorablement accueilli l'initiative visant à augmenter le financement destiné à venir en aide aux organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance, un certain nombre d'entre eux espéraient obtenir



des renseignements plus précis sur les organisations qui seraient soutenues et le montant de l'aide financière apportée. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que l'itinérance était devenue un problème de plus en plus préoccupant au cours des dernières années et qu'il s'agissait d'un problème sur lequel il était important que le gouvernement fédéral se focalise. On était également d'avis que, compte tenu de l'ampleur et de la portée de la crise du logement, un investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable ne suffirait pas à résoudre ce problème de façon satisfaisante.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils ont été invités à choisir un mot ou un énoncé décrivant leur réaction générale à la stratégie déployée par le gouvernement du Canada pour remédier à la situation du logement. Dans l'ensemble, si bon nombre d'entre eux ont choisi des mots à connotation positive comme « optimiste » et « prometteuse », plusieurs participants ont précisé que leur opinion générale de ces initiatives dépendrait de leur efficacité une fois mises en œuvre. Un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé des avis plus négatifs, choisissant des mots comme « minimale », « tardive » et « décevante ». Ces participants estimaient que ces mesures étaient insuffisantes pour remédier à la crise du logement et qu'il faudrait désormais en faire beaucoup plus pour rendre le logement plus abordable au profit des Canadiens.

Les participants du groupe composé de résidents du nord de l'Ontario se sont vu présenter une liste condensée de ces initiatives et ont été invités à les commenter. Les mesures présentées à ces participants visaient entre autres à :

- *Signer 179 ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements jusqu'à présent afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie;*
- *Consacrer des biens fonciers fédéraux, tels que ceux consacrés par Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles de bureaux du gouvernement fédéral, à la construction d'un plus grand nombre de logements, plus rapidement;*
- *Changer la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et des catalogues de conceptions de logements préapprouvées;*
- *Demander aux entreprises de technologie financière, aux agences d'évaluation du crédit et aux prêteurs d'élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer à leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt;*
- *Permettre une période d'amortissement de 30 ans pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite;*
- *Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers.*
- *Restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de très grands investisseurs. Le gouvernement tiendra des consultations au cours des prochains mois sur les moyens d'y parvenir.*

Comme cela a été le cas pour d'autres groupes, plusieurs participants ont favorablement accueilli la mesure visant à interdire l'achat et l'acquisition de maisons individuelles existantes par de très grandes sociétés d'investissement, estimant que cette mesure aurait une incidence positive aussi bien sur le marché du logement que sur l'offre de logements. Dans l'ensemble, la plupart des participants se sont toutefois montrés pessimistes quant à savoir si ces initiatives suffiraient à résoudre la crise du logement. On estimait qu'à moins que le gouvernement fédéral ne prenne des mesures tangibles pour réduire de manière substantielle le coût d'achat d'une habitation ou de location d'un logement, ces mesures ne contribueraient que très peu à rendre le logement plus abordable au bénéfice des Canadiens.

### **Logement autochtone (Autochtones résidant à Winnipeg)**

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant à Winnipeg ont fait part de leurs points de vue sur la situation que connaissent les populations et communautés autochtones en matière de logement, à la fois à Winnipeg ainsi qu'au Canada de manière plus générale. Invités à définir ce qu'ils considéraient comme étant les plus grandes difficultés liées au logement auxquelles les Autochtones de Winnipeg étaient confrontés, plusieurs participants ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant le coût élevé actuellement associé à l'achat d'une maison ainsi que les difficultés qu'ils avaient eues à épargner le montant nécessaire à une mise de fonds. Un certain nombre d'entre eux ont également décrit ce qu'ils considéraient comme un manque d'options locatives sûres et abordables à Winnipeg, estimant que bon nombre des logements locatifs offerts dans leur gamme de prix étaient souvent en mauvais état ou nécessitaient souvent des travaux d'entretien et de réfection. Quelques-uns d'entre eux se sont également dit d'avis que les Autochtones étaient plus fréquemment victimes de discrimination de la part d'éventuels propriétaires que les autres Canadiens, ce qui rendait plus difficile la recherche d'un logement décent au sein de leurs communautés.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures prises par le gouvernement du Canada pour faire face à la situation du logement, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Les participants ayant indiqué en avoir eu connaissance ont mentionné des mesures visant notamment à inciter les municipalités à modifier leurs règlements de zonage afin de permettre une plus grande densité de construction dans le cadre de nouveaux projets domiciliaires, ainsi que la mise en place du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP). Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer que dans le cadre du budget fédéral 2024, le gouvernement du Canada avait présenté un plan visant à remédier à la crise du logement ainsi qu'une stratégie visant à débloquer la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031. Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel une série de mesures ayant été incluses dans le cadre de cette stratégie leur a été présentée, et ont été invités à choisir trois mesures qui, à leur avis, auraient les répercussions les plus positives sur les populations autochtones. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *Investir un milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable afin de venir en aide aux fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus affectées par la crise du logement;*



- *Augmenter le financement alloué pour venir en aide à des organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance;*
- *Investir 4 milliards de dollars sur sept ans en collaboration avec des partenaires autochtones afin d'élaborer des solutions adaptées en matière de logement à l'intention des communautés autochtones urbaines, rurales et nordiques;*
- *Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale;*
- *Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets;*
- *Restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement;*
- *Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des investisseurs étrangers.*

L'initiative visant à augmenter le financement destiné aux organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance est celle que les participants ont la plus favorablement accueillie. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le taux d'itinérance avait considérablement augmenté au sein de leur collectivité ces dernières années et ont dit croire qu'un nombre disproportionné d'Autochtones était actuellement confronté à des problèmes liés à l'insécurité du logement comparativement à d'autres groupes démographiques du Canada. Les mesures visant à interdire l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissements et à prolonger de deux autres années cette interdiction ont également reçu un appui considérable. On estimait que ces mesures contribueraient à accroître l'offre de logements abordables et à décourager certains comportements, dont la spéculation immobilière en vertu de laquelle le logement est considéré comme un produit d'investissement plutôt que comme un lieu de vie. Les initiatives visant à investir un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable, en appui aux fournisseurs de logements à but non lucratif, coopératifs et publics, et quatre milliards (sur sept ans) pour élaborer, en collaboration avec des partenaires autochtones, des solutions adaptées en matière de logement au bénéfice de communautés autochtones urbaines, rurales et nordiques ont également reçu un appui modeste. On estimait que tout investissement visant à augmenter l'offre de logements abordables et à offrir davantage d'options de logement aux populations autochtones constituait un pas dans la bonne direction. Bien qu'ils se soient également prononcés en faveur de ces initiatives, seul un petit nombre de participants ont choisi les mesures visant à créer une Charte canadienne des droits des locataires et à investir plus de 15 milliards de dollars dans le Programme de prêts pour la construction d'appartements.

Lorsqu'on leur a demandé quelle incidence cette stratégie pourrait avoir sur les Autochtones résidant à Winnipeg, plusieurs ont dit espérer que ces mesures contribuent à réduire l'itinérance et à offrir davantage d'options de logement à ceux d'entre eux qui habitent cette ville. On espérait qu'en rendant



Le logement plus abordable, ces mesures donneraient lieu à une augmentation globale de la qualité de vie des Autochtones résidant à Winnipeg. À la question de savoir si, après avoir pris connaissance de l'information qui leur avait été fournie au sujet de ces mesures, ils considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie avec sa stratégie en matière de logement, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis que leur impression globale de la performance du gouvernement fédéral dépendrait probablement du succès avec lequel ces initiatives seraient mises en œuvre dans les mois et les années à venir. Quelques participants se sont dit préoccupés par le coût élevé de certaines de ces initiatives et craignaient que cela se traduise à l'avenir par une charge financière plus importante pour les contribuables.

En discutant de mesures supplémentaires pouvant être prises pour améliorer la situation que connaissent les Autochtones en matière de logement, les participants se sont dit préoccupés par le taux d'immigration qu'ils jugeaient élevé à l'heure actuelle et par l'incidence que cela avait sur le prix des logements et sur l'offre de logements. On estimait que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour restreindre le taux d'immigration et veiller à ce qu'il y ait suffisamment de logements et d'infrastructures en place pour répondre aux besoins de la population existante. Quelques-uns ont également estimé que des mesures pourraient être prises pour fournir davantage de ressources d'information aux futurs propriétaires afin de les aider à s'y retrouver tout au long du processus d'épargne en vue de l'achat d'une habitation et du processus d'achat en tant que tel.

## Soins de santé (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Les participants résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont tenu une discussion portant sur les soins de santé. Tous considéraient que les soins de santé constituaient une priorité majeure sur laquelle devait se concentrer le gouvernement du Canada, et plusieurs d'entre eux ont indiqué avoir été confrontés à des problèmes dans ce domaine, notamment à de longs temps d'attente dans des salles d'urgence et cliniques sans rendez-vous, à des difficultés à obtenir des rendez-vous avec des spécialistes, ainsi qu'à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de travailleurs de la santé, et notamment de médecins et d'infirmières. Quelques-uns d'entre eux ont déclaré qu'un nombre croissant de médecins et autres travailleurs de la santé avaient quitté leur collectivité au cours des dernières années, et que des services, notamment des cliniques sans rendez-vous, avaient carrément fermé leurs portes. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer la qualité des soins de santé dans leur région, si la plupart des participants estimaient que les services de soins de santé et les travailleurs de la santé dans leur région étaient généralement de haut calibre, bon nombre d'entre eux ont à nouveau exprimé des préoccupations concernant la capacité d'accès à ces services et les difficultés auxquelles de nombreux citoyens sont, selon eux, confrontés pour obtenir un médecin de famille. Un certain nombre d'entre eux estimait que des investissements plus importants étaient nécessaires pour améliorer les soins de santé offerts aux personnes âgées. Ces participants jugeaient que les ressources actuellement mises à disposition ne suffisaient pas à offrir des soins appropriés à la population vieillissante du Canada.



À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral en la matière, aucun n'a répondu par l'affirmative. Aucun participant n'était d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en matière de santé et tous estimaient qu'une plus grande priorité devait désormais être accordée à l'amélioration des soins de santé prodigués au Canada. En discutant des mesures qui pourraient être prises, bon nombre de participants étaient d'avis que davantage devait être fait pour recruter et former un plus grand nombre de personnes (provenant du Canada et de l'étranger) afin qu'elles puissent travailler dans le secteur de la santé. On estimait que des efforts devaient également être déployés pour réduire les frais de scolarité des futurs travailleurs de la santé et pour augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes canadiens de médecine et de sciences infirmières. On était également d'avis que des mesures devaient être prises pour augmenter les salaires des médecins et des infirmières, ainsi que pour fournir de meilleurs services de santé mentale aux professionnels de la santé afin de les aider à gérer les facteurs de stress inhérents à leur emploi.

## Régime d'assurance médicaments (Saskatchewan)

Les participants résidant en Saskatchewan ont entamé une discussion portant sur l'assurance médicaments et sur les mesures récemment prises par le gouvernement du Canada pour instaurer un régime national d'assurance médicaments. Invités à cerner les défis qu'ils jugeaient les plus importants en matière de soins de santé et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder la priorité, les participants ont fourni un certain nombre de réponses. Au nombre de celles-ci figuraient la pénurie perçue de médecins et d'infirmières dans leur région, les difficultés à obtenir un médecin de famille, les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir un rendez-vous chez un spécialiste, ainsi que la modernisation nécessaire des installations et des équipements destinés aux professionnels de la santé. À la question de savoir s'ils considéraient que le coût des médicaments sur ordonnance constituait un enjeu majeur pour les Canadiens, si la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité secondaire par rapport aux autres enjeux que constituent notamment les pénuries de travailleurs de la santé et les longs temps d'attente pour obtenir des soins primaires et d'urgence.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient en gros la couverture offerte pour les médicaments d'ordonnance au Canada, plusieurs participants avaient le sentiment que, pour la plupart des Canadiens, les médicaments d'ordonnance étaient relativement abordables. Plusieurs d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'à défaut de bénéficier d'une couverture pour les médicaments d'ordonnance par le biais de leur assurance ou d'avantages sociaux, il pourrait devenir très difficile d'assumer le coût de ces médicaments, ce qui pourrait mettre en danger la vie des personnes atteintes d'une maladie chronique. À la question de savoir s'ils seraient en faveur d'un programme d'assurance médicaments universel en vertu duquel tous les Canadiens bénéficieraient d'une assurance pour leurs médicaments d'ordonnance, tous les participants ont répondu par l'affirmative. On estimait qu'en plus d'améliorer la santé et d'accroître le bien-être de l'ensemble des Canadiens, cette initiative



contribuerait de manière significative à améliorer la santé de nombreuses personnes à faible revenu éprouvant actuellement des difficultés à assumer le coût de leurs médicaments.

Aucun participant n'avait connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral dans le but d'instaurer un régime d'assurance médicaments national. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Le 29 février 2024, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi pour la mise en œuvre de la première phase d'un programme d'assurance médicaments national afin d'améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance et les rendre plus abordables pour un plus grand nombre de Canadiens.*

*Si le projet de loi est approuvé, le gouvernement entend collaborer avec les provinces et territoires afin de fournir une couverture universelle à payeur unique pour un certain nombre de moyens de contraception et de médicaments contre le diabète. Le gouvernement du Canada entend également créer un fonds pour aider les Canadiens à accéder aux fournitures dont les personnes atteintes de diabète ont besoin à la fois pour gérer et surveiller leur maladie et à administrer leurs médicaments, comme les seringues et les bandelettes de test de glycémie.*

Tous les participants ont positivement réagi à cette information, plusieurs d'entre eux se disant en faveur d'inclure les médicaments contre le diabète à la phase initiale de ce programme. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir des amis ou membres de leur famille atteints de diabète et étaient d'avis que ce programme aurait une incidence positive immédiate sur leur qualité de vie. Les participants ont exprimé des avis partagés concernant l'inclusion de médicaments contraceptifs dans cette phase. Bien que généralement favorables à ce que le gouvernement fédéral fournisse des produits contraceptifs, les participants estimaient qu'une plus grande priorité devait être accordée à l'inclusion d'autres médicaments d'importance vitale, et notamment de médicaments contre le cancer.

À la question de savoir s'ils cautionneraient une implication de la Saskatchewan dans ce programme national d'assurance médicaments, tous les participants ont indiqué qu'ils y seraient favorables et que cela aurait un impact positif sur l'ensemble des résidents de cette province. Lorsqu'on leur a demandé comment ils réagiraient si d'autres provinces et territoires adhéraient à ce programme et que la Saskatchewan n'y adhérait pas, bon nombre de participants ont indiqué qu'ils seraient déçus et ne voyaient pas pourquoi une province souhaiterait en être exclue. En discutant de ce que le gouvernement fédéral devrait garder à l'esprit en planifiant les prochaines étapes de ce programme national d'assurance médicaments, plusieurs participants estimaient que la principale priorité devrait consister à offrir une couverture pour les médicaments utilisés dans le traitement de maladies graves ou chroniques (telles que la sclérose en plaques et le cancer), ainsi que de maladies mentales (telles que la dépression et l'anxiété). Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait accorder une attention particulière au coût de ce programme et à la viabilité financière de cette initiative à long terme.

À la question de savoir s'ils étaient en faveur d'un programme d'assurance médicaments entièrement public ou d'une approche visant à « combler les lacunes » selon laquelle l'assurance publique couvrirait des domaines non pris en charge par une assurance ou des prestations privées, la plupart des participants se sont prononcés en faveur de cette dernière approche. On estimait que pour la



plupart des Canadiens, cette solution serait préférable, car elle leur permettrait de continuer à bénéficier de leur programme de prestations existant, tout en réduisant probablement les coûts liés au programme d'assurance médicaments dans l'intérêt des contribuables. Lorsqu'on leur a demandé quel serait, selon eux, l'impact d'un régime national d'assurance médicaments sur le système de santé au Canada, un certain nombre de participants s'attendaient à ce qu'il permette à un plus grand nombre de Canadiens d'avoir accès à des médicaments pour traiter préventivement des maladies avant qu'elles ne s'aggravent, réduisant ainsi la pression exercée sur les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous.

## Immigration (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, région de l'Estrie au Québec, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur l'immigration au Canada. À la question de savoir comment ils décriraient le système d'immigration canadien actuel, bon nombre de participants estimaient qu'il était actuellement mis à très rude épreuve. Plusieurs d'entre eux estimaient que le pays avait accueilli plus de personnes qu'il pouvait raisonnablement accueillir ces dernières années et que cela avait eu une incidence négative sur le coût de la vie et sur l'offre de logements abordables dans de nombreuses collectivités canadiennes. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le système d'immigration était beaucoup trop complexe et que davantage devait être fait pour rationaliser le processus et faire en sorte que leurs titres de compétences professionnels et diplômes d'études soient reconnus et qu'ils puissent occuper un emploi dans leur domaine de compétence. Certains d'entre eux estimaient également que le recrutement d'immigrants possédant des compétences recherchées, comme ceux possédant une expérience de travail dans des secteurs clés comme la santé et l'éducation, devait constituer une plus grande priorité. Plusieurs participantes du groupe composé de femmes arabes résidant à Toronto (ayant toutes déclaré s'être elles-mêmes soumises au processus d'immigration) se souvenaient avoir connu de longs temps d'attente et des difficultés à communiquer de manière efficace avec les représentants d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en raison de l'absence de services offerts dans des langues autres que l'anglais et le français.

En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les avantages d'accueillir de nouveaux immigrants au Canada, les participants ont énuméré toute une série d'effets bénéfiques. Plusieurs d'entre eux ont souligné ce qu'ils considéraient comme étant l'importance du rôle joué par les immigrants dans la résorption de pénuries de main-d'œuvre existantes, surtout au vu du nombre croissant de Canadiens qui, selon eux, prendront leur retraite dans les années à venir. D'autres ont mentionné l'enrichissement culturel qui découlait, selon eux, de la venue d'immigrants du monde entier et de la possibilité qui



était offerte à ces derniers de faire connaître leurs points de vue, leurs pratiques et leurs traditions à d'autres Canadiens.

On a demandé aux participants des groupes composés de résidents de la région de l'Estrie, au Québec et du nord de l'Ontario dans quelle mesure ils étaient d'accord avec l'énoncé suivant :

*« Le Canada doit accueillir un plus grand nombre de nouveaux immigrants afin de combler les pénuries de main-d'œuvre et favoriser la croissance de l'économie. »*

Cet énoncé a suscité des réactions contrastées chez les participants, qui étaient à peu près aussi nombreux à exprimer leur accord avec cette affirmation que ceux qui se disaient d'un autre avis. Sur le plan régional, les participants de la ville de Québec étaient plus nombreux à être d'accord avec l'énoncé que ceux de la région de l'Estrie et du nord de l'Ontario. De l'avis général, les participants se disant d'accord avec cet énoncé considéraient que les immigrants possédaient de nombreuses compétences dont l'économie canadienne pouvait immédiatement bénéficier, et ce même dans des secteurs aussi importants que ceux de la santé, de l'agriculture et de la construction. On était d'avis qu'une croissance démographique donnerait probablement lieu à une plus grande productivité économique et créerait à long terme des possibilités économiques accrues au profit de tous les Canadiens. Parmi ceux qui n'étaient pas d'accord avec l'énoncé, un certain nombre d'entre eux ont à nouveau exprimé des préoccupations quant à la capacité du Canada à accueillir un plus grand nombre d'immigrants dans les années à venir, et quant à l'impact qu'un taux d'immigration plus élevé pourrait avoir d'un point de vue économique, notamment en ce qui concerne le coût de la vie et l'abordabilité du logement. Quelques participants ont exprimé des réserves quant à la capacité des communautés canadiennes à intégrer un grand nombre de nouveaux arrivants et se demandaient si suffisamment de ressources éducatives et linguistiques seraient prévues pour soutenir ces personnes.

À la question de savoir quelles mesures devrait, à leur avis, prendre le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations, les participants de ces trois groupes ont fourni une série de suggestions diverses et variées. Au nombre de celles-ci figuraient la construction d'un plus grand nombre de logements abordables, la rationalisation du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, l'octroi de subventions pour l'éducation et la formation professionnelle des nouveaux immigrants cherchant à travailler dans des secteurs connaissant des pénuries de main-d'œuvre, ainsi que l'offre d'une formation linguistique et de soutiens sociaux aux immigrants dans le but de les aider à s'acclimater à leurs nouvelles communautés.

Il a été demandé aux participants de tous les groupes si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau. Dans l'ensemble, la plupart d'entre eux estimaient que le taux d'immigration actuel devait être maintenu, tandis qu'un plus petit nombre estimait qu'il devait soit être augmenté ou réduit. Parmi les participants qui étaient d'avis que ce taux devait demeurer le même, on estimait que le taux d'immigration actuel était gérable et qu'une réduction du nombre d'immigrants arrivant au Canada ne ferait qu'aggraver les pénuries de main-d'œuvre dans les années à venir. La plupart des participants estimant qu'une augmentation du taux d'immigration était nécessaire voyaient surtout des avantages économiques à telle mesure,



notamment en ce qui a trait à son potentiel de renforcement de la main-d'œuvre canadienne. Parmi ceux, moins nombreux, estimant qu'il fallait réduire le taux d'immigration au Canada, certains ont précisé que, bien qu'ils soient généralement favorables à l'immigration, ils estimaient qu'il fallait d'abord prendre des mesures pour accroître la capacité des infrastructures et des services existants.

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Edmonton et à Calgary se sont vu poser une question complémentaire à savoir si le gouvernement du Canada en faisait assez pour venir en aide aux immigrants nouvellement arrivés au Canada. La plupart d'entre eux estimaient qu'il n'avait pas fait preuve d'efficacité en ce sens, et qu'il fallait en faire beaucoup plus pour aider les immigrants à s'intégrer à leurs nouvelles collectivités. Plusieurs participants s'étant soumis au processus d'immigration ont témoigné de l'isolement et de la solitude qu'ils avaient connus et estimaient que des efforts devaient être déployés pour offrir davantage de programmes sociaux et d'outils de formation linguistique aux immigrants nouvellement arrivés afin qu'il leur soit plus facile de communiquer avec d'autres membres de leur collectivité. Un certain nombre d'entre eux ont également suggéré de fournir davantage de ressources éducatives aux nouveaux immigrants, notamment en ce qui concerne les options d'investissement uniques qui leur sont offertes au Canada, à savoir le compte d'épargne libre d'impôt (CÉLI) et le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP).

### **Reconnaissance des titres de compétences étrangers (membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton)**

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est se sont vu poser quelques questions complémentaires au sujet du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. À la question de savoir dans quelle mesure ils considéraient important, le cas échéant, que le gouvernement fédéral remédie aux problèmes relatifs à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, tous les participants s'accordaient à dire que cela constituait une priorité majeure. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*La reconnaissance des titres de compétences étrangers désigne le processus par lequel les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux déterminent qu'une licence ou un certificat obtenu à l'étranger répond aux normes en vigueur au Canada, afin qu'un particulier puisse occuper un emploi spécialisé. Les professions de médecin, de comptable ou d'électricien sont autant d'exemples d'emplois spécialisés.*

La quasi-totalité d'entre eux a déclaré s'être soit personnellement soumise au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers ou avoir un ami ou un membre de leur famille qui s'y était soumis. Si quelques-uns d'entre eux ont dit savoir que le gouvernement du Canada avait accéléré ce processus pour les nouveaux arrivants issus de certains pays, de l'avis général, le processus consistant à faire reconnaître ses titres de compétences professionnels ou ses diplômes d'études continuait de poser un problème de taille à bon nombre d'immigrants. En discutant des moyens supplémentaires que devrait prendre le gouvernement fédéral pour y remédier, les participants ont suggéré un ensemble de mesures. Au nombre de celles-ci : aider les immigrants à faire reconnaître leurs titres de compétences avant leur arrivée au Canada; accorder des subventions et fournir des



fonds afin que les nouveaux arrivants puissent obtenir les attestations nécessaires à l'obtention d'un emploi dans leur domaine de compétence; jumeler les nouveaux immigrants avec des mentors pouvant les aider à s'y retrouver tout au long de ce processus.

### **Travailleurs sans statut (région de l'Estrie au Québec, ville de Québec)**

Les participants de deux groupes ont entamé de brèves discussions au sujet des travailleurs sans statut au Canada. À la question de savoir s'ils connaissaient les termes « personne sans statut » ou « personne sans-papiers », la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux disant croire qu'ils désignaient principalement les personnes vivant au Canada sans documents légaux ou les personnes entrées au Canada par des voies non officielles. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Les personnes sans statut sont des particuliers vivant au Canada sans statut d'immigrant légal. Le terme « personne sans statut » peut désigner une personne dont le permis de travail, le permis d'études ou le visa a expiré, une personne ayant présenté une demande de statut de réfugié qui lui a été refusée, ou une personne entrée au Canada par des voies non officielles.*

*Les personnes sans statut légal sont souvent employées comme auxiliaires de vie ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, ou dans des secteurs comme ceux de la construction et de l'agriculture.*

Invités à fournir une estimation approximative du nombre de travailleurs sans statut vivant actuellement au Canada, les participants ont fourni des réponses allant de 10 000 à plus de 3 millions, la plupart d'entre eux estimant toutefois que ce nombre se situait entre 100 000 et 300 000. À la question de savoir s'ils considéraient que les travailleurs sans statut résidant au Canada devaient se voir offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative. Un grand nombre d'entre eux considéraient qu'étant donné que ces travailleurs se trouvaient déjà au Canada et qu'ils contribuaient déjà à la vie de leur communauté, il était important qu'ils puissent bénéficier des mêmes avantages et protections que tous les autres Canadiens. À la question de savoir s'il existait un argument économique justifiant d'offrir une voie d'accès à la résidence permanente ou à la citoyenneté aux travailleurs sans statut, surtout en sachant que de nombreuses personnes sans statut ne paient pas d'impôts sur le revenu, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi le très faible nombre de participants se disant d'un autre avis, on considérait que puisque les travailleurs sans statut n'avaient pas suivi les procédures d'immigration appropriées, il était injuste de leur offrir une voie d'accès à la citoyenneté, surtout au vu des longs délais d'attente auxquels font face ceux qui cherchent à immigrer au Canada par des voies officielles.

## Gains en capital (personnes âgées de 65 ans et plus, locataires résidant à Vancouver)

Les participants de deux groupes ont pris part à des discussions portant sur les modifications proposées par le gouvernement du Canada relatives à l'imposition des gains en capital. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de modifications proposées au système d'imposition des gains en capital, si presque tous les participants des groupes composés de personnes âgées résidant au Québec étaient au courant de ces modifications, les participants du groupe composé de locataires résidant à Vancouver étaient à peu près aussi nombreux à se souvenir d'en avoir entendu parler que ceux qui n'en avaient pas eu connaissance. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés suivant la vente ou l'achat de biens de valeur, comme des biens immobiliers, des actions et obligations, des fonds communs de placement, des métaux précieux, des œuvres d'art et objets de collection, des cryptomonnaies, des véhicules ainsi que des biens personnels, entre autres.*

*Au Canada, les gains en capital sont imposables. Toute personne qui vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût initial doit payer des impôts sur le gain en capital. Il convient de noter que la vente d'une résidence principale n'est pas assujettie à l'impôt sur les gains en capital; en d'autres termes, l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsqu'une personne possède plusieurs biens immobiliers et vend ceux qu'elle n'habite pas.*

*Le gouvernement du Canada propose de taxer davantage certains des Canadiens les plus fortunés en augmentant l'impôt sur les gains en capital supérieurs à 250 000 dollars. Le gouvernement estime que cette modification ne concernerait que 0,1 % des Canadiens chaque année.*

En réagissant à cette information, les participants du groupe composé de résidents de la ville de Québec ont émis des commentaires positifs, estimant qu'une taxation des Canadiens les plus fortunés constituerait un moyen efficace de générer des recettes pouvant servir à financer des programmes sociaux et qu'elle contribuerait à réduire la dette publique. Bon nombre des participants du groupe composé de locataires résidant à Vancouver ont exprimé des avis plus neutres ou se sont montrés incertains, plusieurs d'entre eux prévoyant que cette mesure ne les affecterait que très peu personnellement. Un petit nombre d'entre eux ont dit craindre que ces mesures gouvernementales puissent à l'avenir avoir une incidence négative sur les investissements et sur l'activité économique au Canada.

En discutant des personnes qui seraient, selon eux, les plus affectées par les modifications proposées, plusieurs participants résidant au Québec étaient d'avis qu'il s'agirait principalement de personnes de la classe moyenne et de personnes approchant de la retraite. Parmi ces participants, on estimait que ces populations consacraient généralement une grande partie de leur épargne à des investissements à long terme générant d'importants gains en capital et qu'elles pourraient par conséquent être assujetties à des impôts plus élevés lors de la vente éventuelle de ces placements. Les participants

résidant à Vancouver s'attendaient à ce que ces modifications concernent principalement les Canadiens les plus fortunés, estimant que la plupart des ménages ne réalisaient pas de gains en capital annuels supérieurs à 250 000 dollars. À la question de savoir s'ils pensaient que ces modifications constituaient un moyen efficace de générer des recettes à investir dans des programmes liés au logement, aux soins dentaires, à l'assurance médicaments, entre autres, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient cependant que toute recette supplémentaire perçue à la suite de ces modifications devrait avant tout être affectée au logement, qu'ils jugeaient actuellement de la plus haute priorité. À la question de savoir s'ils prévoyaient que ces modifications proposées les affectent personnellement, très peu de participants étaient d'avis qu'elles auraient une quelconque incidence.

Les participants se sont ensuite vu informer que le Canada avait mis en place ce que l'on appelle « l'exemption pour résidence principale » permettant aux Canadiens de ne pas payer d'impôt sur les gains en capital lors de la vente de leur résidence principale, ce qui signifie que l'impôt prélevé sur les gains en capital ne s'appliquerait qu'aux personnes possédant plusieurs biens immobiliers et vendant des propriétés qu'elles n'habitent pas. À la question de savoir si cela leur semblait équitable, tous ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont affirmé qu'épargner en vue d'acheter une propriété et rembourser un prêt hypothécaire au Canada exigeait des décennies de dur labeur et de sacrifices et n'étaient pas d'avis que la vente d'une première propriété devrait être imposable au même taux que d'autres investissements immobiliers.

## Sentiment du public (femmes arabes résidant à Toronto)

Les participantes du groupe composé de résidentes de Toronto membres de la diaspora arabe au Canada ont fait part de leurs points de vue sur la vie au Canada et sur la situation actuelle en matière de diversité, d'équité et d'inclusion. À la question de savoir ce qui les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, un certain nombre d'entre elles ont mentionné le fait de se sentir en sécurité au sein de leur collectivité ainsi que la liberté qu'elles ressentaient de pouvoir poursuivre leurs propres objectifs et passions. La plupart des participantes considéraient le Canada comme étant un pays pacifique dans lequel elles pouvaient s'attendre à subir beaucoup moins de discriminations que dans d'autres régions du monde. Au nombre des autres aspects positifs qu'elles ont mentionnés figuraient les aides financières et les prestations accordées par le gouvernement fédéral, y compris celles liées à des services essentiels, dont la garde d'enfants.

En discutant de ce qui les préoccupait concernant leur avenir au Canada, bon nombre d'entre elles ont mentionné le coût élevé de la vie, le nombre de logements abordables qu'elles jugeaient insuffisant ainsi que le transport en commun qui devenait, à leur avis, de moins en moins sécuritaire. Certaines d'entre elles se sont dit préoccupées par ce qu'elles considéraient comme étant une augmentation des taux de criminalité et de toxicomanie au sein de leurs collectivités. Un plus petit nombre d'entre elles ont exprimé des inquiétudes concernant le système d'éducation publique, estimant que certains



éléments du cursus enseigné aux élèves du primaire et du secondaire pouvaient être contraires à leurs valeurs personnelles et religieuses (notamment en ce qui concerne l'identité de genre et l'orientation sexuelle).

En décrivant la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, bon nombre de participantes ont exprimé des opinions partagées. Si plusieurs d'entre elles estimaient que, comparativement à la plupart des autres pays, la performance du Canada dans ces domaines avait été supérieure, on estimait qu'il y avait encore matière à amélioration. Un certain nombre d'entre elles avaient le sentiment que le niveau de soutien en faveur d'initiatives axées sur la diversité variait d'un bout à l'autre du pays, estimant que ces valeurs étaient davantage protégées et promues dans les grands centres urbains qu'au sein de communautés plus rurales.

## Effets du changement climatique

(Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique)

Les participants résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont tenu une discussion portant sur le changement climatique et les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour remédier à ses effets. À la question de savoir à quel point ils étaient préoccupés par d'éventuels effets du changement climatique, tous les participants étaient d'avis que ce dernier constituait une préoccupation majeure. Bon nombre d'entre eux ont évoqué ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation considérable des feux de forêt non maîtrisés partout au Canada au cours des dernières années, estimant qu'il s'agissait d'un effet déjà manifeste du changement climatique. D'autres participants avaient le sentiment que les régimes météorologiques étaient devenus beaucoup plus imprévisibles ces derniers temps, estimant que des phénomènes de chaleur et de sécheresse extrêmes avaient commencé à avoir une incidence négative sur la capacité des agriculteurs à produire des aliments. Les participants ont également mentionné d'autres préoccupations liées au changement climatique, dont la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, l'élévation du niveau de la mer, la disparition d'espèces ainsi que la destruction des divers écosystèmes canadiens.

Tous s'attendaient à ce que leurs collectivités courent un risque accru de subir les effets du changement climatique dans les décennies à venir. Plusieurs participants ont relaté que des feux de forêt avaient failli endommager leurs communautés ces dernières années, et que ce n'était qu'une question de temps avant qu'ils ne soient contraints de les évacuer. À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'efforts déployés par le gouvernement fédéral pour lutter contre les feux de forêt en Colombie-Britannique, aucun d'entre eux ne pouvait se souvenir d'initiatives précises. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*La démarche du gouvernement du Canada en matière de gestion des feux de forêt consiste à aider les communautés à se préparer, à fournir des renseignements par le biais d'une surveillance en temps réel et à offrir un soutien aux communautés et aux personnes affectées par les feux de forêt. En vertu du*



*budget 2024, le gouvernement du Canada s'est engagé à prendre plusieurs mesures supplémentaires pour venir en aide aux personnes affectées par les feux de forêt, à savoir :*

- *Doubler les crédits d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires en recherche et sauvetage, qui passeront de 3 000 dollars à 6 000 dollars en 2024, ce qui permettra aux pompiers volontaires d'économiser jusqu'à 450 dollars supplémentaires par année;*
- *Investir 800 000 dollars de plus pour renforcer la capacité de lutte contre les feux de forêt. Ce financement contribuera à élargir le programme de formation aux pompiers afin que ces derniers puissent lutter contre les feux de forêt affectant des zones urbaines. Ce financement s'ajoute aux fonds déjà alloués pour soutenir l'engagement du gouvernement fédéral à former 1 000 pompiers forestiers.*
- *Travailler en partenariat avec les Autochtones pour sauver des vies et mieux protéger les collectivités contre les feux de forêt en plus des mesures suivantes :*
  - *Investir plus de 145 millions de dollars pour aider les communautés des Premières Nations à se préparer à des situations d'urgence.*
  - *Investir 20,9 millions de dollars pour la prévention des feux de forêt dans des communautés autochtones.*
  - *Engager 9 millions de dollars pour venir en aide aux gouvernements autochtones directement touchés par les feux de forêt survenus dans les Territoires du Nord-Ouest en 2023.*

Les participants ont pour la plupart favorablement réagi à cette information et jugeaient particulièrement prometteuse l'initiative visant à former 1 000 pompiers supplémentaires pour lutter contre les feux de végétation. Quelques-uns d'entre eux se demandaient pourquoi des fonds étaient expressément réservés à des communautés et à des administrations autochtones, estimant qu'il n'y avait aucune raison que les niveaux d'intervention lors de feux de forêt diffèrent selon que ces derniers surviennent dans des communautés autochtones ou non autochtones. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement en faisait assez pour venir en aide aux collectivités affectées par des feux de forêt, un certain nombre de participants ont répondu par la négative. Plusieurs d'entre eux disaient souhaiter que le gouvernement du Canada veille plus activement à ce que les fonds publics destinés à prévenir et lutter contre les feux de forêt soient utilisés de manière plus efficace par les gouvernements provinciaux et territoriaux. À la question de savoir ce que pourrait encore faire le gouvernement fédéral à cet égard, les participants ont suggéré des mesures visant notamment à octroyer des fonds pour créer des services de pompiers rémunérés là où il n'existe actuellement que des services de pompiers volontaires, le recrutement d'un plus grand nombre de pompiers provenant d'autres provinces ou pays, ainsi que l'affectation d'investissements plus importants à la reconstruction de collectivités dévastées par des feux de forêt et autres phénomènes météorologiques extrêmes.

# Énergies et technologies propres

(Saskatchewan)

Les participants résidant en Saskatchewan ont fait part de leurs points de vue concernant les énergies et technologies propres ainsi que les investissements que le gouvernement fédéral avait récemment effectués dans ces domaines. Après s'être vu informer que dans le cadre des efforts qu'il déployait pour réduire les émissions, le gouvernement du Canada investissait dans des énergies et des technologies propres, on a demandé aux participants ce qui leur venait spontanément à l'esprit en pensant à ces dernières. Plusieurs d'entre eux ont mentionné les formes d'énergie renouvelable, dont l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'hydroélectricité tandis que d'autres ont mentionné les technologies vertes desquelles font partie les véhicules électriques (VE) et les scooters électriques. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait, selon eux, investir dans ces domaines, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le Canada était déjà reconnu mondialement par ses pairs à l'international en tant que figure de proue en matière de climat auprès de ses pairs à l'étranger et qu'il était important de maintenir cette réputation.

En discutant des potentiels avantages qu'il y avait à ce que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans des énergies et des technologies propres, plusieurs participants estimaient que cela contribuerait grandement à réduire les émissions et à atténuer les effets du changement climatique. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'un apport d'air plus pur contribuerait probablement à réduire la prévalence de problèmes respiratoires au sein de la population canadienne, ce qui permettrait d'alléger la pression exercée sur le système de soins de santé dans les années à l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils croyaient qu'une utilisation accrue d'électricité et de technologies propres augmenterait ou réduirait les risques de pannes de courant ou si ces risques demeureraient à peu près les mêmes, la plupart des participants étaient d'avis qu'ils seraient à peu près les mêmes. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant qu'une introduction graduelle de sources d'énergie propre dans le réseau électrique aurait probablement pour effet d'en renforcer la capacité globale, ce qui, ultimement, contribuerait à réduire le risque de pannes de courant.

En centrant leur discussion sur l'impact que pourrait avoir le développement du secteur de l'électricité propre sur les résidents de la Saskatchewan (incluant les travailleurs de la province), si quelques participants se disaient préoccupés par les pertes d'emplois qui pourraient en résulter dans le secteur du pétrole et du gaz, un plus grand nombre d'entre eux estimaient que, dans l'ensemble, ses retombées seraient positives. Selon ces participants, le fait d'investir dans la production d'énergie propre contribuerait à la création d'un grand nombre d'emplois bien rémunérés dans le secteur, ce qui serait généralement bénéfique pour l'économie de la province et augmenterait le bien-être financier de ses résidents. Quelques-uns d'entre eux s'attendaient également à ce qu'un accès accru à des énergies propres entraîne à l'avenir une diminution globale du coût de l'électricité et du chauffage au profit des ménages canadiens.

## Fabrication de véhicules électriques (région du Golden Horseshoe en Ontario)

Les participants d'un groupe composé de résidents de la région du Golden Horseshoe, en Ontario, ont pris part à une brève discussion portant sur la fabrication de véhicules électriques (VE). À la question de savoir si, pour ce qui est de venir en aide à l'industrie automobile, le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie, les participants ayant exprimé une opinion neutre ou s'étant montrés incertains étaient plus nombreux que ceux qui estimaient qu'il faisait fausse route. Aucun participant ne considérait que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie dans ce dossier. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures prises par le gouvernement fédéral en lien avec les véhicules électriques, plusieurs participants se souvenaient d'avoir entendu parler des récents investissements qu'il avait effectués conjointement avec le gouvernement ontarien et Honda Canada pour la fabrication de VE et de batteries de VE en Ontario. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Les gouvernements fédéral et ontarien ont récemment annoncé que Honda Canada investira 15 milliards de dollars dans le secteur des véhicules électriques en Ontario pour y construire quatre nouvelles usines de fabrication. Ces usines comprendront une nouvelle usine d'assemblage de véhicules électriques ainsi qu'une usine de fabrication de batteries. La nouvelle usine d'assemblage produira jusqu'à 240 000 véhicules par année. On estime que cet investissement créera directement et indirectement des milliers d'emplois dans plusieurs secteurs, notamment ceux de l'industrie manufacturière, de la construction, des fournisseurs de pièces automobiles, ainsi que de la recherche et du développement.*

La plupart des participants ont positivement réagi à cette information, estimant que ces investissements entraîneraient la création de nombreux emplois bien rémunérés dans la région, stimuleraient l'industrie automobile de la province et seraient bénéfiques pour l'environnement en raison d'une production accrue de technologies propres. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis que la réussite de ces investissements dépendrait de l'efficacité avec laquelle ils seraient mis en œuvre et de la mesure dans laquelle ils produiraient les nouveaux emplois et la stimulation économique escomptés. Quelques-uns d'entre eux ont toutefois exprimé des inquiétudes concernant les éventuels impacts environnementaux négatifs d'une production accrue de VE, en évoquant tout particulièrement les matières premières devant être extraites pour la fabrication de batteries de VE, ainsi que le problème que poserait, selon eux, le recyclage de ces batteries à la fin de leur durée de vie utile.



## Transport en commun (région du Golden Horseshoe, en Ontario)

Les participants résidant dans la région du Golden Horseshoe, en Ontario, ont tenu une discussion portant sur le rôle joué par le gouvernement fédéral dans la fourniture de réseaux de transport en commun aux Canadiens. Dans un premier temps, on a demandé aux participants si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, avoir pour priorité d'investir dans le transport en commun. Si la plupart d'entre eux estimaient que ce dernier constituait une priorité importante, plusieurs participants ont dit croire qu'il s'agissait avant tout d'une responsabilité relevant des provinces et des municipalités et n'étaient pas d'avis que le gouvernement fédéral doive directement s'impliquer dans ce secteur. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait accorder des fonds aux gouvernements provinciaux et municipaux en appui à des projets de transport en commun, mais n'étaient pas d'avis qu'il doive directement prendre part à la création, au développement ou à l'aménagement de ces réseaux.

Lorsqu'on leur a demandé de préciser les objectifs les plus importants que le gouvernement du Canada devrait se fixer en matière de transport en commun, bon nombre de participants estimaient qu'il devait avant tout veiller à ce que les réseaux de transport en commun canadiens soient respectueux de l'environnement et contribuent à la lutte contre le changement climatique. En discutant de mesures précises que pourrait prendre le gouvernement fédéral à cet égard, les participants ont suggéré de déployer des efforts pour électrifier les véhicules de transport en commun, aider les agences de transport en commun à effectuer la transition vers des sources d'énergie propres, et réduire les émissions de l'ensemble des réseaux de transport en commun à travers le Canada. Certains d'entre eux ont également suggéré que les subventions du gouvernement fédéral pour le transport en commun soient prioritairement accordées aux organismes ayant recours à des énergies propres ou dotés de parcs de véhicules électriques. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information au sujet du Fonds pour le transport en commun à zéro émission (FTCZE).

*Par l'intermédiaire du Fonds pour le transport en commun à zéro émission, le gouvernement du Canada investit 2,75 milliards de dollars en appui aux plans d'électrification des exploitants en soutenant l'achat d'autobus à zéro émission, de nouvelles bornes de recharge ainsi que la modernisation d'installations.*

Tous les participants ont positivement réagi à cette information, et bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ce soutien soit déterminant pour aider les municipalités à gérer les coûts élevés associés à la réduction ou à l'élimination des émissions de leurs réseaux de transport en commun. Plusieurs d'entre eux considéraient que, conditionnellement à l'obtention de ces fonds, tous les véhicules ou toutes les batteries achetés dans le cadre du programme devraient être fabriqués au Canada. Un petit nombre de participants étaient d'avis que cette initiative contribuerait à réduire le coût des titres de transport payés par les usagers, estimant qu'une transition vers des véhicules à zéro émission (VZE) contribuerait à réduire les coûts des organismes de transport en commun en leur évitant d'avoir à acheter du carburant pour leurs véhicules.

## Sécurité en ligne (jeunes utilisatrices intensives de médias sociaux résidant au Canada atlantique)

Les participantes d'un groupe composé de jeunes femmes du Canada atlantique s'étant identifiées comme utilisatrices intensives des médias sociaux ont pris part à une discussion portant sur la sécurité en ligne et les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour contrer la désinformation et la désinformation dans les espaces virtuels. Dans un premier temps, les participantes ont été invitées à indiquer quels étaient, selon elles, les impacts positifs d'Internet dans la société aujourd'hui. Une série de réponses ont été fournies, à savoir :

- Prise de contact avec proches et amis — bon nombre de participantes étaient d'avis qu'Internet avait permis de rester plus facilement en contact avec famille et amis partout dans le monde. De l'avis général, la facilitation des communications à l'échelle mondiale constituait l'un des impacts sociaux les plus positifs d'Internet.
- Accès à des communautés virtuelles et découverte de passions — plusieurs participantes estimaient qu'Internet avait permis à des utilisateurs d'accéder à diverses communautés virtuelles au sein desquelles il leur était possible d'échanger et de discuter de leurs intérêts et de leurs passe-temps. On considérait qu'Internet avait permis à de nombreuses personnes de découvrir et de s'adonner à de nouvelles passions par le biais de forums, de groupes et de sites Web;
- Sensibilisation aux enjeux mondiaux — certaines participantes estimaient qu'Internet avait contribué à enrichir les points de vue de ses utilisateurs en les exposant à des nouvelles et à des enjeux de partout dans le monde. Dans le même ordre d'idées, on considérait que grâce à Internet, il était davantage possible de s'impliquer dans des causes sociales en dehors de sa communauté locale, par le biais de campagnes et de discussions en ligne;
- Accès à des services de diffusion en continu informatifs — un certain nombre de participantes ont qualifié Internet d'importante source de contenus éducatifs, quelques-unes d'entre elles mentionnant le vaste choix de documentaires offert sur des plateformes de diffusion en continu comme YouTube, Netflix et Amazon Prime;
- Possibilité de travail à distance — certaines participantes estimaient qu'Internet avait procuré une plus grande souplesse à de nombreux travailleurs en permettant aux professionnels de travailler à domicile dans une bien plus large mesure comparativement aux générations précédentes.

Les participantes ont également énuméré un certain nombre de cas dans lesquels ils estimaient qu'Internet avait eu un impact négatif sur la société, à savoir :

- Impact sur les interactions sociales — bon nombre de participantes étaient d'avis que de plus en plus de personnes étaient devenues exagérément dépendantes de la technologie à cause d'Internet, ce qui avait eu pour effet de réduire les interactions en personne et de limiter les aptitudes sociales des adultes et des enfants;



- Effets sur les enfants — en lien avec ce qui a été dit précédemment, on estimait qu'Internet avait un effet néfaste sur les enfants, et en particulier sur ceux qui avaient franchi des étapes clés de leur développement durant la pandémie de COVID-19. Un certain nombre de participantes étaient d'avis que les enfants éprouvaient actuellement de plus en plus de difficultés à appliquer des compétences sociales et notamment à établir un contact visuel et à tenir une conversation, et estimaient que cela était en partie dû au fait qu'ils passaient plus de temps à se concentrer sur des jeux en ligne et des interactions numériques, au détriment de leur créativité naturelle et de leurs capacités imaginatives;
- Surcharge informationnelle — plusieurs participantes ont mentionné ce qu'elles qualifiaient de surinformation, estimant que, du fait de la prévalence de contenus négatifs sur Internet, la vie semblait plus accablante et plus chaotique depuis quelques années. D'aucunes étaient d'avis qu'une trop grande exposition à des nouvelles et à des contenus négatifs en ligne avait eu un impact sur leur santé mentale et les avaient empêchées de se consacrer à leur bien-être personnel. On estimait en outre qu'en raison de cette surcharge perçue d'informations négatives, la fréquence de conversations sérieuses et réfléchies en ligne avait diminué.
- Harcèlement en ligne et anonymat — un certain nombre de participantes estimaient qu'en permettant à des particuliers de cacher leur identité et de conserver leur anonymat, Internet avait favorisé l'apparition de comportements tels que le harcèlement et la diffusion d'opinions haineuses. On était d'avis qu'il s'agissait d'un problème de plus en plus préoccupant, et qu'en raison de l'anonymat des auteurs de ces comportements, cela devenait un problème de plus en plus préoccupant.

Toutes les participantes estimaient que les contenus préjudiciables en ligne posaient actuellement problème. À la question de savoir ce qui constituait un « contenu préjudiciable », la plupart des participantes considéraient que ce terme était quelque peu subjectif et que sa signification était fonction de la personne qui y était exposée. En guise d'exemples de contenus préjudiciables, les participantes ont mentionné les vidéos à contenu violent, les activités trompeuses comme la cyberimposture, et les fraudes numériques visant à soutirer de l'argent ou des renseignements personnels. Plusieurs d'entre elles se sont également dit préoccupées par les contenus élaborés dans le but de susciter des émotions extrêmes ou négatives, ou d'inciter les utilisateurs (et plus particulièrement les jeunes) à adopter des comportements ou à relever des défis hasardeux. Un certain nombre de participantes ont souligné l'importance de toujours connaître ses limites lorsqu'on est en ligne et de savoir reconnaître les cas dans lesquels on doit ignorer un contenu préjudiciable.

À la question de savoir si, à leur connaissance, des mesures de protection étaient actuellement en place pour assurer la sécurité numérique des Canadiens, bon nombre de participantes ont dit croire que des entreprises comme Google et Meta disposaient de filtres et de contrôles parentaux pour empêcher les enfants d'accéder à des contenus inappropriés. Bon nombre d'entre elles ont toutefois indiqué ne pas avoir très bon espoir que les mesures déjà en place contribuent à réduire l'exposition des Canadiens à des contenus préjudiciables. Plusieurs d'entre elles ont mentionné ce qu'elles considéraient comme étant des incohérences concernant la modération des contenus sur différentes plateformes et dans différentes administrations et ont mis en exergue des cas où des contenus signalés, notamment des cas de maltraitance d'enfants et d'animaux, sont demeurés en ligne en raison



de décisions subjectives prises par les modérateurs de plateformes. Lorsqu'on leur a demandé si les plateformes numériques devaient être tenues responsables de la publication de tels contenus, toutes les participantes ont répondu par l'affirmative. On estimait qu'en tant qu'entreprises à but lucratif, les plateformes numériques devraient être tenues d'assumer une part de responsabilité concernant cet aspect de leurs services, surtout en ce qui a trait à l'impact de ces contenus sur le profil social et psychologique des enfants et à l'exposition de ces derniers à des contenus destinés à leur exploitation.

Quant à savoir si elles estimaient que le gouvernement devait tenir les plateformes numériques responsables de la gestion des contenus préjudiciables, un grand nombre de participantes ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que la réglementation des contenus auxquels avaient accès les Canadiens relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral et qu'il devait incomber à ce dernier, plutôt qu'aux plateformes numériques, d'établir les normes et règlements se rapportant aux contenus préjudiciables. Si elles étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait une responsabilité à cet égard, un certain nombre de participantes estimaient que cette question devait être abordée avec prudence afin de veiller à ce que la réglementation des contenus en ligne n'ait pas pour effet de limiter de façon excessive la liberté d'expression des Canadiens sur Internet.

Aucune participante n'avait connaissance de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement du Canada concernant les plateformes numériques et les contenus préjudiciables. Lorsqu'on leur a expressément demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la *Loi sur les préjudices en ligne* aucune participante n'avait de souvenir précis à ce sujet. Afin de faciliter la discussion, les participantes se sont vu remettre l'information suivante :

*Le gouvernement du Canada a présenté une législation visant à garantir que les plateformes numériques, en particulier les services de médias sociaux, les services de diffusion en direct ainsi que les services de contenu pour adultes téléchargés par des utilisateurs, soient responsables de modérer les contenus préjudiciables. Cette législation s'articule autour de cinq principaux éléments constitutifs :*

- *Veiller à ce que les plateformes numériques réduisent l'exposition à sept types de contenus préjudiciables en ligne;*
- *Modifier le Code pénal pour mieux lutter contre la propagande haineuse et les crimes haineux;*
- *Modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne pour permettre aux citoyens de porter plainte contre ceux qui publient des propos haineux en ligne.*
- *Resserrer les lois visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle;*
- *Créer une nouvelle commission de la sécurité numérique chargée de faire respecter les règles et de responsabiliser les plateformes numériques.*

*Il est à noter que les nouvelles règles ne s'appliqueraient pas aux services de messagerie privée et cryptée (par exemple, WhatsApp, Signal, Telegram, etc.).*

Les participantes ont exprimé des réactions diverses à cette information, un plus grand nombre d'entre elles exprimant des opinions plus neutres que celles qui y étaient favorables. Parmi le plus petit nombre de participantes ayant exprimé des avis plus favorables, on estimait que les mesures prises par



Le gouvernement du Canada étaient les bonnes et qu'à condition d'être correctement mises en œuvre, elles contribueraient grandement à contrer la cyberintimidation. Bon nombre de participantes ayant exprimé des avis plus neutres se demandaient s'il serait possible de surveiller une telle quantité de contenus. Dans cette optique, quelques-unes d'entre elles ont suggéré la création d'un ministère distinct chargé de surveiller chaque élément constitutif.

Toutes les participantes étaient d'avis qu'avant que cette législation ne soit promulguée, le gouvernement fédéral devrait fournir une définition claire et précise de ce qui est considéré comme contenu préjudiciable. Plusieurs d'entre elles se demandaient comment ces mesures seraient mises en œuvre, compte tenu du fait que la plupart des plateformes opèrent à l'échelle mondiale et ne relèvent pas de la seule compétence du gouvernement fédéral. Des inquiétudes ont également été soulevées au sujet des services permettant le téléversement de contenus pour adultes par les utilisateurs et de l'éventuel impact négatif que ces restrictions pourraient avoir en limitant la capacité des diffuseurs de contenus à percevoir des revenus sur ces plateformes. Certaines participantes se demandaient en outre comment faire appliquer le principe de responsabilisation dans des cas de harcèlement impliquant des personnes résidant à l'extérieur du Canada.

Les participantes se sont ensuite vu fournir de l'information complémentaire au sujet d'éléments précis de la *Loi sur les préjudices en ligne*, à savoir :

*Les plateformes numériques seraient tenues de retirer les contenus suivants dans les 24 heures :*

- *Contenus représentant la victimisation sexuelle d'enfants ou perpétuant la victimisation de survivants et survivantes;*
- *Contenus intimes communiqués de façon non consensuelle.*

*Les plateformes seraient également tenues de réduire l'exposition à sept types de contenu préjudiciable :*

- *Contenus fomentant la haine;*
- *Contenus incitant à l'extrémisme violent ou au terrorisme;*
- *Contenus incitant à la violence;*
- *Contenus visant à intimider un enfant;*
- *Contenus poussant un enfant à se porter préjudice.*

En se concentrant sur les deux premiers points (concernant les contenus que l'on serait tenu de supprimer dans les 24 heures), il a été demandé aux participantes s'il s'agissait, selon elles, d'une exigence que le gouvernement fédéral devrait imposer aux plateformes numériques. Toutes appuyaient fermement ces mesures et bon nombre d'entre elles estimaient que des mesures de ce genre auraient déjà dû être instaurées depuis plusieurs années. Lorsqu'on leur a demandé si elles avaient des questions concernant ces aspects de la législation, quelques-unes d'entre elles se demandaient si les contenus dénoncés seraient simplement supprimés ou s'ils exposeraient leurs auteurs à d'autres mesures et notamment à des amendes et à des sanctions. Plusieurs d'entre elles se demandaient à quoi s'exposeraient les utilisateurs omettant de supprimer des contenus préjudiciables,



et comment les plateformes numériques s’y prendraient pour empêcher des utilisateurs de téléverser à nouveau des contenus ayant précédemment été supprimés. Quant à savoir si elles s’attendaient à ce que cette législation contribue de manière efficace à assurer la sécurité numérique des Canadiens, la plupart d’entre elles estimaient que ce serait le cas et plusieurs d’entre elles étaient d’avis qu’elle s’avérerait particulièrement utile pour ce qui est de protéger la sécurité en ligne des enfants.

En discutant des cinq catégories de contenus préjudiciables que les entreprises de médias sociaux seraient tenues de limiter sur leurs plateformes, il a été demandé aux participantes si, à leur avis, ces domaines étaient bien ceux sur lesquels devait se concentrer le gouvernement du Canada. Si toutes estimaient qu’il s’agissait de domaines importants, plusieurs d’entre elles étaient d’avis que dans le cadre de cette législation, les termes « violence » et « haine » devraient être plus clairement définis. Certaines d’entre elles étaient d’avis que cette approche était trop générale et qu’une explication plus précise de ce que « réduire l’exposition » impliquait était nécessaire. Lorsqu’on leur a demandé s’il y avait d’autres types de contenus préjudiciables qui devaient, selon elles, être pris en compte, un certain nombre de participantes estimaient qu’il fallait davantage s’attacher à réduire la prévalence d’escroqueries et de fraudes en ligne.

Les participantes se sont ensuite vu fournir les détails supplémentaires suivants concernant cette exigence proposée selon laquelle les plateformes numériques seraient tenues de réduire l’exposition à des contenus préjudiciables :

*Les règlements proposés visent essentiellement à s’assurer que les plateformes numériques évaluent le risque d’exposition à des contenus préjudiciable pour ensuite adopter des mesures visant à réduire ce risque.*

*À titre d’exemple, les plateformes numériques seraient tenues de fournir aux utilisateurs des directives et des outils leur permettant de signaler tout contenu préjudiciable et de bloquer d’autres utilisateurs. Les plateformes seraient également tenues de mettre en place un point de contact interne pour l’obtention de marches à suivre et le dépôt de plaintes.*

*Elles seraient en outre tenues de labelliser les contenus préjudiciables dont elles ont des raisons de penser qu’ils sont créés et amplifiés au moyen de communications automatisées par des programmes informatiques (par exemple, des robots).*

Si toutes les participantes estimaient qu’il s’agissait de mesures importantes que se devait de prendre le gouvernement fédéral, plusieurs d’entre elles ont dit croire que ces mesures visaient davantage à fournir des moyens de signaler et de bloquer des contenus en ligne que des moyens de les supprimer complètement. Un certain nombre d’entre elles ont fait remarquer que ces directives semblaient assez similaires à celles déjà émises par les plateformes numériques et qu’elles étaient rarement appliquées comme telles.

En se focalisant plus précisément sur la protection des enfants contre les contenus préjudiciables en ligne, les participantes se sont vu fournir l’information suivante :

*Les plateformes numériques seraient également tenues de concevoir des produits et des fonctionnalités prenant en compte les intérêts des enfants. À titre d'exemple :*

- *Concevoir des fonctionnalités pour limiter l'exposition à des contenus préjudiciables, notamment à des contenus sexuellement explicites, intimidants ou incitant à se porter préjudice;*
- *Inclure des paramètres de contrôle parental et de recherche sécuritaire afin que certains types de contenu soient inaccessibles lors d'une recherche.*
- *Concevoir des fonctionnalités limitant le défilement et la lecture automatique dans l'intérêt des enfants.*
- *Interdire aux utilisateurs adultes d'envoyer des messages à des enfants ne faisant pas partie de leur réseau.*

En faisant part de leurs commentaires, si la plupart des participantes estimaient que cette approche était appropriée, quelques-unes d'entre elles se sont dit préoccupées par le fait que certaines mesures, dont les contrôles parentaux et les paramètres de recherche sécuritaire, étaient déjà en place sur la plupart des plateformes et qu'elles s'étaient pour la plupart avérées inefficaces. Un petit nombre d'entre elles se sont également dit préoccupées par le fait qu'il soit possible pour des utilisateurs adultes de se créer de faux profils pour contourner les mesures les empêchant d'adresser des messages à des enfants ne faisant pas partie de leur réseau. Malgré ces préoccupations, la plupart d'entre elles estimaient que cette approche constituait un pas dans la bonne direction. En discutant de mesures supplémentaires qui pourraient être prises, bon nombre de participantes estimaient qu'une sensibilisation accrue à ces problèmes devait être intégrée au programme d'enseignement de la maternelle à la douzième année. Certaines d'entre elles ont en outre fait valoir que, compte tenu du fait que les parents étaient les principaux responsables de la sécurité de leurs enfants, une sensibilisation accrue des parents serait également bénéfique. À la question de savoir si ces mesures auraient une incidence majeure, mineure ou si elle n'aurait aucun impact sur la sécurité en ligne et si elles contribueraient à réduire le nombre de contenus préjudiciables auxquels sont exposés les Canadiens, la plupart d'entre elles s'attendaient à ce qu'elles n'aient qu'une incidence mineure. Quelques-uns d'entre elles estimaient que la limitation des contenus préjudiciables en ligne progresse de manière significative, la plupart des plateformes devraient procéder à une réévaluation complète des moyens par lesquels les utilisateurs sont autorisés à partager des contenus et à interagir avec des contenus.

Les participantes se sont vu informer que cette législation mènerait également à la création d'une Commission de la sécurité numérique qui serait chargée de faire appliquer ces règlements et de tenir les plateformes responsables de la suppression de contenus préjudiciables publiés par leurs utilisateurs. La plupart d'entre elles étaient d'avis que la création de cette Commission de la sécurité numérique ne contribuerait en rien à réduire la quantité de contenus préjudiciables en ligne et qu'il serait impossible pour un organisme de réglementation de surveiller tout le réseau Internet. Plusieurs participantes ont également dit être préoccupées par l'éventualité que des préjugés individuels de la part de personnes travaillant pour cette Commission aient un impact injuste sur les types de contenus qui seraient jugés préjudiciables dans le cadre de cette législation. Pour faciliter la conversation, les



participantes se sont vu fournir l'information suivante concernant la définition du discours haineux en vertu de cette législation :

*Tout contenu d'une communication exprimant de la détestation ou diffamatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en se fondant sur un motif de distinction illicite (soit la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, l'état matrimonial, la situation de famille, les caractéristiques génétiques, le handicap ou la condamnation pour un crime pour lequel la personne accusée a obtenu un pardon ou dont le casier judiciaire a été suspendu).*

*Pour constituer une pratique discriminatoire, le discours haineux doit être communiqué de manière à fomentier l'aversion ou la diffamation d'une personne ou d'un groupe*

*Un discours n'entrerait pas dans la définition du discours haineux simplement parce qu'il exprime de l'aversion ou du dédain, ou parce qu'il discrédite, humilie, blesse ou offense.*

À la question de savoir si, à leur avis, cette définition était claire, les participantes ont fourni diverses réponses, la plupart estimant toutefois qu'elle manquait de clarté. Plusieurs participantes ont exprimé des préoccupations quant à l'ambiguïté potentielle de cette définition, en rappelant la nature subjective de ce qui est considéré comme étant un « discours haineux ». Un certain nombre d'entre elles estimaient qu'entre l'expression d'un dédain ou d'une aversion et un discours haineux, la distinction était subtile. Quelques-unes d'entre elles remettaient en question le fait d'inclure à cette définition les casiers judiciaires ayant fait l'objet d'un pardon, estimant que cela pourrait avoir des conséquences négatives pour ceux qui échangeraient de l'information factuelle concernant des particuliers. À la question de savoir si le gouvernement devrait inclure le discours haineux dans cette législation, toutes les participantes ont répondu par l'affirmative. Quelques-unes d'entre elles estimaient toutefois que, si personne ne devait être la cible de propos haineux, il était important que les Canadiens puissent continuer à s'exprimer librement en ligne et que, pour que cette législation soit efficace, des définitions plus claires de ce qui constitue un discours haineux devaient être établies.

## Mise à l'essai de concepts créés pour les aliments supplémentés (nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg)

Les participants de trois groupes ont fait part de leurs points de vue concernant des concepts élaborés par le gouvernement du Canada dans le but de mettre en exergue de l'information relative aux aliments supplémentés. Avant de se voir présenter les concepts, les participants se sont vu poser une série de questions concernant leur degré de familiarisation avec les aliments supplémentés ainsi que leurs habitudes sanitaires et alimentaires. Seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré être familiarisés

avec les suppléments et les aliments supplémentés. Les participants ayant déclaré être familiarisés avec les compléments alimentaires étaient à peu près aussi nombreux à déclarer prendre des complexes vitaminés ou des compléments minéraux que ceux qui ne l'étaient pas. À la question de savoir s'il leur arrivait de consommer des boissons énergisantes caféinées, les participants ayant répondu par l'affirmative étaient légèrement moins nombreux que ceux qui évitaient d'en consommer. Si la plupart d'entre eux ont indiqué faire de l'exercice au moins une fois par semaine, seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré prendre des suppléments avant ou après leur séance d'entraînement.

Les participants se sont vu présenter deux concepts, l'un après l'autre, puis côte à côte, et expliquer que ces messages s'adressaient tout particulièrement aux adultes de plus de 51 ans, aux étudiants ainsi qu'aux personnes physiquement actives. Les messages suivants ont été présentés aux participants de tous les groupes :

 **Healthy Canadians** 

Do you use supplements and supplemented foods when working out? It might not be a good idea to mix them if they have the same ingredients.

Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box.

Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as caffeine, and rest easy after your next training session.

[canada.ca/SupplementedFoods](http://canada.ca/SupplementedFoods)



CANADA.CA/HEALTH 

 **Healthy Canadians** 

Do you take multivitamin or mineral supplements? You may have to adjust your intake if you consume supplemented foods as well.

Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box on the back or side of the product.

Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as vitamin A or potassium.

[canada.ca/SupplementedFoods](http://canada.ca/SupplementedFoods)



CANADA.CA/HEALTH 

**Canadiens en santé**

Prenez-vous des suppléments ou des aliments supplémentés quand vous vous entraînez ? S'ils contiennent les mêmes ingrédients, ce pourrait être une mauvaise idée de les prendre ensemble.

De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit apparaître sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde.

Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex. caféine). Vous aurez ainsi l'esprit en paix après votre prochaine séance d'entraînement.

[Canada.ca/AlimentsSupplementes](http://Canada.ca/AlimentsSupplementes)



**Canadiens en santé**

Prenez-vous des suppléments de multivitamines ou de minéraux? Vous pourriez devoir modifier la quantité que vous prenez si vous consommez aussi des aliments supplémentés.

De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit apparaître sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde sur le côté ou au dos du produit.

Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex. vitamine A, potassium).

[Canada.ca/AlimentsSupplementes](http://Canada.ca/AlimentsSupplementes)



Les images ci-dessus sont des concepts de messages pour média social du gouvernement du Canada. La première série de messages est rédigée en anglais tandis que la deuxième est rédigée en français.

Les deux messages en anglais proviennent du compte certifié « Healthy Canadians ». Sous le nom d'utilisateur figurent plusieurs paragraphes de texte se lisant comme suit : "Do you use supplements and supplemented foods when working out? It might not be a good idea to mix them if they have the same ingredients. Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box. Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as caffeine, and rest easy after your next training session". Sous le texte figure le lien suivant : « [canada.ca/SupplementedFoods](http://canada.ca/SupplementedFoods) ». À la droite du lien se trouve l'image d'une boisson en canette à côté d'une personne attachant une chaussure de course. Une bulle grise rattachée à la canette contient le texte suivant : « READ THE LABEL ». Au bas du message figure une bannière bleue à la droite de laquelle figure le logo du gouvernement du Canada et « CANADA.CA/HEALTH » à gauche.

La version française de l'image est d'apparence identique. L'image provient du compte « Canadiens en santé », et le texte se lit comme suit : « Prenez-vous des suppléments ou des aliments supplémentés quand vous vous entraînez? S'ils contiennent les mêmes ingrédients, ce pourrait être une mauvaise idée de les prendre ensemble. De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit apparaître sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde. Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex., caféine). Vous aurez ainsi l'esprit en paix après votre prochaine séance d'entraînement » « [canada.ca/AlimentsSupplementes](http://canada.ca/AlimentsSupplementes) ». La bulle contient le texte suivant : « LISEZ L'ÉTIQUETTE ».

L'image de droite provient du même compte, associé au même lien. Le texte anglais est le suivant : "Do you take multivitamin or mineral supplements? You may have to adjust your intake if you consume supplemented foods as well. Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box on the back or side of the product. Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as vitamin A or potassium." Au bas figure une image contenant une bouteille en plastique contenant un liquide clair, sur fond jaune. La bouteille comporte une étiquette noire et blanche agrandie dans le but de mettre en évidence un point d'exclamation suivant les mots « Supplémenté/Supplementé » et « Santé Canada/Health Canada ». Sous l'étiquette figure une légende qui se lit comme suit : "Learn more about the new caution identifier on some supplemented foods". Au bas de l'image figure la même bannière bleue dans laquelle apparaissent le logo et l'adresse du site Web.



La version française de ce concept est identique. Le texte se lit comme suit : « Prenez-vous des complexes vitaminés ou des suppléments de minéraux? Vous pourriez devoir modifier la quantité que vous prenez si vous consommez aussi des aliments supplémentés. De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit figurer sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde sur le côté ou au dos du produit. Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex., vitamine A, potassium). » La légende figurant sous l'étiquette se lit comme suit : « Apprenez-en plus au sujet de nouvel identifiant de mise en garde sur certains aliments supplémentés ».

Ces concepts ont suscité des réactions mitigées de la part des participants. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur surprise concernant l'information présentée et estimaient important que le public soit informé. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir été davantage attirés par le second message qu'ils percevaient comme étant moins ciblé sur des groupes précis et s'adressant davantage au grand public. Toutefois, peu de participants considéraient ces deux concepts très accrocheurs, certains d'entre eux estimant que le concept de la boisson énergisante s'apparentait davantage à une publicité qu'à un message à caractère informatif de la part du gouvernement du Canada.

À la question de savoir ce qui leur plaisait à propos de ces concepts, bon nombre d'entre eux ont loué le fait qu'ils comportaient un lien vers de plus amples renseignements, estimant qu'il était important d'inclure ce lien pour ceux qui souhaitaient en apprendre davantage à ce sujet. Plusieurs d'entre eux ont positivement réagi au contenu traitant des minéraux et des ingrédients supplémentaires, estimant qu'il s'agissait de nouveaux renseignements susceptibles d'intéresser un grand nombre de Canadiens. En discutant des améliorations pouvant être apportées à ces concepts, plusieurs participants étaient d'avis que ces messages pourraient davantage se démarquer et capter l'attention du lecteur, tandis que d'autres considéraient que ces renseignements devraient également être diffusés sur d'autres plateformes (p. ex., à la télévision, à la radio et dans des espaces physiques) afin d'atteindre un plus grand nombre de personnes.

À la question expresse de savoir s'ils remarqueraient ces messages, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui s'attendaient à ce que ces messages attirent leur attention, un certain nombre de participants ont mentionné comme facteur important pouvant les inciter à y porter attention le fait que les informations proviennent du gouvernement du Canada. Pour ceux qui estimaient que ces concepts gagneraient à être plus attrayants visuellement, les participants ont suggéré de modifier la présentation des renseignements, notamment en segmentant les textes longs avec des puces et en utilisant un langage plus concis afin de rendre les messages plus succincts et plus faciles à assimiler. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que ces concepts gagneraient à être accompagnés d'images plus attractives et dynamiques. Lorsqu'on leur a demandé si la vue de ces messages les inciterait à faire quoi que soit, plusieurs participants ont indiqué qu'ils cliqueraient probablement sur le lien pour obtenir de plus amples renseignements. Quelques-uns d'entre eux ont déclaré que ces messages leur plairaient et qu'ils transmettraient de vive voix l'information concernant les vitamines et les minéraux à d'autres, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils seraient prêts à publier ces messages sur les médias sociaux afin de renseigner d'autres personnes de leur entourage au sujet des aliments supplémentés. De l'avis général, les messages véhiculés par ces concepts étaient clairs, un certain nombre de participants réaffirmant leur étonnement quant aux conséquences négatives potentielles liées à la consommation d'aliments supplémentés.



Les participants se sont ensuite vu présenter la série de messages médiatiques supplémentaires suivants qui pourraient éventuellement accompagner les images qui leur avaient été montrées précédemment :

*Consommez-vous du café, du chocolat ou des boissons énergisantes caféinées lorsque vous étudiez? Ces aliments contiennent tous de la caféine et il y a une limite recommandée pour la quantité que vous pouvez consommer par jour.*

*Les aliments supplémentés portent de nouvelles étiquettes et certains d'entre eux, comme les boissons énergisantes caféinées, doivent porter un identifiant de mise en garde sur le devant; cela indique qu'il faut chercher l'encadré de mises en garde.*

*Lisez l'encadré de mises en garde pour connaître la limite de portions que vous pouvez consommer par jour et concentrez-vous sur votre sujet lors de votre prochaine séance d'étude tard la nuit.*

*Êtes-vous un professionnel de la santé travaillant avec des personnes âgées? Si vos clients ou patients prennent des complexes vitaminés ou des suppléments de minéraux, ils devraient être informés des nouvelles étiquettes de mise en garde sur les aliments supplémentés qui peuvent s'appliquer à eux.*

*Les aliments supplémentés portent de nouvelles étiquettes et certains d'entre eux doivent porter un identifiant de mise en garde sur le devant; cela indique qu'il faut chercher l'encadré de mises en garde au dos ou sur le côté du produit.*

*Dites à vos patients de rechercher l'identifiant de mise en garde et de lire l'encadré de mises en garde pour savoir s'ils doivent éviter de consommer les deux produits ensemble s'ils contiennent les mêmes ingrédients dans certaines quantités.*

*Si vous travaillez avec des sportifs de loisirs, il est important d'être renseigné au sujet des aliments supplémentés. Il se pourrait que vos clients et patients consomment des suppléments et des aliments supplémentés lorsqu'ils s'entraînent. Ces deux types de produits ne devraient pas être consommés ensemble s'ils contiennent les mêmes ingrédients dans certaines quantités.*

*Les aliments supplémentés portent de nouvelles étiquettes et certains d'entre eux doivent porter un identifiant de mise en garde sur le devant du produit; cela indique qu'il faut chercher l'encadré de mises en garde au dos ou sur le côté du produit.*

*Dites à vos clients de rechercher l'identifiant de mise en garde et de lire l'encadré de mises en garde pour savoir s'ils doivent éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients, comme la caféine. Ils auront ainsi l'esprit en paix après leur prochaine séance d'entraînement.*



Bon nombre de participants ont rappelé l'importance que revêtaient ces messages, plusieurs d'entre eux louant le fait que certains de ces messages étaient destinés à différents groupes. Ces participants estimaient que compte tenu de l'hétérogénéité de la population canadienne, un ensemble de modes et d'approches de communication divers serait nécessaire pour que ces renseignements trouvent écho. Certains d'entre eux ont suggéré de condenser l'information contenue dans ces énoncés afin que les utilisateurs de médias sociaux habitués à consommer de petites portions de contenu à la fois puissent plus facilement les assimiler. À la question de savoir si quelque chose ressortait en particulier, les participants ont mentionné une série d'éléments, à savoir :

- Le mot « nutrition »;
- Le contenu concernant la caféine et le chocolat;
- Le contenu destiné à des adultes plus âgés;
- Les étiquettes de mise en garde.

Si la plupart des participants se sont dit satisfaits du contenu des messages supplémentaires, un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par la formulation relative à la consommation de café qu'ils ont qualifiée de négative, tandis que quelques-uns d'entre eux se demandaient qui étaient les personnes désignées par le terme « sportif de loisir ».

## Défis pour les collectivités (Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, région de l'Estrie au Québec, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton)

Les participants de trois groupes, composés de personnes résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, dans la région de l'Estrie, au Québec, ainsi qu'à Calgary et à Edmonton ont pris part à des discussions portant sur leurs collectivités locales. Invités à énumérer les principaux enjeux auxquels étaient confrontées leurs collectivités et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité, les participants de tous les groupes ont mentionné des préoccupations relatives au logement, aux soins de santé et au coût de la vie.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant le gouvernement fédéral et les infrastructures dans leur région, peu de participants se souvenaient de quoi que ce soit à ce sujet. Parmi ceux qui avaient connaissance d'informations à ce sujet, certains participants résidant à Calgary et à Edmonton considéraient que le gouvernement fédéral avait aidé à financer la construction d'un train reliant les deux villes, tandis que certains participants du Secteur de l'intérieur de la C.-B. avaient le sentiment qu'il avait octroyé des fonds pour construire un plus grand nombre de nouveaux logements dans leurs régions respectives. Si un certain nombre d'entre eux étaient au courant de projets récents visant à améliorer des infrastructures locales (routes, ponts et écoles), la plupart des participants n'étaient pas certains de savoir si ces projets avaient été financés



par le gouvernement. En discutant des types de projets d'infrastructure qui seraient les plus essentiels dans leur région, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage devait être fait pour étendre les services de transport en commun dans leurs régions. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre qu'il fallait en faire plus pour augmenter le nombre de voies piétonnières et de pistes cyclables au sein de leurs collectivités, créer un plus grand nombre d'espaces publics, dont des parcs, des jardins communautaires et des terrains de sport et fournir des ressources supplémentaires en matière de soins de santé aux résidents et notamment aux hôpitaux, aux cliniques sans rendez-vous et aux établissements de soins de longue durée.

En décrivant les secteurs d'activité et les industries qu'ils considéraient comme étant les plus essentiels à leurs collectivités, les participants ont fourni un ensemble de réponses diverses et variées. Ceux qui résidaient à Calgary et à Edmonton estimaient que les industries et secteurs les plus essentiels dans leurs régions étaient ceux du pétrole et du gaz, de la construction et de la fabrication de machinerie ainsi que des soins de santé, tandis que les participants de la région de l'Estrie ont mentionné l'industrie minière, l'agriculture, la production d'énergies, l'éducation et le tourisme comme constituant des moteurs économiques essentiels à leur collectivité. Les participants du groupe basé dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont mentionné l'exploitation forestière, la foresterie, le tourisme, l'agriculture et l'hôtellerie comme autant de secteurs et industries essentiels à leur région. À la question de savoir quels étaient les secteurs requérant, à leur avis, plus d'aide que d'autres, les participants du Secteur de l'intérieur de la C.-B. ont mentionné la chasse (en raison de la réglementation sur les armes à feu) et le tourisme (en raison de la pénurie en matière d'hébergement). Les participants de la région de l'Estrie, au Québec, ont indiqué que les centres pour personnes âgées, le logement, l'agriculture et les organismes communautaires constituaient autant d'entités nécessitant une aide plus importante, tandis que ceux de Calgary et d'Edmonton estimaient que davantage devait être fait pour venir en aide aux secteurs de la santé et de l'éducation.

Les participants de tous les groupes étaient d'avis que les pénuries de main-d'œuvre constituaient un enjeu au sein de leurs collectivités. Invités à énumérer les secteurs et industries qui, à leur avis, avaient été les plus affectés par ces pénuries, les participants ont mentionné l'agriculture, la garde d'enfants, la restauration et l'hôtellerie, ainsi que l'industrie de la construction. En discutant des facteurs ayant, à leur avis, concouru aux pénuries de main-d'œuvre constatées au sein de leurs collectivités respectives, bon nombre d'entre eux estimaient que, dans de nombreux cas, les employeurs n'offraient pas un salaire de subsistance à leurs employés et que, par conséquent, les emplois proposés n'avaient aucun attrait pour d'éventuels travailleurs. Un certain nombre d'entre eux avaient en outre le sentiment que les emplois offerts étaient soit, pour la plupart, à temps partiel ou saisonniers et qu'aucun des emplois à temps plein que recherchés par la plupart des gens n'étaient offerts. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient d'autres solutions à proposer pour combler les pénuries de main-d'œuvre, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage de mesures devraient être prises pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers d'immigrants récents afin de leur permettre de travailler plus rapidement dans leur domaine de compétence. On estimait par ailleurs qu'il fallait davantage se tourner vers des générations moins jeunes, notamment vers les personnes âgées, pour pourvoir des postes vacants et offrir davantage de possibilités de stages aux étudiants afin de les aider à acquérir une expérience significative en milieu de travail et à se familiariser avec des parcours de carrière susceptibles de les intéresser.

# Annexes

## Annexe A - Questionnaires de recrutement

## Questionnaire de recrutement en français

### Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – juin 2024 Groupes en français

#### Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GRUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRAT EUR
5	12 juin	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Estrie	Population générale	MP
8	19 juin	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Québec	Aînés, 65 ans et plus	MP
11	26 juin	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Ville de Québec	Population générale	MP

#### Questionnaire de recrutement

##### INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

##### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**



Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui     **CONTINUER**  
Non     **REMERCIER ET CONCLURE**

#### **QUESTIONS DE SÉLECTION**

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Un magazine ou un journal	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Un parti politique	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Non, aucune de ces réponses	<b>CONTINUER</b>

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui     **REMERCIER ET CONCLURE**  
Non     **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais   **REMERCIER ET CONCLURE**  
Français **CONTINUER**  
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**  
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Estrie	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):</p> <p>Sherbrooke, Granby, Bromont, Coaticook, Windsor, Lac-Brome, Magog, Farnham, Cowansville, Cookshire-Eaton</p> <p><b>ASSURER UN BON MÉLANGE. PAS PLUS DE TROIS PERSONNES QUI VIENNENT DE SHERBROOKE.</b></p>	<b>CONTINUER – GROUPE 5</b>
Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) :</p> <p>Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe</p> <p><b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</b></p>	<b>CONTINUER – GROUPE 8</b>
Ville de Québec	<p>Ville de Québec.</p> <p><b>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LEDIT CENTRE.</b></p>	<b>CONTINUER – GROUPE 11</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre		<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 27 ans	<b>SI GROUPE B – REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES GROUPES – CONTINUER</b>
28 à 43 ans	
43 à 54 ans	
55 ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
65 ans ou plus	
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**GROUPE B SERA CONSTITUÉ DE CEUX QUI ONT 65 ANS OU PLUS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.**

6. Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale? **ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN** : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	<b>CONTINUER</b>
Locataire	<b>CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Habitant au domicile parentale	<b>CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Autre, veuillez préciser :	<b>CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

- 6a. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	<b>CONTINUER</b>
Appartement	<b>CONTINUER</b>
Maison unifamiliale	<b>CONTINUER</b>
Maison en rangée	<b>CONTINUER</b>
Autre, veuillez préciser : _____	<b>CONTINUER</b>

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».



8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2           **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5           **CONTINUER**

9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit  
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui           **CONTINUER**  
Non           **CONTINUER**

11. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2           **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5           **CONTINUER**

12. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?  
**CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

13. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui           **CONTINUER**  
Non           **PASSER À LA Q.17**

14. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois   **REMERCIER ET CONCLURE**  
À plus de six mois   **CONTINUER**



15. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

- 0 à 4 groupes      **CONTINUER**  
5 groupes ou plus      **REMERCIER ET CONCLURE**

16. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

**TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

#### **CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES**

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

17. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	<b>CONTINUER</b>
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	<b>CONTINUER</b>
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	<b>CONTINUER</b>
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	<b>CONTINUER</b>
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	<b>CONTINUER</b>
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	<b>CONTINUER</b>
150 000 \$ ou plus	<b>CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> : Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

#### **ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.**

18. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
- Chinois
- Noir
- Latino-américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
- Coréen ou japonais
- Autochtone
- Autre groupe racial ou culturel (préciser)

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

#### **ASSURER UN BON MÉLANGE.**



19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

- École primaire
- Études secondaires partielles
- Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
- Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
- Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
- Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- Baccalauréat
- Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

20. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

**ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.**

21. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	<b>TOUS LES GROUPES - CONTINUER</b>
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	



À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.**

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui            **CONTINUER À L'INVITATION**  
Non            **REMERCIER ET CONCLUREE**

#### **INVITATION**

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui            **CONTINUER**  
Non            **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse courriel :**

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.



THE  
**STRATEGIC  
COUNSEL**

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

**Questionnaire de recrutement en anglais**

**Privy Council Office  
Recruiting Script – June 2024  
English Groups**

**Recruitment Specifications Summary**

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (ET)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, June 4 <sup>th</sup>	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (ET)	Golden Horseshoe	General Population	DN
2	Wed, June 5 <sup>th</sup>	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Saskatchewan	General Population	MP
3	Thurs, June 6 <sup>th</sup>	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	Young Women, Aged 18-34 Heavier Media Users	DN
4	Tues, June 11 <sup>th</sup>	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Calgary & Edmonton	Southeast Asian Diaspora	TBW
6	Thurs, June 13 <sup>th</sup>	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	British Columbia Interior	General Population	TBW
7	Tues, June 18 <sup>th</sup>	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (ET)	Toronto	Arab Women, Aged 35-54	DN
9	Thurs, June 20 <sup>th</sup>	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Vancouver	Renters	TBW
10	Tues, June 25 <sup>th</sup>	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (ET)	Northern Ontario	General Population	TBW
12	Thurs, June 27 <sup>th</sup>	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 PM (CDT)	Winnipeg	Indigenous Peoples	DN



## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**  
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**  
No **THANK AND END**

### SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	<b>THANK AND END</b>
A marketing, branding, or advertising agency	<b>THANK AND END</b>
A magazine or newspaper	<b>THANK AND END</b>
A federal/provincial/territorial government department or agency	<b>THANK AND END</b>
A political party	<b>THANK AND END</b>
In public/media relations	<b>THANK AND END</b>
In radio/television	<b>THANK AND END</b>

No, none of the above

**CONTINUE**

**1a. IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**  
No **CONTINUE**

**2.** In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Golden Horseshoe	<p>Cities and regions include (but are not limited to):</p> <p>Toronto, Hamilton, St. Catherine's-Niagara, Oshawa, Kitchener, Cambridge, Waterloo, Barrie, Guelph, Brantford, Peterborough, Kawartha lakes</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 1</b>
Saskatchewan	<p>Cities/regions include (but are not limited to):</p> <p>Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, Lloydminster</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 2</b>
Atlantic Canada	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p><u>Newfoundland</u>: St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise</p> <p><u>Nova Scotia</u>: Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro</p> <p><u>New Brunswick</u>: Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John</p> <p><u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Charlottetown Region</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 3</b>
Calgary & Edmonton	<p>Cities include:</p> <p>Calgary &amp; Edmonton</p>	<b>CONTINUE – GROUP 4</b>

	<b>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTRES PROPER.</b>	
British Columbia Interior	Cities include (but are not limited to):  Kamloops, Vernon, Kelowna, Penticton, Peachland Nelson, Cranbrook, Golden, Revelstoke, Prince George, Williams Lake, Fort St. John  <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 6</b>
Toronto	Cities include:  Toronto  <b>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTRE PROPER.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 7</b>
Vancouver	Cities include:  Vancouver  <b>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTRE PROPER.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 9</b>
Northern Ontario	Cities include (but are not limited to):  Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins, Kenora, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Dryden  <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 10</b>
Winnipeg	Cities include:  Winnipeg  <b>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN ABOVE NOTED CITY PROPER.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 12</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer		<b>THANK AND END</b>

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>

Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>
---------------------------------	----------------------

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-34	<b>IF GROUP 7 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE</b>
35-54	<b>IF GROUP 3 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE</b>
55-64	<b>IF GROUP 3 OR GROUP 7 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE</b>
65+	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 3 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-34. GROUP 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 35-54.**

4. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be South East Asian?

Yes **CONTINUE TO Q4a.**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Where did you and/or your family immigrate from?

Brunei	<b>CONTINUE</b>
Cambodia	
Timor-Leste (East Timor)	
Indonesia	
Laos	
Malaysia	
Myanmar (Burma)	
Philippines	
Singapore	
Thailand	
Vietnam	
Other, please specify: _____	<b>THANK AND END</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	

**ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.**



5. **ASK IF ONLY GROUP 3 and GROUP 7** How would you identify your gender?

Female	<b>CONTINUE</b>
Male	<b>THANK AND END</b>
Other	

**GROUP 3 AND GROUP 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE WHO SAY "FEMALE".**

6. **ASK IF ONLY GROUP 7** Do you consider your primary cultural, regional, or ethnic heritage to be Arab?

Yes **CONTINUE TO Q6a.**

No **THANK AND END**

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

- 6a. **ASK IF ONLY GROUP 7** Where did you and/or your family emigrate from?

Algeria	<b>CONTINUE</b>
Bahrain	
Comoros	
Djibouti	
Egypt	
Iraq	
Jordan	
Kuwait	
Lebanon	
Libia	
Mauritius	
Morocco	
Oman	
Palestine	
Qatar	
Saudi Arabia	
Somalia	
Sudan	
Tunisia	
Syria	
United Arab Emirates	
Yemen	
Israel	
Other, please specify: _____	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.**



7. ASK ONLY IF **GROUP 7** and **GROUP 4** Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE TO Q7a.**

No **CONTINUE TO Q7a.**

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. ASK ONLY IF **GROUP 7** and **GROUP 4** How many years have you lived in Canada?

Fewer than 5 years	<b>CONTINUE</b>
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more	
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE BORN IN CANADA AND THOSE WHO BORN OUTSIDE OF CANADA, IF POSSIBLE.**

8. ASK ONLY IF **GROUP 3** What kind of media do you consume the most?

1. News (Online news, websites, applications, televised news, print news, radio)
2. Social media (Facebook, Instagram, X (formerly Twitter), Threads, TikTok, Snapchat, YouTube, other)
3. Television/film
4. Print media (Books, journals, magazines, newspapers)
5. Radio/podcasts

**ENSURE A GOOD MIX.**

8a. ASK IF ONLY **GROUP 3** Which of the following statements describe your relationship with media (including all those mentioned above: news, social media, television, print media, and radio)?

1. I regularly view media multiple times a day and I often interact with content by liking, commenting, or sharing **CONTINUE TO Q8b.**
2. I regularly view media multiple times a day and I occasionally interact with content by liking, commenting, or sharing **CONTINUE TO Q8b.**
3. I regularly view media multiple times a day, but rarely or never like, comment, or share content **CONTINUE TO Q8b.**
4. I view media once or twice a day **THANK AND END**
5. I don't consume media **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

8b. ASK ONLY IF **GROUP 3** How much time would you say you spend consuming media everyday?

1. I usually spend more than 4 hours a day consuming media **CONTINUE**
2. I usually spend between 3-4 hours a day consuming media **CONTINUE**
3. I usually spend between 1-2 hours a day consuming media **THANK AND END**

4. I usually spend less than 1 hour a day consuming media **THANK AND END**

9. **ASK ONLY IF GROUP 12** Do you identify as Indigenous?

- Yes **CONTINUE TO Q9a.**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

9a. **ASK ONLY IF GROUP 12** Do you identify as...?

- First Nations **CONTINUE**  
 Métis **CONTINUE**  
 Inuit **CONTINUE**  
 None of the above **THANK AND END**

10. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	<b>CONTINUE</b>
Rent	<b>CONTINUE – GROUP 9</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Living at home	<b>CONTINUE</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Other, please specify:	
<b>VOLUNTEERED</b> Don't know/not sure	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.**

10a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

- Condo **CONTINUE**  
 Apartment **CONTINUE**  
 Single family home **CONTINUE**  
 Townhome **CONTINUE**  
 Other, please specify: \_\_\_\_\_ **CONTINUE**

**ENSURE A GOOD MIX.**

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

- Yes **CONTINUE**  
 No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

- 1-2 **THANK AND END**  
 3-5 **CONTINUE**



- 13.** As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet  
Participant has a computer/webcam

- 14. ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes      **CONTINUE**  
No        **CONTINUE**

- 15. ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2      **THANK AND END**  
3-5      **CONTINUE**

- 16. ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

- 17.** Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes      **CONTINUE**  
No        **SKIP TO Q.21**

- 18.** How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago    **THANK AND END**  
More than 6 months ago    **CONTINUE**

- 19.** How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups                  **CONTINUE**  
5 or more groups        **THANK AND END**

- 20.** On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?



**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION**

**ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

**21.** What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

**22. ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services

Finance & Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises

Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction

Other Services (except Public Administration)

Professional, Scientific and Technical Services

Public Administration

Real Estate and Rental and Leasing

Retail Trade

Transportation and Warehousing

Utilities

Wholesale Trade

Unemployed

Full Time Student  
Retired  
Other, please specify: \_\_\_\_\_

**ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.**

- 23. ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2023? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	<b>CONTINUE</b>
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.**

- 24. ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 4 AND GROUP 7** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian  
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)  
Chinese  
Black  
Latin American  
Filipino  
Arab  
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)  
Korean or Japanese  
Indigenous  
Other (specify)

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

- 25. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	<b>CONTINUE</b>
Female	<b>CONTINUE</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.**



26. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION ON NEXT PAGE**

No **THANK AND END**

#### **INVITATION**

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

**Name:**

**Telephone Number:**

**E-mail Address:**

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_ **/DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

## Annexe B – Guides de discussion

## Guide du modérateur en français

### GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAÎTRE 2024 JUIN

#### **INTRODUCTION (10 minutes)** Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

#### **LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ/[CONSOMMATION DE NOUVELLES] (5 à 15 minutes)** Tous les lieux

- **Tous les lieux** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
  - **Saskatchewan** Où avez-vous entendu, lu ou vu cette information?
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** Et au sujet des relations internationales?
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Quelles nouvelles avez-vous récemment vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet des investissements du gouvernement du Canada en matière de recherche et d'innovation ou de recherche de pointe?

#### **AFFICHER À L'ÉCRAN :** Région du Golden Horseshoe en Ontario

Le gouvernement du Canada a annoncé l'octroi de plus de 800 millions de dollars en appui à 24 organismes. Les fonds leur ont été alloués à l'issue d'un nouveau processus concurrentiel transparent et fondé sur le mérite, qui avait été étayé des conseils d'un comité d'experts indépendant.

Ces 24 organismes couvrent l'ensemble du paysage scientifique et de la recherche canadien et apportent une riche contribution dans un éventail de domaines cruciaux, dont :

- La recherche et l'élaboration de solutions en matière de soins de santé;
- La promotion d'innovations dans le domaine du vieillissement et de la santé du cerveau;
- Le soutien à l'inclusion des Autochtones et à leurs activités de recherche;
- La lutte contre le changement climatique;
- Le soutien à la science et à la recherche dans l'Arctique;

- Le développement de technologies émergentes comme l’informatique quantique et l’intelligence artificielle;
- La promotion de l’enseignement des sciences, de la technologie, de l’ingénierie et des mathématiques aux jeunes;
- L’offre de possibilités d’apprentissage et de formation aux étudiants de niveau postsecondaire.
- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Quelles sont vos réactions à cet investissement? Quels impacts pourrait-il avoir?
- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Diriez-vous que dans l’ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu’il s’agit d’investir dans la recherche et l’innovation? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique** Combien de temps passez-vous généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités?
- **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique, membres de la diaspora d’Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, Femmes arabes résidant à Toronto, Personnes âgées résidant au Québec** Quelles sont vos principales sources d’actualités? (p. ex. nouvelles télévisées, radio, médias sociaux, amis ou famille)
  - **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique** Y a-t-il certaines sources d’actualités qui sont plus fiables et d’autres qui le sont moins?
  - **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique** SI OUI : Lesquelles?
  - **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique** SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Combien d’entre vous consultent les médias sociaux pour obtenir des nouvelles d’actualité?
    - **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique** Certaines plateformes sont-elles plus crédibles ou dignes de confiance que d’autres en ce qui a trait aux actualités? Pourquoi?
    - **Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 ans du Canada atlantique** Lesquelles de ces plateformes trouvez-vous plus crédibles et lesquelles trouvez-vous moins crédibles?
  - **Membres de la diaspora d’Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Vous arrive-t-il de rechercher des nouvelles d’actualité dans une langue autre que l’anglais?
  - **Membres de la diaspora d’Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Consultez-vous des sources spécialisées pour obtenir de l’information destinée au public d’Asie du Sud-Est?

- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** SI OUI : Lesquelles?
  - **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** SI OUI : À quelle fréquence consultez-vous ces sources?
  - **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Y a-t-il des sources d'informations auxquelles vous faites plus confiance que d'autres? Pourquoi dites-vous cela?
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** Obtenez-vous principalement des nouvelles en anglais ou dans une autre langue?
    - **Femmes arabes résidant à Toronto** SI UNE AUTRE LANGUE : En quelle(s) langue(s)?
    - **Femmes arabes résidant à Toronto** À quelle fréquence vous tournez-vous vers des sources en d'autres langues?
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** Obtenez-vous principalement des nouvelles des médias canadiens ou des médias d'un autre pays?
    - **Femmes arabes résidant à Toronto** SI UN AUTRE PAYS : Quel(s) pays?
    - **Femmes arabes résidant à Toronto** À quelle fréquence vous tournez-vous vers les médias d'un autre pays?
  - **Personnes âgées résidant au Québec** Comment évalueriez-vous votre niveau de confiance dans les sources de nouvelles que vous utilisez?
  - **Personnes âgées résidant au Québec** Comment faites-vous pour décider si une source de nouvelles est digne de confiance ou non?
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Si vous cherchiez des nouvelles du gouvernement fédéral, vers quelle source vous tourneriez-vous en premier? Pourquoi?
- **Estrie** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de quoi que ce soit en lien avec le gouvernement du Canada et les soins dentaires?
  - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Quelles sont vos réactions?
    - **Estrie** Avez-vous des préoccupations à ce sujet?
- **Personnes âgées résidant au Québec** Si vous étiez à la recherche d'actualités au sujet du gouvernement du Canada, où espéreriez-vous trouver ces informations? Pourquoi?
  - **Personnes âgées résidant au Québec** Vous arrive-t-il de vous tourner vers des sources du gouvernement du Canada pour obtenir des nouvelles ou de l'information? Pourquoi ou pourquoi pas?

**PERFORMANCE ET PRIORITÉS/COÛT DE LA VIE (10 à 35 minutes)** **Région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton,**



Estrie, secteur de l'intérieur de la C.-B., femmes arabes résidant à Toronto, personnes âgées résidant au Québec, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg

Membres de la diaspora sud-asiatique de Calgary et d'Edmonton, locataires résidant à Vancouver, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Québec J'aimerais maintenant que nous nous concentrons sur le gouvernement du Canada en général...

- Région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, Estrie, secteur de l'intérieur de la C.-B. À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?
  - Saskatchewan SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du logement?
    - Saskatchewan Quels sont les principaux enjeux liés à la hausse du coût de la vie que devrait prioriser le gouvernement fédéral?
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, Estrie, secteur de l'intérieur de la C.-B., femmes arabes résidant à Toronto, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, Saskatchewan, membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, Estrie, secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, femmes arabes résidant à Toronto, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg Qu'est-ce que le gouvernement du Canada doit améliorer? Pourquoi dites-vous cela?
- Saskatchewan Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du récent travail effectué par le gouvernement du Canada en matière de logement?
  - Saskatchewan AU BESOIN : Qu'en est-il de la situation du logement? Qu'en est-il du prix des produits d'épicerie?
- Saskatchewan Diriez-vous que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne ou la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de faire face à la hausse du coût de la vie? Pourquoi dites-vous cela?
- Saskatchewan SI AUCUNE MENTION N'EST FAITE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS COMME PRIORITÉ, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Et les télécommunications? Quelle priorité le gouvernement du

Canada devrait-il accorder à la prise en charge des coûts des services de téléphonie mobile et des services Internet à domicile?

- **Saskatchewan** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet du travail accompli par le gouvernement du Canada pour rendre les services de télécommunications plus abordables? Qu'en pensez-vous?
- **Saskatchewan** Quel impact les services de télécommunications ont-ils, le cas échéant, sur le coût de la vie?
- **Saskatchewan** SI AUCUNE MENTION N'EST FAITE DE L'AGRICULTURE COMME PRIORITÉ, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Et l'agriculture? Dans quelle mesure le secteur de l'agriculture doit-il constituer une priorité pour le gouvernement du Canada?
- **Saskatchewan** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet du travail accompli par le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes auxquels est confronté le secteur de l'agriculture? Qu'en pensez-vous?
- **Saskatchewan** Quelle est l'ampleur de l'impact du changement climatique sur l'agriculture?
  - **Saskatchewan** SI IMPACT IL Y A : L'impact du changement climatique sur l'agriculture a-t-il également des répercussions sur le coût de la vie? Si oui, quelle est l'ampleur de ces répercussions?
- **Saskatchewan** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu sur le travail accompli par le gouvernement du Canada pour faire face à la hausse du coût de la vie? Qu'en pensez-vous?
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Outre les enjeux propres à vote collectivité, quelles sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Quels sont, selon vous, les principaux enjeux auxquels les Canadiens d'origine sud-asiatique sont confrontés et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
  - **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il, dans l'ensemble, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?

- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
  
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Et en matière de relations internationales, plus particulièrement avec l'Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, etc.)? Est-ce un enjeu que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité? Pourquoi ou pourquoi pas?
  
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** En matière de gestion des relations internationales, plus particulièrement avec l'Asie du Sud-Est, diriez-vous que, dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
  
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour renforcer ses liens avec des pays d'Asie du Sud-Est?
  - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?
  
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** En matière de gestion des relations internationales, plus particulièrement avec l'Asie du Sud-Est, diriez-vous que, dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
  - Y a-t-il, selon vous, de meilleurs moyens pour le gouvernement de nouer un dialogue avec les Canadiens et Canadiennes originaires de l'Asie du Sud-Est?
  
- Femmes arabes résidant à Toronto** Et maintenant, au sujet des Canadiens d'origine arabe plus particulièrement...
  
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux qui affectent les Canadiens d'origine arabe et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
  - Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers?
  - Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers?
  - En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il globalement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?

- SI MAUVAISE VOIE: Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie?
  
- **Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton** En matière de gestion des relations internationales, plus particulièrement avec des pays à majorité arabe, diriez-vous que, de manière générale, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
  
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et de ses relations avec des pays à majorité arabe?
  - SI OUI: Qu'avez-vous entendu?
  
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Pour ce qui est de nouer des relations avec les Canadiens d'origine arabe, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
  
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Quels sont les meilleurs moyens pour le gouvernement fédéral de nouer le dialogue avec les Canadiens d'origine arabe?
  
- **Personnes âgées résidant au Québec** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels sont confrontés les personnes âgées au travail et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?
  
- **Personnes âgées résidant au Québec** Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie?
  - Direz-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
  
- **Personnes âgées résidant au Québec** Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite?
  
- **Personnes âgées résidant au Québec** Dans quelle mesure les programmes gouvernementaux tels que la Sécurité de la vieillesse (SV) et Le Supplément de revenu garanti (SRG) sont-ils importants, le cas échéant, pour ce qui est de rendre votre vie plus abordable? Dans quelle mesure ces programmes vous sont-ils familiers?

- **Personnes âgées résidant au Québec** Êtes-vous au courant d'un quelconque travail effectué par le gouvernement du Canada en lien avec l'un ou l'autre de ces programmes?

**Personnes âgées résidant au Québec ÉCLAIRCISSEMENTS :** Les prestations de la SV et du SRG sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie. Les prestations de la SV et du SRG sont revues en janvier, avril, juillet et octobre.

- **Personnes âgées résidant au Québec** Que pensez-vous de cela? Y a-t-il des informations que vous ignoriez avant aujourd'hui?

**Personnes âgées résidant au Québec** Au cours des dernières années, certains changements ont été apportés à ces programmes. Nous allons maintenant en passer un en revue.

**Personnes âgées résidant au Québec AFFICHER A L'ÉCRAN** À compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse.

- **Personnes âgées résidant au Québec** Que pensez-vous de cela?
- **Personnes âgées résidant au Québec** Ce changement a-t-il un quelconque impact sur vous?
  - SI OUI: Lequel?
- **Personnes âgées résidant au Québec** Lorsqu'il s'agit de nouer un dialogue avec les personnes âgées, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
  - Y a-t-il, selon vous, de meilleurs moyens pour le gouvernement de nouer un dialogue avec les personnes âgées?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels les Autochtones sont confrontés et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
  - Et avec les Autochtones vivant à Winnipeg?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** À votre avis, le gouvernement du Canada a-t-il priorisé la réconciliation?
  - SI OUI : Diriez-vous que la réconciliation a constitué une priorité mineure ou majeure?



- **Autochtones résidant à Winnipeg** Quels domaines devrait, selon vous, prioriser le gouvernement du Canada pour faire progresser la réconciliation? Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** Comment mesureriez-vous les progrès réalisés en matière de réconciliation?
  - Y a-t-il des mesures ou des résultats précis qui témoigneraient des progrès accomplis? Si oui, quels sont-ils?
    - SI OUI: Quels sont-ils?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** Avez-vous des conseils à donner au gouvernement fédéral pour l'aider à nouer un dialogue avec les populations autochtones vivant en région urbaine et à répondre à leurs besoins?

#### **VÉHICULES ÉLECTRIQUES (20 minutes) Région du Golden Horseshoe en Ontario**

- SI AUCUNE MENTION N'À ÉTÉ FAITE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE CI-DESSUS, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Et pour ce qui est de venir en aide à l'industrie automobile? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
- SI L'INDUSTRIE AUTOMOBILE A ÉTÉ MENTIONNÉE CI-DESSUS EN TANT QU'ENJEU PRIORITAIRE, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'industrie automobile?
- Pouvez-vous citer quelques exemples de mesures prises par le gouvernement fédéral pour venir en aide à l'industrie automobile? Que pensez-vous de cela?
- AU BESOIN : Quelqu'un parmi vous a-t-il récemment entendu parler de nouvelles concernant le gouvernement du Canada et les véhicules électriques?

#### **AFFICHER A L'ÉCRAN :**

Les gouvernements fédéral et ontarien ont récemment annoncé qu'Honda Canada investira 15 milliards de dollars dans le secteur des véhicules électriques en Ontario pour construire quatre nouvelles usines de fabrication dans la province. Ces usines comprendront une nouvelle usine d'assemblage de véhicules électriques et une usine de fabrication de batteries. La nouvelle usine d'assemblage produira jusqu'à 240 000 véhicules par année. On estime que cet investissement créera directement et indirectement des milliers d'emplois dans plusieurs secteurs, notamment dans ceux de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'industrie des fournisseurs de pièces automobiles, ainsi que de la recherche et du développement.

- Quelles sont vos réactions à cela? Quel seront, selon vous, les impacts de cet investissement?
  - En quoi cet investissement impactera-t-il, selon vous, l'économie ontarienne?
    - AU BESOIN : Et en matière de création d'emplois? Pensez-vous que la création d'emplois dans les nouvelles usines de Honda puisse directement ou indirectement vous impacter, ou impacter une personne que vous connaissez, ou avoir un impact au sein de votre collectivité?
    - SI NON : Pensez-vous que cela puisse vous impacter, impacter quelqu'un que vous connaissez, ou impacter votre communauté d'une quelque autre façon?
      - SI OUI : De quelle façon?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant cet investissement?

### **TRANSPORT PUBLIC (20 minutes) Région du Golden Horseshoe en Ontario**

J'aimerais maintenant que nous nous concentrons sur le transport en commun...

- SI AUCUNE MENTION N'A PRÉCÉDEMMENT ÉTÉ FAITE DU TRANSPORT EN COMMUN, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Tous les participants estimaient que cela devait constituer une priorité absolue du gouvernement du Canada.
- À qui revient principalement la responsabilité du transport en commun?
  - Quelle est l'importance du rôle du gouvernement en ce qui a trait au financement du transport en commun?
    - Quelqu'un se souvient-il d'avoir vu, lu ou entendu que le gouvernement du Canada investissait dans un quelconque projet de transport en commun?
  - En matière d'investissements dans les transports publics, quels sont les principaux objectifs que devrait s'efforcer d'atteindre le gouvernement du Canada?
    - DEMANDER : Devrait-il faire en sorte que le transport en commun soit plus fiable, plus abordable ou plus écoénergétique? Faire autre chose?
    - Dans quelle mesure les investissements destinés à l'électrification du transport en commun sont-ils importants? En quoi l'électrification des réseaux de transport en commun vous impacterait-elle personnellement?

DEMANDER : Par l'intermédiaire du Fonds pour le transport en commun à zéro émission, le gouvernement du Canada investit 2,75 milliards de dollars en appui aux plans d'électrification des exploitants en soutenant l'achat d'autobus à zéro émission, de nouvelles bornes de recharge ainsi

que la modernisation d'installations.

- Quelles sont vos réactions à cette information? S'agit-il d'une mesure que devrait prendre le gouvernement du Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?

**LOGEMENT (40 minutes)** Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario, Autochtones résidant à Winnipeg

**Locataires résidant à Vancouver** Lorsqu'on vous a recruté pour ce groupe de discussion, vous avez indiqué être locataire des lieux que vous habitez. Je demanderais à présent à chacun de vous de bien vouloir me confirmer rapidement, en levant la main, que c'est toujours le cas.

**Région du Golden Horseshoe en Ontario, nord de l'Ontario** J'aimerais maintenant parler du logement...

**Autochtones résidant à Winnipeg** J'aimerais maintenant changer de sujet pour aborder la question du logement...

- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Avant aujourd'hui, quelqu'un parmi vous avait-il entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de remédier au problème de l'accessibilité et de la disponibilité des logements?
  - **Région du Golden Horseshoe en Ontario** SI OUI : Qu'avez-vous entendu?
- **Nord de l'Ontario** Qui ici est locataire? Et qui est propriétaire? [À MAIN LEVÉE POUR CHACUNE DES QUESTIONS]
- **Locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario** Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité? Et la situation en matière de location plus précisément?
  - **Locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario** Quels sont les défis les plus importants en matière de location au sein de votre collectivité? DEMANDER AU BESOIN : Abordabilité, qualité, offre.
    - **Locataires résidant à Vancouver** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et la densité? Quelqu'un parmi vous craint-il que sa collectivité ne devienne trop densément peuplée? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Locataires résidant à Vancouver** SI L'ABORDABILITÉ EST MENTIONNÉE : À votre avis, à quoi le manque de logements locatifs abordables au sein de votre collectivité est-il attribuable?
- **Locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario** Diriez-vous que la situation en matière de logement et que le marché locatif ont empiré, se sont améliorés ou sont restés les mêmes au

cours des dernières années? **Locataires résidant à Vancouver** DEMANDER POUR S'ASSURER QUE L'ABORDABILITÉ ET LA DENSITÉ SONT COUVERTES.

- SI EMPIRÉE/AMÉLIORÉE : Qu'est-ce qui explique ces changements?
  - Qu'est-ce qui pourrait contribuer à améliorer la situation?
    - **Locataires résidant à Vancouver** En ce qui concerne plus particulièrement l'abordabilité, que faut-il faire, le cas échéant, pour améliorer l'accès à des logements locatifs abordables à Vancouver?
  - **Locataires résidant à Vancouver** Combien de temps pensez-vous qu'il faudra pour résoudre les problèmes liés à l'inaccessibilité des logements locatifs à prix abordables à Vancouver?
- **Locataires résidant à Vancouver** À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les locataires?
  - **Nord de l'Ontario** À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose pour aider les Canadiens à se loger à prix abordable?
  - **Locataires résidant à Vancouver** Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour soutenir les locataires?
  - **Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT -** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures qu'il prend pour faire face au [logement/construction de logement].
    - **Locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario** SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?
  - **Autochtones résidant à Winnipeg** Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité? Quels sont les principales difficultés auxquelles sont plus particulièrement confrontés les Autochtones vivant à Winnipeg en matière de logement?
  - **Autochtones résidant à Winnipeg** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'initiatives du gouvernement du Canada visant à remédier à la situation du logement?

**Nord de l'Ontario** Dans le cadre du budget fédéral, le gouvernement du Canada a présenté un plan pour remédier à la crise du logement. En Voici quelques éléments :

**Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec** En plus des mesures dont nous avons déjà discuté, le gouvernement du Canada a présenté, dans le cadre de son budget, un plan pour résoudre la crise du logement. Ce plan définit une stratégie visant à stimuler la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031. Le plan du gouvernement fédéral sur logement comporte trois volets. Nous allons passer en revue

chacune d'entre elles et recueillir vos réactions quant à quelques-unes des mesures spécifiques qu'ils comportent. Voici le premier volet, qui met en lumière certaines des mesures budgétaires que propose le gouvernement du Canada dans le cadre de sa stratégie visant à favoriser la construction de nouveaux logements.

#### AFFICHER À L'ÉCRAN Locataires résidant à Vancouver, nord de l'Ontario

- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Signature de 179 ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements jusqu'à présent afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie.
- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Utilisation de biens fonciers fédéraux, tels que ceux utilisés par Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles de bureaux du gouvernement fédéral, pour la construire plus de logements plus rapidement.
- **Région du Golden Horseshoe en Ontario** Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets.
- Changer la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et des catalogues de conceptions de logements préapprouvées.
- Rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.
- À N'AFFICHER QUE DANS LA RÉGION DU GOLDEN HORSESHOE, EN ONTARIO Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets;
- À N'AFFICHER QUE DANS LA RÉGION DU GOLDEN HORSESHOE, EN ONTARIO Des initiatives visant à rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et à aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.
- **Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec, nord de l'Ontario** Que pensez-vous de ces mesures?

- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec, nord de l'Ontario Pensez-vous que ces mesures auront un impact sur l'offre de logements au Canada?
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec, nord de l'Ontario Et sur l'abordabilité des logements?
- Locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec, nord de l'Ontario Faciliteront-elles l'accès à la propriété?

Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Voici le deuxième volet qui met en lumière quelques-unes des mesures que propose le gouvernement du Canada pour faciliter votre accès à la propriété ou la location d'un logement.

AFFICHER À L'ÉCRAN Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec

- Sévir contre les locations illégales de courte durée (p.ex., Airbnb)
- Convier les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer dans leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt;
- Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale;
- Permettre une période d'amortissement de 30 ans pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite;
- Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers
- Limiter l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement. Le gouvernement mènera des consultations sur la manière de procéder au cours des prochains mois.
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Que pensez-vous de ces mesures?
  - Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Auront-elles à votre avis un impact sur l'offre de logements au Canada?
  - Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Et sur l'abordabilité des logements?

- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Favoriseront-elles l'accès à la propriété?

Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Et voici le troisième volet qui met en lumière quelques-unes des mesures que propose le gouvernement du Canada pour venir en aide à ceux qui peinent le plus à faire face au coût de la vie.

AFFICHER À L'ÉCRAN Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec

- Fournir 1 milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable pour soutenir les fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus touchées par la crise du logement;
- Créer un Fonds canadien de protection des loyers pour aider les fournisseurs de logements abordables à acheter des logements et à préserver leur abordabilité à long terme pour éviter qu'ils ne soient reconvertis en condominiums de luxe;
- Augmenter le financement pour soutenir les organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance.
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Que pensez-vous de ces mesures?
  - Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Quel impact, le cas échéant, ces mesures auront-elles sur l'aide apportée à ceux qui peinent à se loger et à trouver un endroit où se sentir chez eux?
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Maintenant que vous avez pris connaissance de cette liste des points saillants du budget, j'aimerais que vous pensiez à un mot qui décrit votre réaction générale à l'égard du budget. En d'autres termes, pensez à un mot que vous utiliseriez pour décrire le budget dans son ensemble.
  - Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec LE MODÉRATEUR POSERA LA QUESTION SUIVANTE À CHAQUE PARTICIPANT : Quel mot avez-vous choisi et pourquoi l'avez-vous choisi?
- Région du Golden Horseshoe en Ontario, locataires résidant à Vancouver, personnes âgées résidant au Québec Maintenant, en pensant à toutes les mesures dont nous avons discuté aujourd'hui, croyez-vous que l'une d'entre elles puisse aider des particuliers cherchant à acheter

leur première propriété et faire en sorte que toutes les générations, et en particulier les jeunes, aient accès à une diversité d'options abordables en matière de logement?

**Autochtones résidant à Winnipeg** Le gouvernement du Canada a présenté, dans le cadre de son budget, un plan pour résoudre la crise du logement. Ce plan définit une stratégie visant à stimuler la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031. Nous allons maintenant passer en revue quelques mesures :

**AFFICHER À L'ÉCRAN :**

- **Fournir 1 milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable** pour soutenir les fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus touchées par la crise du logement
- **Augmenter le financement alloué en appui à des organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance.**
- **Investir 4 milliards de dollars sur sept ans en collaboration avec des partenaires autochtones** afin d'élaborer des solutions adaptées en matière de logement à l'intention des communautés autochtones urbaines, rurales et nordiques;
- **Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires,** exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale
- **Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs** en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets.
- **Limiter l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales** existantes par de grandes sociétés d'investissement.
- **Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers**

**Autochtones résidant à Winnipeg** **SONDAGE:** J'aimerais maintenant que vous sélectionniez les mesures qui impacteront, selon vous, le plus positivement les Autochtones. Si vous jugez qu'aucune d'entre elles n'aura un impact positif, n'en sélectionnez aucune.

- Fournir 1 milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable
- Augmenter le financement alloué en appui à des organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance.



- Investir 4 milliards de dollars sur sept ans en collaboration avec des partenaires autochtones afin d'élaborer des solutions adaptées en matière de logement
- Créer une Charte canadienne des droits des locataires visant à protéger les locataires et à leur fournir un historique détaillé des loyers d'un appartement.
- Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements
- Limiter l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement.
- Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers
- **Autochtones résidant à Winnipeg** LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES MESURES SÉLECTIONNÉES : Pourquoi avez-vous sélectionné cette mesure?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** Quels sont les impacts, le cas échéant, que pourrait, selon vous, avoir ce plan sur les Autochtones vivant à Winnipeg?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** Diriez-vous qu'avec ces mesures, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de remédier aux problèmes auxquels sont confrontés les Autochtones vivant à Winnipeg en matière de logement? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Autochtones résidant à Winnipeg** Avez-vous des questions concernant ces mesures? Y a-t-il quelque chose qui ne vous semble pas clair?

**Autochtones résidant à Winnipeg** À votre avis, que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes en matière de logement auxquels sont confrontés les Autochtones vivant à Winnipeg?

#### **ÉNERGIE ET TECHNOLOGIE PROPRES (25 minutes) Saskatchewan**

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des initiatives que prend le gouvernement du Canada en matière d'énergie propre?

CLARIFIER AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada investit dans l'électricité propre et les technologies propres afin de contribuer à la réduction des émissions.



- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à de l'électricité propre? Et aux technologies propres?
- Le gouvernement du Canada devrait-il encourager des investissements dans l'électricité propre? Et dans les technologies propres?
  - CLARIFIER AU BESOIN : Cela pourrait comprendre des investissements dans la construction de réseaux électriques utilisant des sources d'énergie propres (comme l'éolien, le solaire et l'hydroélectrique) et l'octroi d'incitatifs à l'adoption et à la fabrication de technologies propres (dont des panneaux solaires et des éoliennes), pour n'en nommer que quelques-unes.
- Voyez-vous des avantages ou des bénéfices à ce que le gouvernement du Canada favorise des investissements dans le secteur de l'électricité propre et des technologies propres?
- Avez-vous des inquiétudes quant au fait que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans les secteurs de l'électricité propre et des technologies propres?
- Pensez-vous que le développement du secteur de l'électricité propre et des technologies propres augmentera les risques de pannes d'électricité, en diminuera les risques, ou pensez-vous que ces risques resteront à peu près les mêmes? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que le développement du secteur de l'électricité propre aura un impact positif, négatif ou nul sur une personne comme vous? Et sur les travailleurs de Saskatchewan?

### **ASSURANCE MÉDICAMENTS (40 minutes) Saskatchewan**

J'aimerais maintenant changer de sujet...

- Quels sont les principaux enjeux en matière de soins de santé sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le coût des médicaments d'ordonnance? Diriez-vous que cet enjeu est plus important, aussi important ou moins important que les enjeux en matière de soins de santé que vous avez mentionnés précédemment?
- Comment qualifieriez-vous la couverture actuelle pour les médicaments d'ordonnance au Canada? Est-elle abordable? Est-elle accessible?
- Quels sont, le cas échéant, les principaux obstacles auxquels sont confrontées les personnes ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments?

- Seriez-vous en faveur d'un régime d'assurance médicaments « universel » en vertu duquel tout le monde bénéficierait d'une assurance médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Êtes-vous au courant d'initiatives qu'a pris ou que compte prendre le gouvernement du Canada en matière d'assurance médicaments?
  - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu?

#### AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le 29 février 2024, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi pour la mise en œuvre de la première phase d'un régime national d'assurance médicaments afin d'améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance et les rendre plus abordables pour un plus grand nombre de Canadiens.

Si le projet de loi est approuvé, le gouvernement entend collaborer avec les provinces et territoires afin de fournir une couverture universelle à payeur unique pour un certain nombre de moyens de contraception et de médicaments contre le diabète. Le gouvernement du Canada entend également mettre en place un fonds pour soutenir l'accès de la population canadienne aux fournitures dont les personnes atteintes de diabète ont besoin pour gérer et surveiller leur maladie et administrer leurs médicaments, comme les seringues et les bandelettes de test de glycémie.

- Quelles sont vos réactions à cette information? Est-ce quelque chose que le gouvernement du Canada devrait faire? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - AU BESOIN : Comment réagissez-vous à la décision du gouvernement du Canada de mettre en œuvre la première phase d'un régime d'assurance médicaments prévoyant la couverture des contraceptifs et de médicaments contre le diabète?
- LE MODÉRATEUR S'ENQUIÈRERA DES CONTRACEPTIFS ET DES MÉDICAMENTS CONTRE LE DIABÈTE : Quels seront les impacts de cette couverture? Qui en bénéficiera le plus? Cette couverture vous concernera-t-elle ou concernera-t-elle quelqu'un que vous connaissez?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant la couverture des contraceptifs et des médicaments contre le diabète?
- Comme nous l'avons mentionné précédemment, le gouvernement fédéral devra collaborer avec les provinces et territoires pour mettre en œuvre un régime d'assurance médicaments. Seriez-vous favorable à ce que la Saskatchewan participe à un programme national d'assurance médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Que diriez-vous si d'autres provinces adhéraient à un régime national d'assurance médicaments, mais que la Saskatchewan choisissait de ne pas y adhérer?



- Alors que le gouvernement du Canada planifie les prochaines étapes de son régime national d'assurance médicaments, quels sont les éléments les plus importants qu'il devrait garder à l'esprit?
  - Quels autres médicaments devraient être couverts?
  - Le régime d'assurance médicaments devrait-il être entièrement, de sorte que tous les Canadiens bénéficient du même régime, ou devrait-il servir à combler les écarts, de sorte que les gens puissent continuer à utiliser les régimes publics et privés existants, en veillant à ce que tout le monde soit couvert, y compris ceux qui ne le sont pas actuellement?
    - Avez-vous des préoccupations concernant l'une ou l'autre de ces approches?
- Un régime d'assurance médicaments national contribuerait-il à rendre la vie plus abordable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels seraient les impacts d'un régime national d'assurance médicaments sur notre système de soins de santé?
- Avez-vous d'autres questions ou commentaires concernant le régime d'assurance médicaments?

**SÉCURITÉ EN LIGNE (90 minutes)** Utilisatrices intensives de médias sociaux âgées de 18 à 34 du Canada atlantique

Puisque nous discutons présentement en ligne, nous savons que vous utilisez tous l'Internet!

- Quels sont les impacts positifs de l'Internet et du cyberspace sur la société d'aujourd'hui?
- Présentent-ils des inconvénients? Lesquels?
  - SONDER SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et que dire des contenus préjudiciables en ligne? Comment définiriez-vous un contenu préjudiciable? Pouvez-vous en donner des exemples?
- Dans quelle mesure les contenus préjudiciables en ligne vous préoccupent-ils, le cas échéant?
- À votre connaissance, des mesures de protection ont-elles été mises en place pour assurer la sécurité des Canadiens en ligne?
  - Et pour ce qui est de réduire le nombre de contenus préjudiciables auxquels sont exposés les Canadiens?
  - Dans quelle mesure avez-vous bon espoir, le cas échéant, que les plateformes numériques aient mis en place des mesures pour réduire la quantité de contenus préjudiciables auxquels sont exposés les Canadiens?

- Et auxquels sont exposés les personnes vulnérables et les enfants?
  
- Estimez-vous que les plateformes numériques soient responsables des contenus préjudiciables qu'elles diffusent et de leur impact sur les utilisateurs? Devraient-elles l'être? Pourquoi ou pourquoi pas?
  
- Le gouvernement du Canada devrait-il tenir les plateformes numériques responsables de la gestion des contenus préjudiciables sur leurs plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?
  
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada, des plateformes numériques et des contenus préjudiciables?
  - Avez-vous entendu parler d'un projet de loi visant à lutter contre les préjudices en ligne, appelé *Loi sur les préjudices en ligne*?
    - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi visant à garantir que les plateformes numériques, en particulier les services de médias sociaux, les services de diffusion en direct ainsi que les services de contenu pour adultes téléchargés par des utilisateurs, soient responsables de gérer les contenus préjudiciables. Le projet de loi s'articule autour de cinq éléments clés :

1. Veiller à ce que les plateformes numériques réduisent l'exposition à sept types de contenus préjudiciables en ligne;
2. Modifier le Code pénal pour mieux lutter contre la propagande et les crimes haineux;
3. Modifier la *Loi canadienne sur les droits de la personne* pour permettre aux citoyens de porter plainte contre ceux qui diffusent des propos haineux en ligne.
4. Resserrer les lois visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle;
5. Créer une nouvelle commission de la sécurité numérique chargée de faire respecter les règles et de responsabiliser les plateformes numériques.

Notez que les nouvelles règles ne s'appliqueraient pas aux services de messagerie privée et cryptée (par exemple, WhatsApp, Signal, Telegram, etc.).

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : SI LES PARTICIPANTS POSENT DES QUESTIONS SUR LES PARTICULARITÉS DES CINQ ÉLÉMENTS CLÉS (C'EST-À-DIRE LES SEPT TYPES DE CONTENUS PRÉJUDICIALES, LA DÉFINITION DU CRIME HAINEUX, DE LA PROPAGANDE HAINEUSE ET DU DISCOURS HAINEUX), NOTEZ QUE CES ÉLÉMENTS SERONT ABORDÉS SOUS PEU ET QUE NOUS NE NOUS INTÉRESSONS QU'À LEURS RÉACTIONS INITIALES.



- Votre première impression de ces mesures est-elle positive, négative, ou ni positive ni négative? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Avez-vous des préoccupations ou des questions concernant l'un ou l'autre des éléments de cette liste?

Je vais maintenant vous présenter à l'écran quelques détails supplémentaires concernant la *Loi sur les préjudices en ligne*. Si cette loi est adoptée, elle obligera les plateformes numériques à prendre les mesures suivantes :

**AFFICHER À L'ÉCRAN.**

Les plateformes numériques seraient tenues de **retirer** les contenus suivants dans les 24 heures :

- Contenu représentant la victimisation sexuelle d'enfants ou perpétuant la victimisation de survivants et survivantes;
- Contenu intime communiqué de façon non consensuelle.

Les plateformes seraient également tenues de réduire l'exposition à sept types de contenu préjudiciable :

- Contenu fomentant la haine;
  - Contenu incitant à l'extrémisme violent ou au terrorisme;
  - Contenu incitant à la violence;
  - Contenu visant à intimider un enfant;
  - Contenu poussant un enfant à se porter préjudice.
- 
- Concernant les deux premiers types de contenu préjudiciable énumérés ci-dessus (c'est-à-dire les deux premiers points centrés) et l'obligation des plateformes rendre ces contenus inaccessibles, est-ce à votre avis une exigence que le gouvernement du Canada devrait imposer aux plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Avez-vous des questions ou préoccupations?
  - En quoi cette exigence contribuerait-elle, le cas échéant, à la sécurité des Canadiens en ligne? Et plus particulièrement à la sécurité des enfants?

Passons maintenant aux cinq types de contenu dont les plateformes seraient tenues de réduire l'exposition (c'est-à-dire les cinq derniers points centrés) ...

- Le gouvernement du Canada devrait-il se focaliser sur ces types de contenus préjudiciables? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il, à votre avis, d'autres types de contenus préjudiciables qui devraient être pris en compte?
- Y a-t-il des éléments de cette liste qui, selon vous, ne devraient pas y figurer?

Je vais maintenant vous fournir d'autres détails concernant le projet de loi visant à réduire l'exposition aux contenus préjudiciables...

**AFFICHER À L'ÉCRAN :**

Les règles proposées visent essentiellement à s'assurer que les plateformes numériques évaluent le risque d'exposition à du contenu préjudiciable pour ensuite adopter des mesures pour réduire ces risques.

À titre d'exemple, les plateformes numériques seraient tenues de fournir aux utilisateurs et utilisatrices des lignes directrices et des outils leur permettant de signaler tout contenu préjudiciable et de bloquer d'autres utilisateurs et utilisatrices. Les plateformes seraient également tenues de mettre en place un point de contact interne pour recevoir les plaintes des utilisateurs et des utilisatrices ou leur prodiguer des conseils.

Elles seraient en outre tenues d'étiqueter les contenus préjudiciables dont elles ont des raisons de penser qu'ils sont créés et amplifiés au moyen de communications automatisées par des programmes informatiques (par exemple, des robots).

- Avez-vous des questions ou des préoccupations de ce que je viens de vous présenter?

Je vais maintenant vous fournir d'autres détails concernant le projet de loi qui ont trait aux enfants...

**AFFICHER À L'ÉCRAN :**

Les plateformes numériques seraient également tenues de prendre en compte les intérêts des enfants au moment de concevoir des produits et des fonctionnalités. À titre d'exemple :

- Concevoir des fonctionnalités pour limiter l'exposition à du contenu préjudiciable, notamment au contenu sexuel explicite, au contenu intimidant ou incitant à se porter préjudice;
- Inclure des paramètres de contrôle parental et de recherche sécuritaire afin que certains types de contenu soient inaccessibles lors d'une recherche.
- Concevoir des fonctionnalités limitant le défilement et la lecture automatique dans l'intérêt des enfants.
- Interdire aux utilisateurs adultes d'envoyer des messages à des enfants ne faisant pas partie de leur réseau.

En résumé, le projet de loi vise essentiellement à réduire l'exposition aux contenus préjudiciables, plutôt qu'à exiger des services en ligne qu'ils les retirent, sauf dans les deux types de cas que nous avons précédemment évoqués. **AU BESOIN, LE MODÉRATEUR RAPPELLERA CE QUI SUIT AUX PARTICIPANTS** : Tout contenu représentant une victimisation sexuelle d'enfants ou perpétuant la victimisation de survivantes et survivants. Tout contenu intime communiqué de façon non consensuelle.

- L'approche du gouvernement fédéral est-elle à votre avis appropriée, à savoir de demander aux plateformes d'évaluer le niveau de risque d'exposition à du contenu préjudiciable et de faire des choix conceptuels afin de minimiser ce risque, plutôt que de leur demander de le supprimer (dans la plupart des cas)? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Y a-t-il une approche différente que vous souhaiteriez qu'adopte le gouvernement du Canada pour remédier à cette problématique?
- Ces exigences auront-elles, selon vous, un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la sécurité en ligne et la quantité de contenus préjudiciables auxquels les Canadiens sont exposés? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Selon vous, le gouvernement du Canada parviendra-t-il à faire en sorte que les plateformes numériques respectent leurs obligations?

Le projet de loi prévoit également la création d'une commission de la sécurité numérique chargée de faire respecter les règles et de demander aux plateformes de rendre des comptes. Cette commission serait responsable d'ordonner le retrait de tout contenu s'inscrivant dans l'une ou l'autre des deux catégories dont nous avons discuté.



- À quel point pensez-vous que cette commission de la sécurité numérique serait efficace, le cas échéant, pour garantir que les plateformes protègent leurs utilisateurs?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant cette commission?

Pour ce qui est du discours haineux, la proposition comprend une définition de ce type de discours, basée sur des décisions de la Cour suprême du Canada.

### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le « discours haineux » se définirait comme suit :

Tout contenu d'une communication exprimant de la détestation ou diffamatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en se fondant sur un motif de distinction illicite (soit la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, l'état matrimonial, la situation de famille, les caractéristiques génétiques, le handicap ou la condamnation pour un crime pour lequel la personne accusée a obtenu un pardon ou dont le casier judiciaire a été suspendu).

Pour constituer une pratique discriminatoire, le discours haineux doit être communiqué de manière à fomenter l'aversion ou la diffamation d'une personne ou d'un groupe

Un discours n'entrerait **pas** dans la définition du discours haineux simplement parce qu'il exprime de l'aversion ou du dédain, ou parce qu'il discrédite, humilie, blesse ou offense.

- Cette définition est-elle claire selon vous? Vous semble-t-elle raisonnable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Le gouvernement devrait-il à votre avis inclure le discours haineux dans la législation? Pourquoi ou pourquoi pas?
- SI UN PARTICIPANT ÉTAIT AU COURANT DU PROJET DE LOI SUR LES PRÉJUDICES EN LIGNE LORS DE LA DISCUSSION INITIALE, LE MODÉRATEUR POSERA LA QUESTION SUIVANTE : Certains d'entre vous ont précédemment affirmé avoir entendu parler du projet de loi sur les préjudices en ligne. L'information fournie ici correspond-elle à ce que vous avez entendu, ou aviez-vous une perception différente de l'objet de cette loi?

**DÉFIS POUR LES COLLECTIVITÉS (25 à 30 minutes)** Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton, Estrie, secteur de l'intérieur de la C.-B.

Maintenant, j'aimerais que nous nous concentrons sur votre collectivité locale...

- Dans votre région, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement devrait tout particulièrement accorder la priorité?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Aux investissements dans les infrastructures locales?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada et des infrastructures dans votre région?
  - Avez-vous remarqué des changements ou des développements en ce qui concerne les infrastructures locales?
- En général, quel type de projets d'infrastructure locaux vous semblent les plus essentiels pour la ville de Québec? Qu'est-ce qui ferait vraiment une différence pour vous personnellement?

Laissons de côté les infrastructures...

- Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre collectivité locale?
- Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?
- Les pénuries de main-d'œuvre posent-elles problème au sein de votre collectivité?
  - SI OUI : Ces pénuries de main-d'œuvre touchent-elles certains secteurs en particulier?
    - SI OUI : Lesquels?
- À quoi sont dues ces pénuries de main-d'œuvre à votre avis?
- Quelles sont, selon vous, les solutions pouvant être envisagées pour aider à limiter les pénuries de main-d'œuvre?

**RECONNAISSANCE DES TITRES DE COMPÉTENCES ÉTRANGERS (25 minutes) Membres de la diaspora d'Asie du Sud-Est résidant à Calgary et à Edmonton**

- Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal — quelle importance revêtent, le cas échéant, les enjeux liés à la reconnaissance des titres de compétence étrangers?

**ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN** : La reconnaissance des titres de compétences étrangers survient lorsque le gouvernement fédéral, provincial ou territorial détermine qu'une licence ou un certificat



obtenu à l'extérieur du Canada répond aux normes canadiennes, de sorte qu'un travailleur puisse occuper un emploi spécialisé. Les médecins, les comptables et les électriciens sont des exemples d'emplois spécialisés.

- Est-ce que quelqu'un parmi vous a un proche parent qui a eu à entreprendre ou qui est en train d'entreprendre une procédure pour faire reconnaître ses titres de compétences?
- À votre connaissance, qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour résoudre les problèmes liés à la reconnaissance des diplômes étrangers?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada à ce sujet?
- Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit d'immigration? Pourquoi?
  - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
  - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada?
- À votre avis, le gouvernement du Canada en fait-il assez pour venir en aide aux immigrants récents? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour soutenir les immigrants?
  - Qu'en est-il du logement et de soins de santé?

**IMMIGRATION (25 minutes)** Estrie, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Quebec

Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec Passons à un tout autre sujet...

- Femmes arabes résidant à Toronto Avez-vous lu, vu ou entendu des nouvelles récentes se rapportant à l'immigration au Canada?
  - Femmes arabes résidant à Toronto Que pensez-vous de ce que vous avez lu, vu ou entendu?
- Estrie, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Quebec Dans l'ensemble, comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada?

- **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** Quels sont, selon vous, les avantages liés au fait d'accueillir de nouveaux immigrants au Canada?
- **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant :  
« Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour contrer les pénuries de main-d'œuvre et contribuer à la croissance de l'économie »?
  - **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** Avez-vous de quelconques appréhensions concernant l'accueil de nouveaux immigrants?
  - **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** SI OUI : Quelles sont vos appréhensions?
- **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** Que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations?
- **Estrie, femmes arabes résidant à Toronto, nord de l'Ontario, ville de Quebec** Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
  - **Estrie, nord de l'Ontario, ville de Quebec** SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada, que ce soit sur le plan social ou économique?
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada?
- **Estrie** Avant de passer à la section suivante, avez-vous d'autres réflexions dont vous voudriez nous faire part concernant le système d'immigration canadien?
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Qui, parmi vous, a déjà vécu le processus d'immigration canadien? (À MAIN LEVÉE)
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** Qui, parmi vous, a déjà vécu le processus de parrainage d'un membre de la famille (soit en étant parrainé, soit en parrainant un membre de la famille)? (À MAIN LEVÉE)
- **Femmes arabes résidant à Toronto** POSER LA QUESTION SUIVANTE À CEUX QUI DISENT AVOIR VÉCU LE PROCESSUS PROPRE AU SYSTÈME D'IMMIGRATION CANADIEN: Comment décririez-vous votre expérience? Avez-vous rencontré des difficultés au cours du processus?
  - **Femmes arabes résidant à Toronto** SI OUI: À condition que vous acceptiez de nous en faire part, quelles ont été les difficultés à surmonter dans le cadre de ce processus?

- **Femmes arabes résidant à Toronto** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : D'après votre expérience, comment qualifieriez-vous les délais de traitement des demandes?
- **Femmes arabes résidant à Toronto** Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit d'immigration? Pourquoi?
- **Femmes arabes résidant à Toronto** SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
- **Femmes arabes résidant à Toronto** À votre avis, le gouvernement du Canada en fait-il assez pour venir en aide aux immigrants récents? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Nord de l'Ontario, ville de Quebec** Avant de conclure, avez-vous d'autres réflexions dont vous souhaiteriez nous faire part au sujet du système d'immigration canadien?

#### **TRAVAILLEURS SANS STATUT (20 minutes) Estrie, ville de Quebec**

J'aimerais maintenant vous parler des personnes sans statut au Canada...

- Connaissez-vous les termes « travailleurs sans statut » ou « sans-papiers »?
  - Que veut-on dire par « personnes sans statut »?

#### **ÉCLAIRCISSEMENTS :**

Les personnes sans statut sont des particuliers vivant au Canada sans statut d'immigrant légal. Le terme « personne sans statut » peut désigner une personne dont le permis de travail, d'études ou dont le titre de voyage a expiré, une personne ayant présenté une demande de statut de réfugié qui lui a été refusée, ou une personne qui est entrée au Canada par des voies non officielles.

Les personnes sans statut sont souvent employées comme auxiliaires de vie ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, ou dans des secteurs comme celui de la construction et de l'agriculture.

- Quelle serait votre estimation du nombre de personnes sans statut au Canada?
- Pensez-vous que les personnes sans statut devraient se voir offrir la possibilité d'obtenir un statut de résident permanent et la citoyenneté?
  - Pourquoi ou pourquoi pas?
- Compte tenu du fait que de nombreuses personnes sans statut ne paient pas d'impôts sur le revenu et occupent des emplois pour lesquels des pénuries de main-d'œuvre se font souvent sentir, existe-t-il un argument économique justifiant de leur offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté?

**SOINS DE SANTÉ (20 minutes)** Secteur de l'intérieur de la C.-B.

- SI LES SOINS DE SANTÉ ONT PRÉCÉDEMMENT ÉTÉ MENTIONNÉS COMME PRINCIPAL ENJEU : Certains d'entre vous ont indiqué que les soins de santé sont l'un des principaux enjeux auxquels sont confrontés les Québécois.
- SI LES SOINS DE SANTÉ N'ONT PAS PRÉCÉDEMMENT ÉTÉ MENTIONNÉS COMME PRINCIPAL ENJEU : Parmi les principaux enjeux que vous avez identifiés comme étant les plus importants aux yeux des Québécois, quelle importance accordez-vous à la santé? Est-elle plus importante, moins importante ou tout aussi importante que les autres enjeux mentionnés?
- Comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé là où vous résidez? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et comment évalueriez-vous l'accès aux services de soins de santé? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé?
  - SONDER : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux sur le financement des soins de santé?
    - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Quelles ont été vos impressions concernant ces négociations?
- En ce qui concerne les soins de santé, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
  - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?

**IMPACTS DE CHANGEMENT CLIMATIQUE (40 minutes)** Secteur de l'intérieur de la C.-B.

Ontario, Canadiens de la génération Z de Toronto — maintenant, j'aimerais passer à un tout autre sujet...

- Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les effets potentiels du changement climatique sur votre collectivité? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
  - Le changement climatique a-t-il des impacts sur des éléments comme l'agriculture, la faune et la flore et entraîne-t-il des conditions météorologiques extrêmes, des températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
    - SI OUI : Quels sont ces impacts?
    - SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis?
      - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le changement climatique est-il en partie responsable de l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes au Canada, comme des inondations et des feux de forêt?
        - SI OUI : Comment?
        - SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Avez-vous constaté de quelconques effets du changement climatique au sein de votre collectivité?
  - SI OUI : Qu'avez-vous constaté?
- Au cours des prochaines décennies, prévoyez-vous que votre collectivité sera davantage menacée en raison du changement climatique?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de la réponse du gouvernement du Canada concernant les feux de forêt en Colombie-Britannique?
  - Comment qualifieriez-vous la réponse du gouvernement du Canada concernant les feux de forêt en Colombie-Britannique?

#### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

La démarche du gouvernement du Canada en matière de gestion des feux de forêt consiste à aider les communautés à se préparer, à fournir des informations par le biais d'une surveillance en temps réel et à offrir un soutien aux communautés et aux personnes impactées par les feux de forêt.

Dans le budget 2024, le gouvernement du Canada s'est engagé à prendre plusieurs mesures supplémentaires pour venir en aide aux personnes impactées par les feux de forêt, à savoir :



- **Doubler les crédits d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires en recherche et sauvetage**, qui passeront de 3 000 dollars à 6 000 dollars en 2024, ce qui permettra aux pompiers volontaires d'économiser jusqu'à 450 dollars supplémentaires par année.
- **Investir 800 000 dollars de plus pour renforcer la capacité de lutte contre les feux de forêt.** Ce financement contribuera à élargir le programme de formation aux pompiers afin que ces derniers puissent lutter contre les feux de forêt affectant des zones urbaines. Ce financement s'ajoute aux fonds déjà alloués pour soutenir l'engagement du gouvernement fédéral à former 1 000 pompiers forestiers.
- Travailler en partenariat avec les Autochtones pour sauver des vies et mieux protéger les collectivités contre les feux de forêt en plus des mesures suivantes :
  - **Investir plus de 145 millions de dollars pour aider les communautés des Premières Nations à se préparer à des situations d'urgence.**
  - **Investir 20,9 millions de dollars pour la prévention des incendies dans les communautés autochtones.**
  - **Engager 9 millions de dollars pour venir en aide aux gouvernements autochtones directement touchés par les feux de forêt survenus dans les Territoires du Nord-Ouest en 2023.**
- Quelles sont vos réflexions immédiates au sujet de ces mesures?
  - Le gouvernement du Canada en fait-il assez pour venir en aide aux collectivités touchées par des feux de forêt? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada?

**SENTIMENT DU PUBLIC (15 minutes) Femmes arabes résidant à Toronto**

J'aimerais maintenant aborder un sujet plus vaste.

- Lorsque vous pensez à votre avenir au Canada, qu'est-ce qui vous rend optimiste?
- D'autre part, y a-t-il des choses qui vous inquiètent ou vous préoccupent quant à votre avenir au Canada?
  - SI OUI : Lesquels?
- Comment décririez-vous la situation actuelle au Canada en matière de diversité, d'équité et d'inclusion?



- Avez-vous le sentiment que le Canada est une société qui accepte et respecte différentes cultures, croyances et valeurs? Pourquoi ou pourquoi pas?

**GAINS EN CAPITAL (35 minutes) Personnes âgées résidant au Québec, locataires résidant à Vancouver**

- SI AUCUNE MENTION DES GAINS EN CAPITAL N'A ÉTÉ FAITE CI-DESSUS, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la proposition de modifier l'impôt sur les gains en capital?
  - SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

**AFFICHER À L'ÉCRAN**

Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés suivant la vente ou l'achat de biens de valeur, comme des biens immobiliers, des actions et obligations, des fonds communs de placement, des métaux précieux, des œuvres d'art et objets de collection, des cryptomonnaies, des véhicules ainsi que des biens personnels, entre autres.

Au Canada, les gains en capital sont imposables. Toute personne qui vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût initial doit payer des impôts sur le gain en capital. Il convient de noter que la vente d'une résidence principale n'est pas assujettie à l'impôt sur les gains en capital; en d'autres termes, l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsqu'une personne possède plusieurs biens immobiliers et vend ceux qu'elle n'habite pas.

Le gouvernement du Canada propose de taxer davantage certains des Canadiens les plus fortunés en augmentant l'impôt sur les gains en capital supérieurs à 250 000 dollars. Le gouvernement estime que ce changement ne concernerait que 0,1 % des Canadiens chaque année.

- Que pensez-vous de ce changement proposé?
  - Pensez-vous qu'il rendra le système fiscal plus équitable ou moins équitable? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quels impacts, le cas échéant, un impôt sur les gains en capital pourrait-il avoir?
- Qui ce changement impactera-t-il, selon vous?
- Pensez-vous que ce changement est un bon moyen de générer des revenus à investir dans des domaines comme ceux du logement, des soins dentaires, de l'assurance médicaments, ainsi que d'autres secteurs des soins de santé, entre autres? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- SI ON A RÉPONDU « NON » : Quelles solutions de rechange proposeriez-vous?
- Pensez-vous que ce changement proposé vous fera payer plus d'impôts, moins d'impôts ou qu'il ne vous impactera pas?
  - À CEUX QUI S'ATTENDENT À PAYER PLUS : Pourquoi pensez-vous payer plus d'impôts?

Le Canada a prévu un allègement fiscal appelé « exemption pour résidence principale » permettant aux Canadiens d'éviter de payer de l'impôt sur la vente de leur résidence principale. En d'autres mots, cela signifie que l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsque des personnes possédant plusieurs propriétés immobilières vendent celles qu'ils n'habitent pas.

- Cela vous semble-t-il juste? Pourquoi ou pourquoi pas?

**MESSAGES SUR LES MÉDIAS SOCIAUX À PROPOS DES ALIMENTS SUPPLÉMENTÉS (35 minutes) Nord de l'Ontario, ville de Québec, Autochtones résidant à Winnipeg**

Maintenant, passons à un tout autre sujet...

- À main levée, qui parmi vous sait ce que sont les suppléments et les aliments supplémentés?
  - Pouvez-vous en nommer quelques-uns?
- À main levée, est-ce que quelqu'un parmi vous prend des suppléments de multivitamines ou de minéraux?
- À main levée, qui prend le temps de faire de l'exercice chaque semaine; il peut s'agir d'aller au gym, de marcher, de nager, de faire du yoga, etc.?
  - Parmi ceux qui font de l'exercice, qui prend des suppléments en s'entraînant?
- Quelqu'un parmi vous consomme-t-il des boissons énergisantes caféinées?

Nous avons deux messages sur les médias sociaux à vous montrer concernant les aliments supplémentés, qui sont destinés aux personnes consommant des suppléments ou des aliments supplémentés. Ces messages s'adressent particulièrement aux personnes âgées (de plus de 51 ans), aux étudiants ou aux personnes physiquement actives. Nous allons les passer en revue en silence, puis nous discuterons ensemble de vos réactions.

**AFFICHER À L'ÉCRAN :** *Le modérateur affichera chaque message un par un à l'écran, puis les deux en même temps.*



- Quelle est votre réaction générale à ces messages sur média social?
  - Qu'est-ce qui vous plaît, le cas échéant? Pourquoi?
  - Qu'est-ce qui vous déplaît, le cas échéant? Pourquoi?
  
- Les remarqueriez-vous? Attireraient-ils votre attention? Sont-ils mémorables? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - S'ILS TROUVENT LES MESSAGES LONGS : Quels changements apporteriez-vous pour les rendre plus concis? Quels changements apporteriez-vous pour les rendre plus concis?
  
- Si vous voyiez ces images, vous inciteraient-elles à faire quelque chose? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - SI OUI : Qu'est-ce que cela vous motiverait à faire?
  - Les 'aimeriez' vous ou les partageriez-vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Les commenteriez-vous?
    - SI OUI : Qu'écririez-vous?
  
- Avez-vous compris les messages?
  - Y a-t-il des éléments qui manquent de clarté ou qui portent à confusion? Expliquez.
  
- Quelque chose vous a-t-il surpris? Avez-vous appris quelque chose?
  
- Comment les messages pourraient-ils être améliorés?

### **Messages supplémentaires**

Nous aimerions vous faire part de quelques messages sur média social qui pourraient être utilisés conjointement avec les graphiques que nous avons déjà examinés ou pour d'autres messages.

**AFFICHER À L'ÉCRAN :** *Le modérateur affiche les messages supplémentaires*

- Que pensez-vous de ces messages?
  
- Y a-t-il des mots ou des phrases que vous trouvez particulièrement convaincants?
  - Certains posent-ils problème? Pourquoi?
  - S'ILS TROUVENT LES MESSAGES LONGS : Quels changements apporteriez-vous pour les rendre plus concis?

**CONCLUSION (5 minutes)** **Tous les lieux**



- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

## Guide du modérateur en anglais

### MASTER MODERATOR'S GUIDE JUNE 2024

#### **INTRODUCTION (10 minutes) All Locations**

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

#### **GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS/ [NEWS CONSUMPTION] (5-15 minutes) Golden**

**Horseshoe, Saskatchewan, Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users, Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora, Estrie, Interior BC**

- **Golden Horseshoe, Saskatchewan, Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users, Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora, Estrie, Interior BC** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
  - **Saskatchewan** Where did you hear, read, or see this information?
- **Golden Horseshoe** What news, if any, have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada investing in research and innovation or cutting-edge research?

#### **SHOW ON SCREEN Golden Horseshoe**

The Government of Canada has announced funding of more than \$800 million that will support 24 organizations. The funding was awarded through a new competitive, merit-based and transparent process, informed by the advice of an independent expert review panel.

These 24 organizations span Canada's science and research landscape and are making contributions in a range of crucial areas including:

- Researching and developing health care solutions;
- Encouraging innovations in aging and brain health;
- Supporting Indigenous inclusion and research;
- Addressing climate change;
- Supporting Arctic science and research;
- Making advancements in emerging technologies such as quantum computing and artificial intelligence;
- Promoting science, technology, engineering and mathematics (STEM) education among young people; and
- Facilitating learning and training opportunities for post-secondary students.

- **Golden Horseshoe** What are your reactions to this? What impacts do you think this could have?
- **Golden Horseshoe** Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to investing in research and innovation? Why do you feel this way?
- **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users** How much time do you typically spend reading, watching, or listening to the news?
- **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users, Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family?)
  - **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users** Are there any sources that are more or less reliable for news?
  - **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users** IF YES: Which ones?
  - **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users** IF NOT MENTIONED: How many of you use social media to get news?
    - **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users** Are some platforms more credible or trustworthy than others when it comes to news? Why?
    - **Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users** Which do you find more/less credible?
  - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** Do you ever seek out news in a language other than English?
  - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** Are there any sources you turn to that specialize in news for Southeast Asian audiences?
    - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** IF YES: What are they?
    - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** IF YES: How often do you turn to these sources?
  - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** Are there some news sources you trust more than others? Why do you say that?
- **Estrie** IF NOT MENTIONED: Have you heard anything related to the Government of Canada and dental care?
  - **Estrie** IF YES: What have you heard? What are your reactions?
    - **Estrie** Do you have any concerns?

**PERFORMANCE AND PRIORITIES [COST OF LIVING] (10-35 minutes)** Golden Horseshoe,  
Saskatchewan, Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora, Estrie, Interior BC

Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora Now I'd like to focus on the Government of Canada more broadly...

- Golden Horseshoe, Saskatchewan, Estrie, Interior BC In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing? Why?
  - Saskatchewan IF NOT MENTIONED: What about when it comes to the cost of living?
    - Saskatchewan What are the biggest challenges related to the cost of living that the Government of Canada should be prioritizing?
- Golden Horseshoe, Saskatchewan, Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora, Estrie, Interior BC What does the Government of Canada do well?
- Golden Horseshoe, Saskatchewan, Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora, Estrie, Interior BC What does the Government of Canada need to improve on? [Why do you say that?]
- Saskatchewan What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada has done to tackle the high cost of living? What do you think about it?
  - Saskatchewan AS NEEDED: What about when it comes to housing? What about when it comes to groceries?
- Saskatchewan Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to addressing the high cost of living? Why do you say that?
- Saskatchewan IF TELECOMMUNICATIONS NOT MENTIONED AS A PRIORITY, ASK: What about telecommunications? How big of a priority should addressing costs for things like mobile phone and home internet services be for the Government of Canada?
- Saskatchewan What, if anything, have you seen, read, or heard about work the Government of Canada has done to help make telecom services more affordable? What do you think about it?
- Saskatchewan How much of an impact, if any, do telecom services have on the cost of living?



- **Saskatchewan** IF AGRICULTURE NOT MENTIONED AS A PRIORITY, ASK: What about agriculture? How big of a priority should the agricultural sector be for the Government of Canada?
- **Saskatchewan** What, if anything, have you seen, read, or heard about work the Government of Canada has done to address issues in the agricultural sector? What do you think about it?
- **Saskatchewan** How much of an impact does climate change have on agriculture?
  - **Saskatchewan** IF IMPACTED: Does climate change's impact on agriculture also have an impact on the cost of living? If yes, how much of an impact does it have?
- **Saskatchewan** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada has done to address climate change? What do you think about it?
- **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** In addition to the issues specific to your community, in your opinion, what are other top issues that the Government of Canada should be prioritizing? Why are these issues important to prioritize?
- **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** And what are the top issues impacting Southeast Asian Canadians that the Government of Canada should be prioritizing?
  - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** When it comes to these issues, would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
    - **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** IF WRONG TRACK: What does the Government of Canada need to do to get on the right track?
- **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** What about when it comes to international relations, especially in Southeast Asia (like Cambodia, Indonesia, Laos, Malaysia, Philippines, Singapore, etc.)? Is this an issue that the Government of Canada should be prioritizing? Why or why not?
- **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** When it comes to managing international relations, especially in Southeast Asia, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
- **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada strengthening ties with Southeast Asian nations?
  - IF YES: What have you heard?

- **Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora** When it comes to engaging with Southeast Asian Canadians, would you say the Government of Canada is generally on the right or wrong track?
  - What do you think are better ways for the government to engage with Southeast Asian Canadians?

**ELECTRIC VEHICLES (20 minutes) Golden Horseshoe**

- IF AUTOMOTIVE INDUSTRY NOT MENTIONED ABOVE, ASK: What about when it comes to supporting the automotive industry? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
- IF AUTOMOTIVE INDUSTRY MENTIONED ABOVE AS A PRIORITY, ASK: Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to the automotive industry?
  -
- What are some examples of work the federal government has done to support the automotive industry? What do you think about this?
- AS NEEDED: Has anyone heard of any news related to the Government of Canada and electric vehicles recently?

**SHOW ON SCREEN:**

The federal and Ontario governments recently announced that Honda Canada will make a \$15 billion electric vehicle investment in Ontario to build four new manufacturing plants in the province. These plants include a new electric vehicle assembly plant and a battery manufacturing plant. The new assembly plant will produce up to 240,000 vehicles per year. This investment is estimated to directly and indirectly create thousands of new jobs in several sectors including manufacturing, construction, the auto parts supplier industry, and in research and development.

- What are your reactions to this? What do you think the impacts of this investment will be?
  - How do you think this investment will impact Ontario's economy?
    - AS NEEDED: What about when it comes to creating jobs? Do you believe the job creation from Honda's new plants will have a direct or indirect impact on you, someone you know, or your community?
    - IF NO: Do you think this will impact you, someone you know, or your community in any other ways?
      - IF YES: In what ways?

- Do you have any questions or concerns about this investment?

### **PUBLIC TRANSIT (20 minutes) Golden Horseshoe**

Now I'd like to focus on public transit...

- IF PUBLIC TRANSIT NOT MENTIONED EARLIER, ASK: Should investing in public transit be a priority for the Government of Canada?
- Who is most responsible for investing in public transit?
  - How big of a role does the Government of Canada play in funding public transit projects?
    - Can anyone remember seeing, reading, or hearing about the Government of Canada investing in any public transit projects?
  - When it comes to making investments in public transit, what are the most important objectives the Government of Canada should be trying to achieve?
    - PROMPT: Should it be making public transit more reliable, more affordable, safer, cleaner, more energy efficient? Something else?
    - How important are investments in electrifying public transit? What impacts would electrifying public transit systems have on you?

PROMPT: Through the Zero Emission Transit Fund, the Government of Canada is investing \$2.75 billion over five years to help public transit operators plan for electrification by supporting the acquisition of zero-emissions buses, new charging stations, and facility upgrades.

- What are your reactions to hearing this information? Is this something the Government of Canada should be doing? Why or why not?

### **HOUSING (40 minutes) Golden Horseshoe**

Now I'd like to talk about housing...

- Prior to today, has anyone heard of any steps the Government of Canada is taking to try to deal with housing affordability and availability?
  - IF YES: What have you heard?

The Government of Canada introduced a plan to address the housing crisis as part of the federal budget. The plan lays out a strategy to unlock 3.87 million new homes by 2031. The federal government's housing plan has three parts. We will go through each part and get your reaction to a few of the specific measures included.

Here is the first part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing in the budget as part of its strategy to help build more homes.

#### SHOW ON SCREEN

- Signing 179 Housing Accelerator Fund agreements to date to cut red tape, fast tracking an estimated total of over 750,000 housing units over the next decade
  - Using federal lands, such as those used by Canada Post, the Department of National Defense, and federal government office buildings, to build more homes faster
  - Helping to get more rental homes built by investing more than \$15 billion through the Apartment Construction Loan Program, which helps builders get the capital they need for new projects
  - Changing how homes in Canada are built by investing in technology like prefabricated housing factories and pre-approved home design catalogues
  - Streamlining foreign credential recognition in the construction sector and helping skilled trades workers get more homes built
- What do you think of these measures?
    - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
    - What about the affordability of homes?

Here is the second part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to make it easier to own or rent your home.

#### SHOW ON SCREEN

- Cracking down on illegal short-term rentals (e.g. Airbnb)
- Calling on fintech companies, credit bureaus, and lenders to build the ecosystem that will give renters the option to include their rental payment history in their credit scores, helping renters qualify for a mortgage and better rates
- Creating a Canadian Renters' Bill of Rights to protect renters and provide a clear history of apartment pricing so renters can bargain fairly, crack down on renovations, and create a nationwide standard lease agreement
- Allowing 30-year mortgages for first-time homebuyers purchasing new builds
- Extending the ban on foreign homebuyers by two years



- Restricting the purchase and acquisition of existing single-family homes by very large, corporate investors. The government will consult on how to go about this in the coming months.
- What do you think of these measures?
  - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
  - What about the affordability of homes?
  - Will they make it easier to own a home?

And here is the third part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to help those who struggle most with the cost of housing.

#### **SHOW ON SCREEN**

- Investing \$1 billion in the Affordable Housing Fund to support non-profit, co-operative, and public housing providers and respond to the needs of those most impacted by the housing crisis
- Creating a Rental Protection Fund to help affordable housing providers buy units and preserve rents at a stable level instead of being turned into luxury condos
- Increasing funding to support organizations that prevent and reduce homelessness
- What do you think of these measures?
  - What impact, if any, will they have on helping those who struggle to afford housing find a place to call home?
- Now that you have seen some highlights from the budget regarding housing, I'd like you to think of a word that describes your overall reaction. That is, think of a word you would use to describe the Government of Canada's housing strategy overall.
  - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?
- Do you think any of the measures we've discussed will help younger Canadians, and help ensure all generations – especially young people – have access to a variety of affordable housing options?

#### **ENERGY/CLEAN TECHNOLOGY (25 minutes) Saskatchewan**

- Have you heard of anything the Government of Canada is doing when it comes to clean energy?

CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada is investing in clean electricity and clean technologies to help reduce emissions.

- What comes to mind when you think of clean electricity? What about clean tech?
- Should the Government of Canada be encouraging investments in clean electricity? What about in clean tech?
  - CLARIFY AS NEEDED: This could include investments in building power grids that use clean energy sources (like wind, solar, and hydroelectric), and providing incentives for the adoption and manufacturing of clean technologies (like solar panels and wind turbines), to name a few.
- Do you see any positives or benefits from the Government of Canada encouraging investments in clean electricity and clean tech?
- Do you have any concerns about the Government of Canada encouraging investments in clean electricity and clean tech?
- Do you think more clean electricity and clean tech will lead to more risks of power outages, fewer risks, or do you think these risks will stay about the same? What makes you say that?
- Do you think developing the clean electricity sector will have a positive impact, a negative impact, or no impact on someone like you? What about on workers in Saskatchewan?

**PHARMACARE (40 minutes) Saskatchewan**

I'd like to change topics now...

- What are the biggest challenges in healthcare that the Government of Canada should be addressing?
  - IF NOT MENTIONED: What about the cost of prescription medication in Canada? Would you say this issue is more important, as important, or less important than the healthcare challenges you mentioned earlier?
- How would you describe the state of prescription drug coverage in Canada today? Is it affordable? Is it accessible?
- What are the biggest challenges, if any, that people without drug coverage face?

- Would you support a “universal” pharmacare plan where everyone gets drug coverage? Why or why not?
- Are you aware of anything the Government of Canada has done or is planning to do on pharmacare?
  - IF YES: What have you seen, read, or heard?

### **SHOW ON SCREEN**

On February 29, 2024, the Government of Canada introduced legislation to move forward on implementing the first phase of a national pharmacare program to make prescription drugs more affordable and accessible to more Canadians.

If approved, the Government of Canada intends to work with the provinces and territories to provide universal, single-payer coverage for a number of contraception and diabetes medications. The Government of Canada also intends to establish a fund to help Canadians access supplies that diabetics need to manage and monitor their condition and administer their medication, like syringes and glucose test strips.

- What are your reactions to this information? Is this something the Government of Canada should be doing? Why or why not?
  - AS NEEDED: What are your reactions to the Government of Canada’s decision to begin its first phase of pharmacare with coverage of contraception and diabetes medications?
- MODERATOR TO PROBE ON BOTH CONTRACEPTION AND DIABETES MEDICATIONS: What impacts will this coverage have? Who will benefit most from this? Will this impact you or anyone you know?
- Do you have any questions or concerns with the Government of Canada covering contraception and diabetes medications?
- As we mentioned earlier, the federal government will have to work with the provinces and territories in order to provide pharmacare. Would you support Saskatchewan’s involvement in a national pharmacare program? Why or why not?
  - How would you feel if other provinces joined a national pharmacare program, but Saskatchewan chose not to?
- As the Government of Canada plans the next steps of its national pharmacare plan, what are the most important things it should keep in mind?
  - What other drugs should be covered?

- Should it be completely public where all Canadians are on the same plan or should it “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans, ensuring that everyone receives coverage, including those currently not covered?
  - Do you have any concerns with either approach?
- Would a national pharmacare plan have an impact on making life more affordable? Why or why not?
- What impacts would a national pharmacare plan have on our healthcare system?
- Do you have any other questions or feedback about pharmacare?

**ONLINE SAFETY (90 minutes)** Atlantic Canada Young Women Aged 18-34 Heavier Social Media Users

Seeing as we’re all talking to each other online right now, we already know that everyone here uses the internet.

- What are the positive impacts, if any, the internet and online world has on society today?
- Are there any drawbacks? What are they?
  - PROBE IF NOT MENTIONED: What about harmful content online? How would you define harmful content? What are some examples of it?
- How concerned are you, if at all, about harmful content on the internet?
- To the best of your knowledge, are there protections in place to keep Canadians safe on the internet?
  - What about when it comes to reducing the amount of harmful content Canadians are exposed to?
  - How confident are you, if at all, that online platforms have measures in place to reduce the amount of harmful content Canadians are exposed to?
    - What about for vulnerable people or children?
- Do you believe online platforms are accountable for harmful content on their platform and its impact on users? Should they be? Why or why not?



- Should the Government of Canada hold digital platforms accountable for addressing harmful content on their platforms? Why or why not?
- What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada, online platforms, and harmful content?
  - Have you heard anything about a proposed bill to address online harms, called the Online Harms Act?
    - IF YES: What have you heard?

### **SHOW ON SCREEN**

The Government of Canada has introduced legislation designed to ensure digital platforms, specifically social media services, live streaming services and user-uploaded adult content services, are responsible for addressing harmful content. The legislation focuses on five key components:

6. Ensuring digital platforms reduce seven kinds of harmful content online
7. Changing the Criminal Code to better address hate crimes and hate propaganda
8. Changing the Canadian Human Rights Act to allow people to file complaints against those who post hate speech online
9. Enhancing laws to protect children from sexual exploitation
10. Creating a new Digital Safety Commission to enforce the rules and keep digital platforms accountable

Note that the new rules would not apply to private and encrypted messaging services (for example, WhatsApp, Signal, Telegram, etc.).

**NOTE TO MODERATOR: IF PARTICIPANTS ASK ABOUT THE SPECIFICS OF THE FIVE KEY COMPONENTS (I.E., THE SEVEN KINDS OF HARMFUL CONTENT, DEFINITION OF HATE CRIME/PROPOGANDA, AND HATE SPEECH) NOTE THAT MUCH WILL BE COVERED SHORTLY AND WE ARE ONLY INTERESTED IN THEIR INITIAL REACTIONS.**

- What is your initial impression of these measures – positive, negative, or somewhere in between? Why do you feel this way?
- Do you have any concerns or questions about anything in this list?

Now I'm going to share with you on screen a few more details about The Online Harms Act. If it becomes law, it would require online platforms to do the following:

## SHOW ON SCREEN

Online platforms would be required to **remove** the following within 24 hours:

- Content that sexually victimizes a child or revictimizes a survivor
- Intimate content communicated without consent

Platforms would also be required to **reduce exposure** to five categories of harmful content:

- Content that encourages hatred
  - Content that incites violent extremism or terrorism
  - Content that incites violence
  - Content used to bully a child
  - Content that induces a child to harm themselves
- Thinking about the first two types of harmful content listed here (i.e., the first two bullet points) and the requirement for platforms to remove this content, in your opinion, is this something the Government of Canada should be asking platforms to do? Why or why not?
  - Do you have any questions about it? Concerns?
  - What impact, if any, would this requirement have on Canadians' safety online? What about the safety of children specifically?

Now turning to the five types of content to which platforms would be required to reduce exposure (i.e., the bottom five bullet points) ...

- Should the Government of Canada be focusing on these types of harmful content? Why or why not?
- Are there other types of harmful content you think should be addressed?
- Is there anything in this list that you think should not be included?

I'm going to provide you with some more details about the proposed requirement to reduce exposure to harmful content ...

## SHOW ON SCREEN

The proposed rules focus on ensuring online platforms take into account the level of risk of exposure to harmful content and then take steps to reduce those risks.

For example, online platforms would be asked to provide users with guidelines and tools to flag harmful content and block other users. They would also be asked to set up an internal point of contact for this kind of guidance and complaints.

Additionally, they would be required to label harmful content that they have reason to believe is being created and amplified through automated communications by computer programs (e.g. bots).

- Do you have any questions or concerns about what I've just presented?

Now I'm going to provide you with some more details about the proposed requirement as it relates to children ...

## SHOW ON SCREEN

Online platforms would also be required to take into account the interests of children when designing products and features. For example:

- design features to limit children's exposure to harmful content, including explicit adult content, cyberbullying content and content that encourages self-harm;
- parental control settings and safe search settings so that certain types of content would be unavailable via search;
- design features such as limiting scrolling and autoplay for kids; and
- not allowing adult users to message children who are not in their network.

So, to sum up, much of the proposed legislation is focused on reducing exposure to harmful content, rather than requiring online services to remove it - except in the 2 types of instances we discussed earlier.

MODERATOR TO REMIND PARTICIPANTS IF NEEDED: Content that sexually victimizes a child or revictimizes a survivor; Intimate content communicated without consent.



- Do you think the federal government’s approach is appropriate – that is, asking platforms to look at the level of risk of exposure to harmful content and make design choices to minimize that risk, rather than asking them to remove it (in most cases). Why or why not?
  - Is there a different approach you would prefer the Government of Canada take when dealing with this issue?
- Do you think these requirements will have a major impact, minor impact, or no impact on online safety and the amount of harmful content Canadians are exposed to? How so?
- Do you think the Government of Canada will be able to ensure digital platforms comply with their obligations?

The proposed law would also create a Digital Safety Commission to enforce the rules and hold platforms accountable. This commission would be responsible for ordering the removal of content if it falls into the two categories we’ve discussed.

- How effective, if at all, do you think this Digital Safety Commission would be in ensuring platforms protect their users?
- Do you have any questions or concerns about this Commission?

In terms of hate speech, the proposal includes a definition for hate speech, based on decisions made by the Supreme Court of Canada.

### **SHOW ON SCREEN**

Hate speech would be defined as the following:

Specific detestation or vilification of an individual or group of individuals on the basis of a prohibited ground of discrimination (race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity or expression, marital status, family status, genetic traits, disability, or pardoned criminal records).

To be considered discriminatory, the hate speech would need to be communicated where it is likely to cause detestation or vilification of an individual or group.

Speech would **not** be classified as hate speech just because it expresses dislike or disdain, or it discredits, humiliates, hurts or offends.

- Is this definition clear to you? Does it seem reasonable? Why or why not?
- In your view, should the Government of Canada include hate speech in the legislation? Why or why not?
- IF ANYONE WAS AWARE OF THE PROPOSED ONLINE HARMS ACT IN INITIAL DISCUSSION, MODERATOR TO ASK: Earlier, some of you said that you had heard about the proposed Online Harms Act. Does the information provided here align with what you heard, or did you have different perceptions of what this Act was about?

**COMMUNITY CHALLENGES (25-30 minutes)** Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora, Estrie, Interior BC

Now I'd like to focus on your local community...

- What are the top issues in your region specifically that the Government of Canada should be prioritizing?
  - IF NOT MENTIONED: What about investing in local infrastructure?
- What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada and infrastructure in your region?
  - Have you noticed any changes or developments in the local infrastructure?
- Generally, what type of local infrastructure projects do you think are the most important to your region? What would make the biggest difference to you personally?

Shifting away from infrastructure ...

- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?
- Are labour shortages an issue in your community?
  - IF YES: Are labour shortages affecting certain sectors in particular?
    - IF YES: Which ones?



- In your opinion, what's behind these labour shortages?
- What do you believe are some potential solutions to help reduce labour shortages?

**FOREIGN CREDENTIAL RECOGNITION (25 minutes) Calgary & Edmonton Southeast Asian Diaspora**

- How important, if at all, are issues around recognizing foreign credentials?

**CLARIFY AS NEEDED:**

Recognizing foreign credentials is when the federal, provincial, or territorial government determines that a license or certificate earned outside of Canada meets the standards in Canada, so that an individual can work in a specialized job. Examples of specialized jobs could be working as a doctor, accountant, or an electrician.

- Does anyone here have a family member who has had to, or is currently going through a process to have credentials recognized?
- As far as you know, what, if anything, has the Government of Canada done to address the issues around recognizing foreign credentials?
- What should the Government of Canada do on this issue?
- Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why?
  - IF WRONG TRACK: What should the Government of Canada do to get on the right track?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
  - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada?
- In your opinion, does the Government of Canada do enough to support to recent immigrants? What makes you say that?
- What more should the Government of Canada do to support immigrants?
  - What about when it comes to housing and healthcare?



### **IMMIGRATION (25 minutes) Estrie**

Now I'd like to move to a completely different topic...

- Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?
- What do you think are some of the benefits of welcoming new immigrants to Canada?
- To what extent do you agree or disagree with the following statement: "Canada needs to welcome more new immigrants to fill labour shortages and grow the economy."?
  - Why do you feel this way?
- Do you have any concerns about welcoming new immigrants?
  - IF YES: What are your concerns?
- What should the Government of Canada do to address these concerns?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
  - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
- Before we move to the next section, do you have any other thoughts you would like to share on the Canadian immigration system?

### **OUT-OF-STATUS WORKERS (20 minutes) Estrie**

Now I'd like to talk to you about out-of-status people in Canada...

- Are you familiar with the term "out-of-status" or "undocumented" people?
  - What are out-of-status people?

#### **CLARIFY:**

Out-of-status people are individuals living in Canada without legal immigration status. It could refer to someone whose work, study or visitor permit has expired, someone who made a refugee claim that was denied, or someone who entered Canada through unofficial pathways.

People without legal status are often employed as personal support workers or care aides in long-term care facilities, or in sectors like construction and agriculture.

- If you were to estimate, how many out-of-status people do you think there are in Canada?
- Do you think out-of-status people should be given a path to permanent residency and citizenship?
  - Why or why not?
- Given that many out-of-status people don't pay income taxes and are doing jobs where labour shortages are experienced often, is there an economic argument in support of providing them with a path to permanent residency and citizenship?

#### **HEALTH CARE (20 minutes) Interior BC**

- IF HEALTHCARE MENTIONED AS A TOP ISSUE: Some of you noted that health care is one of the top issues that the Government of Canada should prioritize.
- IF HEALTHCARE NOT MENTIONED AS A TOP ISSUE: Thinking of the issues you identified as being the top issues for the Government of Canada, where does health care fit in? Is it more important, less important, or of the same importance?
- How would you rate the quality of the healthcare system where you live? What makes you say that?
- And what about access to healthcare services? What makes you say that?
- What are the biggest challenges facing health care in your area?
- Has anyone heard about any commitments or announcements made by the Government of Canada on healthcare?
  - PROBE: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for health care?
    - IF YES: What did you hear? What were your impressions of the negotiations?
- Would you say that when it comes to health care, the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
  - IF WRONG TRACK: What could the federal government do to get on the right track?

## **CLIMATE CHANGE IMPACTS (40 minutes) Interior BC**

Now I'd like to move to a different topic...

- How concerned are you, if at all, about the potential impacts of climate change? Why do you feel this way?
- What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
  - Does climate change have any impacts on things like wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires?
    - IF YES: As far as you know, what impacts does it have?
    - IF NO: Why do you feel this way?
      - IF NOT MENTIONED: Has climate change played a role in increasing the frequency and severity of extreme weather events in Canada, such as floods and wildfires?
        - IF YES: How?
        - IF NO: Why do you feel this way?
- Have you seen any of these impacts of climate change in your daily life or in your community?
  - IF YES: What have you seen?
- Over the next few decades, do you expect your community to be any more at risk of climate change?
- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada when it comes to responding to the wildfires in British Columbia?
  - How would you generally describe the federal government's approach to responding to the wildfires in British Columbia?

### **SHOW ON SCREEN:**

The Government of Canada's approach to managing wildfires involves supporting communities in getting prepared, providing information through real-time monitoring, and offering support to communities and individuals impacted by wildfires.

In Budget 2024, the Government of Canada has committed to take several additional actions to help those affected by wildfires:



- **Doubling the Volunteer Firefighter and Search and Rescue Volunteer Tax Credits**, which will increase from \$3,000 to \$6,000 for 2024, saving volunteer firefighters up to an additional \$450 per year.
- **Investing \$800,000 more to expand firefighting capacity.** This funding will help expand a training program for firefighters to respond to wildfires that impact urban areas. This builds on existing funding to support the federal government’s commitment to train 1,000 wildland firefighters.
- Partnering with Indigenous Peoples to save lives and better protect communities against wildfires including:
  - **Investing over \$145 million to help First Nations communities prepare for emergencies;**
  - **Providing \$20.9 million for fire prevention in First Nations communities;** and
  - **Committing \$9 million to help support Indigenous governments directly affected by the 2023 wildfires in the Northwest Territories.**
  
- What are your initial thoughts about these additional actions?
  - Is the Government of Canada doing enough to help communities affected by wildfires? Why or why not?
  
- What more should the federal government be doing?

**CONCLUSION (5 minutes) All Locations**

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn’t discussed.

## Annexe C – Concepts publicitaires

## Mise à l'essai de concepts créés pour les aliments supplémentés

 **Healthy Canadians** 

Do you use supplements and supplemented foods when working out? It might not be a good idea to mix them if they have the same ingredients.

Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front, this is your cue to look for the caution box.

Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as caffeine, and rest easy after your next training session.

[canada.ca/SupplementedFoods](http://canada.ca/SupplementedFoods)



CANADA.CA/HEALTH 

 **Healthy Canadians** 

Do you take multivitamin or mineral supplements? You may have to adjust your intake if you consume supplemented foods as well.

Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box on the back or side of the product.

Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as vitamin A or potassium.

[canada.ca/SupplementedFoods](http://canada.ca/SupplementedFoods)



CANADA.CA/HEALTH 

 **Canadiens en santé** 

Prenez-vous des suppléments ou des aliments supplémentés quand vous vous entraînez ? S'ils contiennent les mêmes ingrédients, ce pourrait être une mauvaise idée de les prendre ensemble.

De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit apparaître sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde.

Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex. caféine). Vous aurez ainsi l'esprit en paix après votre prochaine séance d'entraînement.

[Canada.ca/AlimentsSupplementes](http://Canada.ca/AlimentsSupplementes)



CANADA.CA/SANTE 

 **Canadiens en santé** 

Prenez-vous des suppléments de multivitamines ou de minéraux? Vous pourriez devoir modifier la quantité que vous prenez si vous consommez aussi des aliments supplémentés.

De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit apparaître sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde sur le côté ou au dos du produit.

Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex. vitamine A, potassium).

[Canada.ca/AlimentsSupplementes](http://Canada.ca/AlimentsSupplementes)



CANADA.CA/SANTE 

Les images ci-dessus sont des concepts de messages pour média social du gouvernement du Canada. La première série de messages est rédigée en anglais tandis que la deuxième est rédigée en français.

Les deux messages en anglais proviennent du compte certifié « Healthy Canadians ». Sous le nom d'utilisateur figurent plusieurs paragraphes de texte se lisant comme suit : "Do you use supplements and supplemented foods when working out? It might not be a good idea to mix them if they have the same ingredients. Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box. Read the caution box to know

whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as caffeine, and rest easy after your next training session". Sous le texte figure le lien suivant : « [canada.ca/SupplementedFoods](http://canada.ca/SupplementedFoods) ». À la droite du lien se trouve l'image d'une boisson en canette à côté d'une personne attachant une chaussure de course. Une bulle grise rattachée à la canette contient le texte suivant : « READ THE LABEL ». Au bas du message figure une bannière bleue à la droite de laquelle figure le logo du gouvernement du Canada et « CANADA.CA/HEALTH » à gauche.

La version française de l'image est d'apparence identique. L'image provient du compte « Canadiens en santé », et le texte se lit comme suit : « Prenez-vous des suppléments ou des aliments supplémentés quand vous vous entraînez? S'ils contiennent les mêmes ingrédients, ce pourrait être une mauvaise idée de les prendre ensemble. De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit apparaître sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde. Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex., caféine). Vous aurez ainsi l'esprit en paix après votre prochaine séance d'entraînement » « [canada.ca/AlimentsSupplementes](http://canada.ca/AlimentsSupplementes) ». La bulle contient le texte suivant : « LISEZ L'ÉTIQUETTE ».

L'image de droite provient du même compte, associé au même lien. Le texte anglais est le suivant : "Do you take multivitamin or mineral supplements? You may have to adjust your intake if you consume supplemented foods as well. Supplemented foods are starting to show new labels and some must carry a caution identifier on the front; this is your cue to look for the caution box on the back or side of the product. Read the caution box to know whether you should avoid supplemented foods or supplements with the same supplemental ingredients, such as vitamin A or potassium." Au bas figure une image contenant une bouteille en plastique contenant un liquide clair, sur fond jaune. La bouteille comporte une étiquette noire et blanche agrandie dans le but de mettre en évidence un point d'exclamation suivant les mots « Supplémenté/Supplemented » et « Santé Canada/Health Canada ». Sous l'étiquette figure une légende qui se lit comme suit : "Learn more about the new caution identifier on some supplemented foods". Au bas de l'image figure la même bannière bleue dans laquelle apparaissent le logo et l'adresse du site Web.

La version française de ce concept est identique. Le texte se lit comme suit : "Prenez-vous des complexes vitaminés ou des suppléments de minéraux? Vous pourriez devoir modifier la quantité que vous prenez si vous consommez aussi des aliments supplémentés. De nouvelles étiquettes font leur apparition sur les aliments supplémentés. Un identifiant de mise en garde doit figurer sur le devant de certains d'entre eux; cherchez alors l'encadré de mises en garde sur le côté ou au dos du produit. Lisez l'encadré de mises en garde pour savoir si vous devriez éviter les aliments supplémentés ou les suppléments contenant les mêmes ingrédients supplémentaires (p. ex., vitamine A, potassium). » La légende figurant sous l'étiquette se lit comme suit : « Apprenez-en plus au sujet de nouvel identifiant de mise en garde sur certains aliments supplémentés ».